

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LA ROUMANIE EN GUERRE :
ANALYSE DES DISCOURS DU QUAI D'ORSAY,
DU *FIGARO* ET DE *L'HUMANITÉ*

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN HISTOIRE

PAR
SOPHIE ABDELA

MAI 2010

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Je voudrais d'abord remercier mon frère pour son soutien indéfectible. Je tiens aussi à remercier Frédérick pour sa grande patience, ses conseils et ses encouragements.

De plus, il me faut remercier le Centre de recherches en sciences humaines du Canada et le Fonds québécois de recherche sur la société et la culture qui m'ont permis de me concentrer sur mes études et sur la rédaction d'un mémoire qui soit à la hauteur de mes compétences. Mes deux années de maîtrise n'auraient pas été les mêmes sans leur aide.

Je veux aussi souligner l'incroyable générosité de Monsieur Christopher Goscha qui a eu confiance en moi dès le début et qui est toujours venu à mon aide sans jamais rien demander en retour. J'ai, grâce à lui, beaucoup appris, tant académiquement que professionnellement, et je lui en serai éternellement reconnaissante.

Surtout, il me faut remercier mes deux directeurs, Madame Dominique Marquis et Monsieur Carl Bouchard, qui m'ont pris sous leur aile sans hésiter alors que je me trouvais dans l'impasse. Leur rigueur et leur assiduité n'ont pas d'égale et le mémoire que je remets aujourd'hui n'aurait pas été le même sans eux. Ils sont, c'est à n'en point douter, les deux bourreaux les plus aimables qu'il m'ait été donné de rencontrer. Je n'oublierai jamais ce qu'ils ont fait pour moi et je les en remercie mille fois.

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ	v
INTRODUCTION	1
CHAPITRE I	
HISTORIOGRAPHIE, PROBLÉMATIQUE ET MÉTHODOLOGIE.....	8
1.1 Bilan historiographique.....	8
1.1.1 La politique française : du Quai d'Orsay à Bucarest.....	8
1.1.2 L'histoire de la presse française : bilan des recherches	24
1.1.3 Conclusion du bilan : une histoire croisée	33
1.2 Problématique et hypothèse	34
1.3 Les sources.....	37
1.3.1 Les archives diplomatiques.....	37
1.3.2 Les journaux français.....	40
1.4. Traitement des sources.....	42
1.4.1 Analyse matérielle	42
1.4.2 Analyse de contenu	43
CHAPITRE II	
LA ROUMANIE : REMPART CONTRE LE BOLCHEVISME OU AGENTE DE LA RÉACTION ?	46
2.1 La politique du Quai d'Orsay : Bucarest comme mur antibolchevique	47
2.1.1 La Hongrie de Bela Kun : lueur d'espoir pour les vaincus.....	49
2.1.2 Faire de Budapest un exemple	52
2.1.3 Le rôle de la Roumanie : citadelle française en Europe orientale	55
2.2 <i>Le Figaro</i> : la Roumanie ou le pilier de la paix française.....	59
2.2.1 La Roumanie et le bolchevisme : un sujet populaire	59
2.2.2 Critique de la mollesse et de l'indécision du Quai	61
2.2.3. À Budapest, on a édifié un épouvantail	62
2.2.4 La contagion bolchevique ou l'échec de la victoire	64
2.2.5 La Roumanie : promesse d'ordre et de paix futurs.....	66

2.3 <i>L'Humanité</i> : le mercenaire roumain à la solde de l'impérialisme français	69
2.3.1 La Roumanie et le bolchevisme : quelques chiffres	69
2.3.2. Critique de la politique du Quai : à bas la réaction.....	71
2.3.3. <i>L'Humanité</i> accueille la « contagion bolchevique ».....	73
2.3.4. Le véritable ennemi est à Bucarest	74
CHAPITRE III	
LA ROUMANIE : ALLIÉE CONTRE LA REVANCHE ALLEMANDE ?.....	78
3.1 La politique du Quai d'Orsay : l'alliance de revers.....	79
3.1.1 Premier pilier de la sécurité française : la garantie anglo-saxonne.....	79
3.1.2 Deuxième pilier : Bucarest et l'alliance de revers	82
3.1.3 Les Roumains avancent, le Quai ferme les yeux : l'enjeu transylvain	86
3.2. <i>Le Figaro</i> et l'Allemagne : la paix à tout prix	89
3.2.1. La Roumanie et l'Allemagne : un silence révélateur.....	89
3.2.2 La Hongrie de Bela Kun : un test des Allemands.....	90
3.2.3 Roumanie, <i>Mitteleuropa</i> et gage de paix	93
3.3 <i>L'Humanité</i> : dans quel camp se range Bucarest?	96
3.3.1 <i>L'Humanité</i> , la Roumanie et l'Allemagne : quelques chiffres	97
3.3.2 Manigances germano-hongroises : pures fabulations	97
3.3.3 Une Allemagne bolchevique : souhaitable mais peu probable	99
3.3.4 Bucarest : dernier bastion des Hohenzollern	101
CONCLUSION.....	105
BIBLIOGRAPHIE.....	112

RÉSUMÉ

En 1919 s'ouvre la Conférence de paix de Paris dont le rôle est de régler les termes de la paix. Les chefs d'État victorieux se rassemblent dans la capitale française devenue, l'espace de quelques mois, capitale mondiale. Tous les yeux sont rivés sur Paris, au cœur de laquelle les dirigeants des grandes puissances occidentales s'érigent en véritables artisans de la paix. Tous y apportent leur lot d'objectifs, de craintes et d'ambitions.

Le mot d'ordre de la délégation française est la sécurité. En effet, tous ses efforts visent à assurer la sécurité de la nation contre deux principales menaces : la revanche allemande et l'expansion bolchevique. C'est dans ce contexte particulier que la Roumanie, située au carrefour des intérêts français, acquiert une importance stratégique nouvelle. Contre les dangers qui la guettent, la France met sur pied des dispositifs stratégiques sécuritaires dont le bon fonctionnement nécessite la participation roumaine. Rapidement, le président du Conseil français, Georges Clemenceau, et son équipe tentent de s'assurer l'allégeance de Bucarest et instrumentalisent la Roumanie pour la sécurité de la nation française.

Face à cette politique sécuritaire, les journaux français, plongés dans le tourbillon des négociations de paix, commentent, critiquent, observent et interprètent. Parmi eux, deux quotidiens extrêmement différents : *Le Figaro* et *L'Humanité*. Cette recherche analysera le traitement que ces deux journaux ont fait de la politique française vis-à-vis de la Roumanie. A-t-elle généré des commentaires, des critiques et des réflexions ? Plus encore, ces quotidiens ont-ils approuvé les stratégies de leur gouvernement ou, au contraire, s'y sont-ils profondément opposés ? Bref, se sont-ils faits les véhicules de la politique française à l'égard de la Roumanie ?

Les visées sécuritaires de Clemenceau ont-elles trouvé un écho dans *Le Figaro* et *L'Humanité* ? Les résultats de l'analyse de presse démontrent que ce ne fut pas toujours le cas pour *Le Figaro*, pour lequel la paix primait sur toute autre chose, et que ce ne fut jamais le cas pour *L'Humanité* dont les objectifs politiques excluaient toute forme de coopération franco-roumaine même si cette dernière servait les intérêts sécuritaires de la nation. Ces observations sont d'une grande valeur puisqu'elles nous éclairent sur l'attitude de ces deux journaux vis-à-vis de la Roumanie, mais aussi sur leur interprétation et leur perception de la sécurité française en 1919.

Mots clés : Relations internationales – France – Roumanie – Hongrie – *Le Figaro* – *L'Humanité* – XXe siècle – Conférence de paix de Paris

INTRODUCTION

Nous voulons avoir un aspect de vainqueurs,
et nous montrons une moralité de vaincus¹.

Après la Grande Guerre, le continent européen se scinda en deux factions opposées : vainqueurs et vaincus. Les alliances, renouvelées comme récentes, se fondèrent presque strictement sur ce critère, modifiant le visage du continent. Dans cette nouvelle Europe, deux pays victorieux confirmèrent leur domination : la Grande-Bretagne et la France s'imposèrent comme des superpuissances et, avec les États-Unis, elles remodelèrent le territoire européen selon leurs intérêts géopolitiques, stratégiques et économiques.

En 1919, chacune de ces puissances se rendit à la Conférence de paix de Paris où s'entamèrent les négociations devant mener à l'élaboration des différents traités de paix. Elles arrivaient avec un plan, plus ou moins précis, des tâches qu'elles devaient accomplir, des alliances qu'elles devaient tisser et des situations qu'elles devaient à tout prix éviter. Le plan français, orchestré par Georges Clemenceau de manière quasi dictatoriale, se centrait alors autour de deux questions principales d'ailleurs intimement liées : les réparations et la sécurité de la France².

¹ Jean Francoeur, *Réflexions d'un diplomate optimiste, 1915-1919*, Paris, Bossard, 1920, vol. 2, p.93.

² Dans ce débat, la position de la France de Clemenceau est on ne peut plus claire : « L'Allemagne paiera! ». Les réparations sont donc portées à un maximum, parfois démesuré, dans le but de renflouer les coffres de la France pour les dépenses vertigineuses à venir, tout en assurant la faillite économique et politique de l'ennemi allemand. Voir Marc Trachtenberg, *Reparations in World Politics : France and European Economic Diplomacy, 1916-1923*, New York, Columbia University

Les efforts de Clemenceau à la Conférence de paix de Paris visaient à assurer, pour la France d'après-guerre, la défense contre deux dangers : allemand bien sûr, mais aussi bolchevique. Il fallait d'abord et avant tout s'assurer que l'Allemagne ne pourrait pas prendre sa revanche et envahir à nouveau le territoire français. L'élément le plus important était donc la consolidation de la frontière franco-allemande. La démilitarisation de la rive gauche du Rhin, l'autonomisation de la Rhénanie et l'annexion de la Sarre constituaient les mesures préventives réclamées par la France à la Conférence. Représentant un éventuel danger direct, la question de la frontière séparant la France de l'Allemagne devait être le plus rapidement réglée. En outre, la France entretenait une politique hostile, quoique plutôt officieuse en 1919, contre la nouvelle Russie bolchevique. La perspective de voir le communisme s'étendre sur le continent, et d'y semer le trouble et l'instabilité, poussait le gouvernement français à tenter de stopper, sinon de freiner, son expansion vers l'Ouest. Dans un cas comme dans l'autre, l'Europe de l'Est acquit, aux yeux de Paris, une importance et un rôle nouveaux. Enclavée entre les deux menaces qui planaient sur l'Europe, la région devint un point stratégique fort. En effet, quiconque avait l'allégeance de l'Europe de l'Est possédait à la fois une potentielle alliance de revers contre l'Allemagne et une protection contre l'expansion du bolchevisme.

Ainsi, la France cherchait à obtenir l'allégeance de l'Europe de l'Est. Pour ce faire, elle profita de la conjoncture particulière régnant dans la région pour favoriser les nations qu'elle jugeait utiles à sa sécurité. C'est pourquoi, durant la Conférence de paix de Paris, la Pologne, la Yougoslavie, la Tchécoslovaquie et, bien sûr, la Roumanie reçurent l'appui et le soutien de Clemenceau sur les questions territoriales. La Roumanie trouva en France, comme le dit Millerand, « ses défenseurs les plus fidèles »³ sur presque toutes les questions territoriales qui suscitaient son intérêt. Or, comme nous le verrons, la bienveillance de la France envers les souhaits roumains cachait des motifs bien plus égoïstes qui visaient la réalisation de ses propres ambitions dans la région. Les Français ne furent jamais mus, dans

Press, 1980, 423p. Voir aussi Bruce Kent, *The Spoils of War: The Politics, Economics, and Diplomacy of Reparations, 1918-1932*, Clarendon, New Edition, 1992, 480p.

³ Cité dans Commission de publication des documents diplomatiques français, *Documents diplomatiques français 1920* (ci-après *DBFP*), Tome 1 (10 janvier-18 mai), Paris, Imprimerie nationale, 1997, p.309.

la construction de cette nouvelle Roumanie, par la conviction intrinsèque du caractère juste des demandes roumaines : on n'agissait pas, à Paris, pour la réalisation du rêve roumain, mais plutôt pour l'obtention d'une certaine garantie de sécurité. Le chemin s'annonçait malgré tout tortueux, comme le laissait entrevoir la surprenante interrogation lancée par David Lloyd George devant la conférence : « Où diable se trouve cette Transylvanie que les Roumains sont tellement impatients d'avoir ? »⁴...

Les relations franco-roumaines d'après-guerre s'inscrivaient dans plusieurs dynamiques. D'un côté, la France, l'Angleterre et les États-Unis restaient après la guerre des alliés majeurs, mais leurs politiques différaient d'emblée. Celle de la France était continentale et visait à affaiblir et à isoler par tous les moyens possibles sa principale ennemie : l'Allemagne. L'Angleterre et les États-Unis adoptèrent plutôt une politique opposée qui avait comme but d'établir en Europe un certain équilibre afin d'éviter tout nouveau conflit et de rétablir l'économie. Dans cette optique, la politique française semblait être mue plus par des visées impérialistes, et même hégémoniques, que par une recherche de sécurité nationale. Ils considéraient donc les alliés et les ennemis de la guerre d'hier sous un tout autre angle.

D'un autre côté, on trouvait trois grandes puissances qui avaient suivi des parcours très différents : l'Allemagne, la Russie et l'Italie. Berlin, après la guerre, demeurait une puissance majeure sur le continent qu'on ne pouvait pas ignorer. Les Allemands, ne se considérant pas comme vaincus, désiraient la révision des clauses les plus sévères du traité de Versailles et, à défaut de trouver un quelconque soutien chez les Français, tentaient de se constituer une nouvelle clientèle à l'Est. La Russie, quant à elle, était plongée après le conflit dans une guerre civile entre les tenants du bolchevisme et ceux de l'ancienne autocratie tsariste. En 1919, son avenir restait indécis, mais la possibilité de la victoire du communisme semait déjà un certain malaise parmi les grandes puissances occidentales. L'Italie, bien que faisant partie du camp des vainqueurs, entra elle aussi dans le camp des révisionnistes après avoir vu sa victoire mutilée par le non respect des promesses territoriales conclues au moment de son entrée en guerre, en mai 1915.

⁴ Dans Anne-Marie Cassoly, « Les Frontières de la Grande Roumanie : approche géopolitique », dans *Revue roumaine d'histoire*, vol. 35, no 1-2, Bucarest, 1996, p.75.

En outre, l'Europe de l'Est répondait, en 1919, à une dynamique sensiblement différente de celle qui dominait l'Occident. Comme à l'Ouest, les frontières se modifièrent, mais les changements se firent plus graves et souvent même, plus dramatiques. Il s'agissait pour l'Europe de l'Est non seulement d'un remodelage, mais d'un bouleversement complet : des empires s'effondrèrent⁵ laissant dans leur sillage de nouvelles nations comme la Yougoslavie et la Tchécoslovaquie qui virent le jour simultanément, des territoires stratégiques passèrent sous une nouvelle autorité. Une nation même, la Pologne, renaquit de ses cendres après être disparue de la carte depuis le 19^e siècle⁶. Ainsi, avant même la signature officielle des traités de paix, l'Europe de l'Est était *de facto* complètement redessinée, les frontières *ante bellum* étaient disparues et le nombre de pays s'en trouvait augmenté. Ces mutations, tout en délivrant plusieurs peuples de la domination étrangère, furent une cause directe des tensions très vives et aiguës qui ont caractérisé les années d'après-guerre en Europe orientale.

Dans ce bouleversement, chacun tentait de tirer son épingle du jeu : on assista à une « course au territoire » parfois viscérale à laquelle aucune nation est-européenne n'échappa. Le découpage laissa nécessairement derrière lui des États comblés et d'autres, profondément insatisfaits. Ainsi se formèrent une myriade de « petites Alsace-Lorraine », lieux de conflits et de litiges. Cette réalité fut très bien illustrée par les démêlés qui opposèrent la Roumanie à la Hongrie pendant les années suivant la guerre. Bucarest, sortie victorieuse du conflit mondial, cherchait à tirer profit du contexte : elle projetait de former une Grande Roumanie, c'est-à-dire d'unir en son sein tous les Roumains d'Europe éparpillés jusque-là en Autriche-Hongrie, en Russie et dans le nord des Balkans. Elle demandait l'annexion de plusieurs territoires : la Dobroudja, la Bukovine, la Bessarabie, le Banat et surtout, région extrêmement riche, la Transylvanie⁷. Cette région lui fut toutefois ardemment disputée par la Hongrie qui sortit du conflit vaincue, mais indépendante. Elle fut toutefois très sévèrement amputée dans

⁵ La fin de la Première Guerre mondiale sonna effectivement le glas de plusieurs grands empires : austro-hongrois, russe, allemand et ottoman.

⁶ Le territoire qui formait alors la Pologne avait été conquis et partagé entre l'Allemagne, l'Autriche et la Russie.

⁷ À ce sujet, voir les documents officiels des demandes de la Roumanie à la Conférence de la paix dans *Rumânia : Irredentist and Nationalist questions in Central Europe, 1913-1939*, Nendeln, Kraus Reprint, 1973, p.3-19.

son territoire cependant que sa population fut éparpillée sur plusieurs différents pays est-européens.

C'est dans cette conjoncture particulière que se déroula le conflit roumano-hongrois de 1919. En effet, devant la sombre perspective de perdre plusieurs territoires⁸ qu'il jugeait siens, le gouvernement hongrois présidé par le comte Karolyi, dans une dernière tentative désespérée pour sauver l'intégrité de la Hongrie, céda le pouvoir aux communistes le 21 mars 1919. Cette nouvelle République des Conseils, ayant à sa tête Bela Kun, opérait dans une Hongrie dont les frontières n'étaient pas encore officiellement fixées. La Transylvanie était alors une zone flottante extrêmement convoitée et dont la nationalité devait être décidée dans les mois à suivre⁹. Les tensions roumano-hongroises, exacerbées par l'arrivée de Bela Kun, éclatèrent quelques semaines plus tard, au mois d'avril. S'ouvrit alors le conflit opposant les deux États qui se résuma à une série d'attaques et de contre-attaques de part et d'autre, de percées et de retraits cependant qu'à Budapest comme à Bucarest on blâmait l'ennemie d'être l'instigatrice du conflit¹⁰. Ce dernier se solda tout de même par la victoire des troupes roumaines qu'elles consolidèrent par l'occupation militaire de la capitale hongroise au début du mois d'août 1919, au grand soulagement du gouvernement français.

La France cherchait, on le sait, à renforcer les territoires de ses alliés est-européens. La victoire roumaine faisait donc d'une pierre deux coups pour Clemenceau. D'abord, elle envoyait le gouvernement communiste en exil et éliminait du même coup la menace de « contagion » bolchevique qu'il représentait dans la région. Ensuite, elle permettait aux Roumains de prendre *de facto* le contrôle de la région transylvaine au détriment des Hongrois. Advenant une attaque de la part de l'Allemagne (ou même de la Russie

⁸ À l'issue des traités de paix, la Hongrie a perdu le Banat, la Transylvanie, la Slovaquie, la Croatie et la Ruthénie. Ces pertes représentent approximativement deux tiers de son territoire initial.

⁹ Précisons par contre que la Transylvanie s'était elle-même autoproclamée comme faisant dorénavant partie du Royaume de Roumanie le 1^{er} décembre 1918 à l'assemblée populaire d'Alba Iulia.

¹⁰ Pour une description détaillée des va-et-vient des armées ennemies, voir les ouvrages de Glenn E. Torrey, *Romania and World War One*, Oxford, Center for Romanian Studies, 1998, chapitre 19; Dumitru Tutu, « Les Actions de l'armée roumaine en Transylvanie au cours des années, 1918-1919 », *Revue roumaine d'histoire*, vol. 34, no. 1-2, 1985, p.101-123; Ernest Weibel, *Histoire et géopolitique des Balkans de 1800 à nos jours*, Paris, Ellipses, 2002, p.447 et Sherman D. Spector, *op. cit.*, p.119 et suivantes.

bolchevique), la possession par la Roumanie d'un tel avantage n'était aucunement négligeable¹¹.

Les relations franco-roumaines qui se sont construites après la guerre n'ont donc pas évolué en vase clos, loin de là. Pour être bien comprises, elles doivent constamment être inscrites dans la conjoncture particulière dans laquelle elles sont nées. Les chambardements de l'Europe de l'Est et les tensions qu'ils créèrent (ou intensifièrent), les désaccords entre grandes puissances occidentales, le révisionnisme, l'irrédentisme, la nouvelle réalité bolchevique et une Allemagne puissante, mais vaincue, sont tous des éléments qui poussèrent la France et la Roumanie l'une vers l'autre et qui sont bien exposés tout au long du règne de Bela Kun.

C'est la nature des relations franco-roumaines que nous proposons d'étudier dans le présent mémoire. Toutefois, et voilà l'originalité de cette recherche, la facette diplomatique ne sera pas la seule explorée : pour compléter une analyse strictement politique, nous présenterons ici une analyse de presse. Par le biais de deux journaux parisiens, *Le Figaro* et *L'Humanité*, nous tenterons de comparer la politique du Quai d'Orsay envers Bucarest aux attitudes de ces deux quotidiens par rapport à cette même politique. Plongés dans ce même contexte mouvementé, les réactions, les réflexions, les critiques et les discours du *Figaro* et de *L'Humanité* à l'égard des Roumains n'en furent pas moins profondément différents de ceux du Quai d'Orsay. Il est certain que la question allemande eut en tout temps préséance sur le problème bolchevique dans les politiques françaises. Or, l'étude du *Figaro* et de *L'Humanité* démontre que ces priorités n'étaient pas partagées de tous. Car dans ces deux journaux, ce fut le bolchevisme qui marqua l'imaginaire, non l'Allemagne; ce fut lui qui fit couler l'encre et qui souleva débats, passions et inquiétudes, indiquant d'emblée l'existence d'un certain clivage entre le Quai d'Orsay et la presse française.

Notre démonstration se fera donc en trois étapes distinctes. Dans le premier chapitre, nous ferons état de l'historiographie sur les relations franco-roumaines ainsi que sur l'évolution de la presse française afin de démontrer sur qui et sur quoi nous appuyons le

¹¹ De plus amples explications seront fournies dans le chapitre trois au sujet de l'importance géostratégique de la Transylvanie.

présent travail. Seront aussi exposées la problématique autour de laquelle s'est construite cette recherche ainsi que nos méthodes d'analyse des deux journaux choisis.

Les deux chapitres suivants représentent le cœur de ce mémoire. Séparés non pas de manière chronologique, mais plutôt thématique, le chapitre deux sera axé autour de la question bolchevique. Nous y exposerons comment le bolchevisme a influencé la politique du Quai d'Orsay à l'égard de la Roumanie. Ensuite, nous pourrons faire une analyse du traitement de l'information et du propos éditorial du *Figaro* et de *L'Humanité* sur la question roumaine et ses relations avec le bolchevisme. Cette méthode nous permettra de situer les deux journaux l'un par rapport à l'autre et de comparer leur attitude face à la politique entretenue par leur gouvernement. Ce même modèle sera appliqué dans le troisième et dernier chapitre de ce mémoire. Cette fois-ci, la question centrale sera celle de la revanche allemande. À nouveau seront exposés la politique du Quai d'Orsay puis le traitement de l'information du *Figaro* et de *L'Humanité*.

La revanche allemande et la question bolchevique étant les plus grands soucis sécuritaires du moment, il sera intéressant de voir comment le gouvernement français a exploité ses relations avec la Roumanie. Mieux encore, nous serons à même de vérifier comment ses inquiétudes et ses stratégies ont été traduites, transmises, transformées ou tues par *Le Figaro* et *L'Humanité*.

CHAPITRE I

HISTORIOGRAPHIE, PROBLÉMATIQUE ET MÉTHODOLOGIE

1.1 Bilan historiographique

Un travail de la nature de celui que nous entreprenons doit reposer sur une historiographie diversifiée puisque nous traitons de la Roumanie sous deux angles différents. D'abord, nous étudierons la politique adoptée par la France dans ses relations avec Bucarest. Ensuite, nous analyserons le traitement médiatique qui en a été fait. En effet, l'étude du traitement de l'information de deux journaux français et leur comparaison avec la ligne politique du gouvernement de Paris nécessitent l'utilisation d'ouvrages qui ont traité de la presse française, mais exige aussi une large connaissance des études sur la politique étrangère de la France à cette époque.

1.1.1 La politique française : du Quai d'Orsay à Bucarest

La première facette à explorer est politique. Notons d'emblée que l'histoire de l'après-guerre a fait l'objet de nombreux travaux, mais qu'une très petite minorité d'entre eux comprend une section sur les relations entre la France et la Roumanie à leur sortie de la guerre. Nous avons donc dû procéder du plus général au plus particulier. D'abord, nous exposerons les ouvrages de Zara Steiner et de Margaret MacMillan, deux synthèses de la scène européenne et de ses dynamiques après 1918. Ensuite, nous nous pencherons sur les ouvrages qui ont traité de l'Europe centre-orientale, de ses logiques internes autant que de ses relations avec l'Ouest européen, spécialement avec la France. Seront exposés les travaux de

Piotr Wandycz et de Joseph Rothschild. Réduisant encore notre spectre d'étude, un ouvrage collectif et un livre de Jean Doise et Maurice Vaïsse serviront à nous orienter par rapport à la politique étrangère de la France pendant la période qui nous concerne afin de mieux saisir les enjeux et les objectifs qui ont dicté la diplomatie du Quai d'Orsay¹ envers la Roumanie. Finalement, nous aborderons en détail l'ouvrage de Traian Sandu qui demeure sans contredit le plus solide et le plus complet réalisé à ce jour sur les relations franco-roumaines.

1.1.1.1 La scène européenne : dynamiques d'un monde en changement

L'ouvrage de l'historienne Zara Steiner, *The Lights That Failed: European International History (1919-1933)*², publié en 2005, est un ouvrage de synthèse sur les relations internationales européennes de l'entre-deux-guerres. Rassemblant des archives de France, des États-Unis, d'Angleterre et d'Italie, ainsi qu'une littérature extrêmement diversifiée, *The Lights That Failed* traite des dynamiques internationales sur une très large échelle sans sacrifier la précision et le détail. Par une approche politico-économique, Steiner a la particularité d'intégrer les petites nations d'Europe de l'Est en tant qu'acteurs dans les dynamiques européennes. Aussi, la Norvège, la Hongrie, la nouvelle Yougoslavie, la Pologne, la Grèce et bien sûr, la Roumanie y reçoivent-elles leur lot d'attention.

Steiner s'inscrit en faux contre les nombreux historiens qui, étudiant l'entre-deux-guerres, sont portés à percevoir ces années comme un simple prélude à la Deuxième Guerre mondiale. Cette manière d'aborder cette période a souvent comme conséquence malheureuse de vider l'entre-deux-guerres de son entité et de son dynamisme propres pour n'en faire qu'une chaîne d'événements menant inévitablement à l'accession de Hitler au pouvoir et plus tard, à l'invasion de la Pologne et à la Deuxième Guerre mondiale. La force de Steiner réside

¹ Le Quai d'Orsay est le siège du Ministère des Affaires étrangères de France.

² Zara Steiner, *The Lights that Failed: European International History (1919-1933)*, Oxford, Oxford University Press, 2005, 938p. Le titre de cet ouvrage est inspiré d'une citation d'Edward Grey qui aurait dit en 1914, un peu avant le début de la guerre : « The lights are going out all over Europe and I doubt we will see them go on again in our lifetime ».

précisément dans son habileté à contourner cette tendance. Comme elle le précise elle-même en parlant des années 1920 : « It was a post-war not a pre-war decade »³.

Ainsi tente-t-elle, dans son ouvrage, de répondre à une question précise : les dirigeants européens ont-ils réussi, de 1918 à 1933, à véritablement *reconstruire* l'Europe? Entendons ici une reconstruction qui ne soit pas seulement physique, mais aussi financière, morale, politique et sociale. En d'autres mots, les États européens sont-ils parvenus à instaurer une nouvelle forme d'unité sur leur continent suite aux carnages de la guerre? À cette question intéressante, Steiner apporte une réponse mitigée. Dans un premier temps, que l'auteure situe entre 1918 et 1929, les structures nécessaires à la naissance d'une véritable Europe saine et reconstruite sont en place : les États nés de la guerre conservent leur indépendance, les grandes puissances occidentales parviennent à atteindre une certaine stabilité interne, la majorité des devises se stabilisent et le Pacte de Locarno permet d'espérer une baisse des tensions militaires cependant que la nouvelle Société des Nations se présente encore comme une institution fonctionnelle et prometteuse. Toutefois, dans un deuxième temps, situé de 1929 à 1933, période que Steiner appelle « the hinge years », les espoirs nés durant les années 1920 s'essoufflent et même s'effondrent sous le poids de la résurgence, nourrie par la crise économique de 1929, de nationalismes virulents. L'ordre européen dont l'infrastructure avait été mise sur pied pendant la décennie précédente cède la place aux désirs et aux objectifs purement nationaux. De sorte que les efforts de reconstruction déployés de 1918 à 1929 sont balayés pour laisser la place aux extrémismes qui amorcent plutôt une nouvelle *déconstruction* de l'Europe.

Tout au long de sa démonstration, Steiner met l'accent à la fois sur les politiques nationales européennes et sur la politique internationale qui en découle. De cette manière, elle parvient à cerner les influences mutuelles, les objectifs convergents et divergents, les enjeux et les dynamiques qui s'opèrent dans le contexte européen de l'entre-deux-guerres. Ici s'entremêlent réalité et perceptions, faits et interprétations : chaque État traîne avec lui son bagage de craintes, d'espoirs et d'obsessions. Le cas de la France est un bon exemple : deux fois victime d'une attaque allemande en moins de 50 ans, elle est guidée dans ses choix par la crainte d'une Allemagne revancharde contre laquelle elle doit par tous les moyens renforcer

³ *Ibid.*, p.602.

sa sécurité nationale. La sécurité devient d'ailleurs le mot d'ordre du peuple français dans les années 1920, phénomène que l'Angleterre, protégée par la Manche et, à plus forte raison encore l'Amérique, ne partageront jamais complètement.

Le livre de Steiner comporte un autre intérêt majeur pour la présente recherche par le traitement qu'elle y fait du nouveau facteur bolchevique. Elle expose l'attitude adoptée par chaque gouvernement face à cette nouvelle donne. Dans le cas de la France, la politique menée par Clemenceau était résolument antibolchevique, mais tout de même réaliste⁴. Refusant toute intervention directe – option pourtant privilégiée par certains Français, le maréchal Foch au premier plan – il n'hésitait toutefois pas à soutenir les pays qui eux, tentaient une action militaire contre le mouvement bolcheviste. Cette observation de la part de Steiner est d'autant plus intéressante qu'elle permet une meilleure compréhension de l'attitude française face à la Roumanie dans son combat contre la nouvelle République des Conseils hongroise de Bela Kun.

En somme, le livre de Steiner expose à merveille les dynamiques qui se sont installées en Europe dans l'entre-deux-guerres et ce, de l'Atlantique à Moscou. Malgré les efforts de reconstruction déployés dans les années 1920, le continent traverse crise après crise : les bouleversements de l'Europe orientale, le mécontentement allemand, le révisionnisme, l'irrédentisme, les dévastations économiques de l'Occident, la naissance du fascisme italien et surtout, l'émergence du bolchevisme russe sont des facteurs qui ont rendu la reconstruction européenne de cette période extrêmement fragile. Ce sont précisément ces troubles qui ont fait en sorte que les espoirs de l'après-guerre deviennent « the lights that failed ».

Le deuxième travail est celui de l'historienne canadienne Margaret MacMillan titré *Paris 1919 : Six Months That Changed the World*⁵. Publié en 2002, cet ouvrage sur les relations internationales diffère de celui de Steiner sur plusieurs points. Mentionnons tout d'abord que l'approche de MacMillan est beaucoup plus limitée dans le temps : elle ne

⁴ Zara Steiner, *op. cit.*, p.140.

⁵ Margaret MacMillan, *Paris 1919: Six Months That Changed the World*, New York, Random House, 2002, 570p. Publié pour la première fois en 2001 sous le titre *Peacemakers. Six Months that Changed the World: The Paris Peace Conference of 1919 and its Attempt to End War*.

s'intéresse qu'aux six mois qu'a duré la Conférence de paix tenue à Paris en 1919. Pour ce qui est des sources, MacMillan a, elle aussi, pris d'assaut les documents de plusieurs pays. Les archives canadiennes, américaines, françaises, britanniques et australiennes ont été dépouillées. Elle fait aussi une très grande utilisation des papiers personnels et des Mémoires des personnages de l'époque.

L'ouvrage de MacMillan est guidé par plusieurs questions qui sont indissociables les unes des autres. En dressant un portrait, d'ailleurs brillamment réussi, des hommes présents et influents à la Conférence de paix de Paris, l'auteure tente d'exposer ce qu'ils ont voulu faire, leurs réussites et surtout, leurs échecs. Ainsi, elle met de côté le militaire, l'économie et les idéologies pour se tourner plutôt vers le rôle des individus dans le règlement de la paix, et dans sa faillite ultérieure. Trois personnages retiennent tout particulièrement son attention : le président américain Woodrow Wilson, le président du Conseil français Georges Clemenceau et le premier ministre anglais David Lloyd George. L'attention portée aux individus est ici très légitime puisque dans le contexte de la Conférence de paix, les personnalités et les tempéraments des trois politiciens principaux ont eu une véritable incidence sur le déroulement des négociations et leur aboutissement. La thèse principale de l'auteure est que les traités élaborés par ces trois dirigeants à la Conférence de paix de Paris de 1919, dans leurs tentatives désespérées d'instaurer une paix durable en Europe, ne peuvent pas être tenus responsables du désordre de l'entre-deux-guerres ni du déclenchement du deuxième conflit mondial comme tant d'historiens le prétendent. Au contraire, MacMillan démontre que certaines régions du continent européen étaient déjà extrêmement instables. Cette réalité a fait en sorte que, toute bonne volonté mise à part, l'établissement rapide et juste d'un certain équilibre continental était tout simplement inatteignable. Ainsi, elle suggère un renouvellement de l'historiographie de la paix de Versailles : les troubles de l'entre-deux-guerres, culminant en 1939 par la Deuxième Guerre mondiale, ne sont pas attribuables aux décisions prises par les politiciens occidentaux en 1919. Elle jette un nouveau regard sur la paix de 1919 et tente en quelque sorte d'amnistier Clemenceau, Lloyd George et Wilson. Elle

est donc du même avis que Steiner qui refuse, elle aussi, de considérer les traités de paix de la Première Guerre comme un simple prélude à la deuxième⁶.

Si la période couverte par l'auteure est plus réduite que celle explorée par Steiner, il en va tout autrement pour l'échelle territoriale. En effet, MacMillan s'inscrit directement dans le mouvement des historiens des années 1990 qui tendent à élargir leurs horizons. Ainsi, MacMillan inclut dans son portrait de la période non seulement les nations est-européennes nées du conflit, mais elle fait aussi participer le Japon, la Chine, le Canada, l'Afrique du Sud et même l'Océanie. Bien entendu, le cœur de sa démonstration s'articule autour des grandes nations occidentales : la France, l'Angleterre, les États-Unis, l'Italie et l'Allemagne vaincue. Cette réalité est loin de nuire à l'étude des relations franco-roumaines : la présentation en détail des rouages de l'administration française de l'époque permet au lecteur de jeter un regard plus approfondi sur les enjeux et les objectifs du gouvernement de Clemenceau. L'intérêt qui lui est accordé vient d'ailleurs compléter ce que Steiner a elle aussi tenté de démontrer : Clemenceau et son équipe étaient animés par des craintes profondes et presque obsessionnelles par rapport à la sécurité de la France. Cette peur, fondée ou non, a nécessairement eu une grande influence sur la politique française de 1919. Ainsi, MacMillan révèle au lecteur la hiérarchie des objectifs du Quai d'Orsay et les outils qu'il possédait pour les réaliser ; et ce, autant envers ses alliés occidentaux qu'orientaux.

L'étude détaillée des relations entre les grandes puissances de l'époque est aussi très utile. En fait, les enjeux italiens, américains et surtout britanniques étant souvent très différents de ceux de la France, ils ont eu une incidence presque continue sur les relations entre la France et l'Europe de l'Est en général, et entre la France et la Roumanie en particulier. Effectivement, contraint de négocier avec ses alliés, le gouvernement français n'a pas pu réorganiser l'Europe de l'Est comme il l'aurait voulu, c'est-à-dire en faveur de sa propre sécurité. Le tracé des nouvelles frontières allouées à la Roumanie et à ses voisines fut le résultat de longues délibérations entre les quatre grandes puissances et ne reflète pas

⁶ Les deux historiennes s'inscrivent du fait même dans le courant engendré par l'ouvrage de Manfred Boemeke, Gerald Feldman et Elisabeth Glaser, *The Treaty of Versailles : A Reassessment After 75 Years*, publié en 1998 aux éditions Cambridge University Press. Cet ouvrage présente un réexamen des archives européennes visant à relativiser la responsabilité du traité de Versailles dans l'avènement de la Deuxième Guerre mondiale.

simplement les volontés françaises. Aussi, l'attention accordée aux individus dans le livre sera utile. Elle permet de mieux connaître les personnages d'influence, leur poste, leurs vues et leurs objectifs. Ceci est d'autant plus important qu'en 1919, c'est Georges Clemenceau, et non le président Raymond Poincaré ni même le Quai d'Orsay, qui gère la politique étrangère de la France ainsi que les négociations de paix. Pour ces raisons, le livre de MacMillan est précieux puisqu'il révèle le caractère des relations entre les grandes puissances et l'influence qu'elles peuvent avoir eue sur les petites nations de l'Est.

Un dernier élément rend le livre de MacMillan très intéressant pour le présent mémoire : elle aborde longuement la Hongrie socialiste de Bela Kun. Elle expose les tensions politiques, militaires et territoriales qui caractérisaient à l'époque les relations entre la Roumanie et la Hongrie. En outre, elle résume très bien les événements qui ont mené à la guerre opposant ces deux nations et guide le lecteur à travers les sursauts majeurs du conflit en question. Surtout, fait important, elle expose les attitudes adoptées par Wilson, Lloyd George et Clemenceau durant cette période mouvementée, de sorte que le lecteur saisit rapidement les divergences d'opinions sur le sujet parmi les trois grandes puissances : l'irritation face à la Roumanie des Anglo-Saxons se trouve, en tout temps, confrontée à l'intransigeance de la France face à l'ancien ennemi hongrois.

1.1.1.2 La poudrière centre-orientale

Certains auteurs tels que Piotr Wandycz et Joseph Rothschild ont abordé le sujet de l'Europe centre-orientale de l'entre-deux-guerres. Cependant, écrits dans le contexte de la Guerre froide, ils se centrent trop souvent sur une dichotomie jugée intrinsèque et inévitable entre l'Est et l'Ouest. Ce point de référence déforme parfois leur analyse des faits. Les ouvrages de ces deux auteurs regorgent tout de même, ceux de Wandycz en particulier, d'informations non négligeables et présentent parfois une argumentation dont la rigueur impressionne.

Joseph Rothschild adopte une perspective strictement est-européenne dans son ouvrage *East Central Europe between the Two World Wars*⁷, qui constitue le neuvième volume d'une série de onze intitulée *A History of East Central Europe*. Rothschild y traite de l'Europe de l'Est en elle-même sans la mettre en concurrence ou en relation avec les grandes puissances, ou du moins jamais comme point central de son argumentation. Sa problématique est revenue souvent dans l'historiographie de l'après-guerre : les traités de paix de 1919 et les bouleversements majeurs qu'ils ont engendrés sont-ils synonymes d'échec pour la région est-européenne? À cette question, Rothschild apporte une réponse qui surprend : malgré de nombreuses difficultés issues de la paix, les traités de Versailles, de Neuilly, de Saint-Germain-en-Laye et de Trianon doivent être considérés, à long terme, comme une réussite.

Pour prouver sa thèse, il dresse le portrait d'une région qu'il juge socialement et économiquement reculée, politiquement instable et vulnérable au monde extérieur. Pourtant, malgré ces réalités, Rothschild remarque un point essentiel : les différentes nations est-européennes nées de la guerre sont non seulement internationalement reconnues, mais elles sont, pour la plupart, viables. Cette souveraineté politique et culturelle trouve, selon l'auteur, sa base dans les traités de l'après-guerre et elle est le symbole de leur réussite. Un entre-deux-guerres turbulent, la montée des extrémismes, la Deuxième Guerre mondiale et même le règne communiste en Europe orientale n'ont pas été en mesure d'effacer les nouvelles entités nationales nées de 1919. Bien sûr, le livre de Rothschild a été écrit en 1974, et donc avant la chute du bloc communiste, et ne tient donc pas compte du morcellement de l'Europe orientale d'après 1989. Reste tout de même que la carte européenne dessinée par Clemenceau, Lloyd George et Wilson, malgré ses nombreuses imperfections, a su résister, comme le dit Rothschild, pendant 70 ans.

La démarche que suit l'auteur est très claire : en se concentrant sur cinq pays (Yougoslavie, Roumanie, Hongrie, Pologne et Tchécoslovaquie), il tente de présenter un traitement équilibré en mettant l'accent sur les aspects les plus importants dans leur développement. Cette approche, qui privilégie l'étude de cas, lui permet d'éviter les comparaisons et les symétries boiteuses et injustifiées. Mais elle le mène parfois à être évasif

⁷ Joseph Rothschild, *East Central Europe Between the Two World Wars*, Seattle, University of Washington Press, 1974, 420p.

sur les causes extérieures des réalités à caractère national. Le succès initial de la révolution socialiste de Bela Kun en Hongrie est un bon exemple de ces questions peu traitées qui ont pourtant été à la fois affectées par beaucoup de facteurs externes et qui ont aussi eu une grande influence sur la dynamique de l'Europe de l'Est.

Le deuxième auteur aborde plutôt le thème des intérêts français en Europe de l'Est. Piotr Wandycz, dans son ouvrage *France and her Eastern Allies (1919-1925): French-Czechoslovak-Polish Relations from the Paris Peace Conference to Locarno*⁸, ne peut être ignoré dans ce bilan. Ici, par contre, à l'opposé de l'ouvrage de Rothschild, l'auteur n'inclut pas directement la Roumanie dans ses recherches. Cette omission ne rend pas le livre de Wandycz hors-sujet. Au contraire, sa recherche exhaustive sur les relations entre la France, la Tchécoslovaquie et la Pologne⁹ propose un tableau très élaboré des jeux politiques qui s'y sont formés et des objectifs communs qui les composaient.

Quel intérêt ces trois nations avaient-elles en commun? En se basant sur les archives françaises, tchécoslovaques et polonaises bien sûr, mais aussi sur des collections américaines et anglaises et même sur des entrevues avec des diplomates actifs dans les années 1920, Wandycz soutient que ce qui a mené Prague, Varsovie et Paris à s'unir sous une même politique était la crainte qu'ils partageaient à l'égard d'une résurgence allemande en Europe. En effet, les trois pays considéraient l'édification de la *barrière de l'Est* (c'est-à-dire une coopération entre les pays est-européens placée volontairement sous la tutelle française et qui aurait comme objectif principal d'empêcher une collusion russo-allemande) comme le meilleur garant du maintien de la paix européenne. Malheureusement, malgré cet objectif commun, les tensions entre grandes puissances (entre la France, les États-Unis et la Grande-Bretagne) et plus encore les déchirements territoriaux viscéraux qui pesaient sur les relations entre la Pologne et la Tchécoslovaquie ont eu le dessus. Malgré des menaces communes, la hiérarchie des intérêts nationaux était trop différente d'un pays à l'autre pour qu'une politique véritablement unifiée et concertée qui servirait les trois partis puisse être adoptée.

⁸ Piotr Wandycz, *France and her Eastern Allies (1919-1925): French-Czechoslovak-Polish Relations from the Paris Peace Conference to Locarno*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1962, 454p.

⁹ Pour plus d'informations sur les relations entre la France, la Pologne et la Russie, voir les nombreux ouvrages de Michael J. Carley

L'intérêt de cette recherche dans le traitement des relations franco-roumaines est primordial. En effet, elle met en lumière les relations multilatérales qui ont caractérisé les liens entre la France et l'Europe de l'Est. Les intérêts de tous les partis sont mis de l'avant, leurs objectifs explicités et les innombrables obstacles analysés. De plus, la France et les autres nations occidentales mises à part, la démonstration de Wandycz expose le genre de dynamique qui régulaient les relations entre les nations est-européennes. La « contagion » bolchevique et la possibilité d'une revanche allemande étaient des préoccupations communes à la grande majorité de ces États. Pourtant, ces convergences furent rapidement éclipsées par les visées territoriales de chacun : le remaniement de l'Europe de l'Est suite à la guerre avait effectivement mené tous les gouvernements à vouloir tirer leur épingle du jeu. Ces tiraillements furent à la source même de l'échec d'une quelconque union des nations est-européennes en un tout cohérent et solide soudé par des intérêts communs. Cette réalité est d'autant plus importante que la Roumanie n'y fera nullement exception : les conflits au sujet de la Transylvanie avec la Hongrie, de la Bessarabie avec la Russie, de la Dobroudja avec la Bulgarie ou encore du Banat avec la Yougoslavie en sont les principaux exemples. L'ouvrage de Piotr Wandycz a donc l'avantage de nous initier d'emblée à la multitude, à l'amplitude et à la complexité de ces litiges et des intérêts qui les motivent. Si les menaces allemande et bolchevique étaient réelles pour tous ces États, elles n'occupaient pas nécessairement la même place dans la hiérarchie des buts nationaux de chacun. Cette réalité a rendu tout dialogue et toute forme de coopération extrêmement difficiles.

1.1.1.3 La diplomatie française: enjeux, objectifs, stratégies et illusions

Il est essentiel de mettre dans ce bilan une étude traitant exclusivement de la diplomatie française puisqu'elle est au cœur de cette recherche. L'ouvrage collectif *Histoire de la diplomatie française*¹⁰ rassemble neuf historiens dont Maurice Vaisse, Françoise Autrand et, celui qui nous intéresse tout particulièrement, Georges-Henri Soutou. Le livre en entier suit une seule ligne directrice : la diplomatie française est-elle orientée par un désir d'équilibre ou de changement en Europe ? Chaque auteur, ciblant une époque, tente de

¹⁰ Jean-Claude Allain, *et al.*, *Histoire de la diplomatie française*, Paris, Perrin, 2005, 1050p.

répondre à cette question centrale. Ainsi, du Moyen Âge à aujourd'hui, le lecteur peut suivre la politique étrangère française dans ses objectifs les plus profonds.

La partie qui nous concerne ici est celle de Georges-Henri Soutou titrée « Équilibre européen ou alliance des grandes démocraties occidentales (1914-1919) ». Dans ce chapitre, Soutou présente avec une précision et une habileté remarquables la politique étrangère menée par la France dans ces années cruciales qui sont celles de la Première Guerre mondiale et de son règlement. Suivant le thème général du livre, l'auteur tente de prouver que, malgré les apparences, la France a bel et bien élaboré une politique d'*équilibre* de 1914 au moins jusqu'en 1917 et même – et ici tient toute l'originalité de Soutou – en 1919.

Cet énoncé a de quoi surprendre puisque l'historiographie de l'entre-deux-guerres a l'habitude de considérer la diplomatie française de 1919, jugée plutôt hégémonique, comme étant justement en compétition avec les objectifs d'équilibre européen qu'entretient clairement à la même époque la Grande-Bretagne. En quoi la politique française peut-elle alors être guidée par le désir de voir s'installer à nouveau sur le continent européen un certain équilibre des puissances ?

Selon Soutou, la diplomatie française de 1919 est en fait beaucoup plus souple que les historiens ont bien voulu le croire. Elle s'est construite sur une stratégie à trois niveaux orchestrée par Georges Clemenceau et dont le pivot réside dans la sécurité française. Le premier niveau est celui de l'union de la France, des États-Unis et de la Grande-Bretagne, donc des trois grandes puissances mondiales. Pour obtenir cette alliance, symbolisée par l'octroi par les Anglo-Saxons d'une garantie d'assistance auprès des Français, Paris accepta de faire de grands sacrifices dans ses demandes initiales qui visaient l'affaiblissement de l'Allemagne. Par exemple, les plans français pour assurer la ruine économique de l'Allemagne par le biais des réparations furent rapidement déjoués et revus à la baisse par les Anglo-Saxons. Le deuxième niveau est de nature géopolitique : la France désirait, pour sécuriser sa frontière orientale et contenir l'Allemagne, l'annexion de la Sarre, la séparation de la Rhénanie et l'interdiction de l'Anschluss. Toutefois, la séparation de la Rhénanie est formellement refusée par les Anglo-Saxons et l'occupation permanente de la rive gauche du Rhin, qui devait la remplacer, se voit limitée à quinze ans cependant que les projets d'annexion de la Sarre sont remplacés par une mise sous contrôle de la région par la SDN

jusqu'en 1935. Le troisième niveau est rarement évoqué et concerne les discussions confidentielles tenues entre Paris et Berlin en 1919 à propos du futur traité de Versailles : ces échanges sont, selon Soutou, le symbole de la volonté française d'établir ne serait-ce qu'un minimum de liens diplomatiques avec l'Allemagne au cas où Paris se retrouve marginalisée par les Anglo-Saxons.

Cette triple stratégie doit être comprise comme une recherche du maintien d'un certain équilibre européen puisqu'elle ne repose d'aucune façon sur la conquête territoriale. Comme le dit Soutou, la sécurité de la France se trouve fondée « sur un système d'organisation de l'Europe compatible avec le maintien de l'équilibre et de la paix et garantissant les droits des petites puissances »¹¹. Les craintes des Britanniques et des Américains selon lesquelles la France était plus à la recherche de l'hégémonie continentale que de la sécurité nationale sont donc complètement discréditées. Dans cette perspective, le chapitre de Soutou devient d'autant plus intéressant qu'il nous permet de comprendre quelle place occupait l'Europe de l'Est dans l'ensemble beaucoup plus grand des visées françaises. Aussi, sa démonstration renseigne sur le rôle central de Clemenceau dans la diplomatie française et dans le règlement de la paix européenne.

Les propos de Soutou doivent tout de même être nuancés. L'idée du *système*¹² européen, si chère à Soutou, le mène parfois à des conclusions hâtives. Notons d'emblée que la triple stratégie évoquée ici, bien qu'elle ait effectivement constitué le plan d'action des Français dans l'après-guerre, s'est irrévocablement soldée par un échec. La garantie de sécurité des Anglo-Saxons s'est rapidement démantelée, ni la Sarre ni la Rhénanie n'ont connu le sort que désirait le Quai d'Orsay, et aucunes relations diplomatiques fondées sur la confiance n'ont été établies entre Paris et Berlin dans l'immédiat après-guerre. De plus, guidé par son idée maîtresse, Soutou part d'un constat erroné. En effet, il justifie le fait que la politique française est orientée par un désir d'équilibre européen en soulignant que les plans

¹¹ Georges-Henri Soutou, « Histoire de la diplomatie française », Jean-Claude Allain, *et al.*, *Histoire de la diplomatie française*, Paris, Perrin, 2005, p.761.

¹² La notion de système revient dans plusieurs ouvrages de Soutou. Voir par exemple « L'Impérialisme du pauvre : la politique du gouvernement français en Europe centrale et orientale de 1918 à 1929 », dans *Relations internationales*, 1976, no 7, p.219-239 et *L'Or et le sang. Les buts de guerre économiques de la Première Guerre mondiale*, Paris, Fayard, 1989, 963p.

du Quai d'Orsay ne comprennent pas d'invasion ou de conquête territoriale. Toutefois, les deux phénomènes ne sont pas véritablement contradictoires : la conquête territoriale peut être entreprise dans l'espoir d'établir (ou de rétablir) un certain équilibre continental et, inversement, l'utilisation de la diplomatie dans le règlement des conflits peut certainement servir des fins hégémoniques. Pour notre part, il semble que l'objectif central de la politique française n'ait pas été d'assurer sur le continent un équilibre des forces, mais plutôt d'enlever à l'Allemagne un maximum de puissance tout en renforçant celle de la France. Reste que Soutou, même s'il manque de nuance dans ses propos, établit bien les intentions du gouvernement français au sortir de la guerre. Ce sont, selon nous, ces mêmes objectifs initiaux qui, malgré le fait qu'ils se soient soldés par un échec, importent véritablement puisque ce sont eux, plus que les résultats finaux, qui nous renseignent sur les motivations réelles de la France.

L'ouvrage de Jean Doise et de Maurice Vaïsse, *Politique étrangère de la France. Diplomatie et outil militaire (1871-1991)*¹³, est basé en majeure partie sur de nombreuses archives politiques et militaires. Le livre a comme but d'exposer l'évolution du rôle de l'outil militaire dans la diplomatie française. Ainsi, les auteurs posent la question suivante : la France a-t-elle eu l'armée de sa politique ? En d'autres mots, la France, à travers les années, avait-elle la force militaire nécessaire à l'application efficace de ses objectifs diplomatiques ? Pour la période concernée par le présent travail, soit l'immédiat après-guerre, la réponse des auteurs est sans nuance : la puissance de l'armée française victorieuse « est alors à son zénith »¹⁴ et son rayonnement à travers l'Europe « est à son comble »¹⁵. Cette suprématie militaire crée même des frictions entre les grandes puissances occidentales. En effet, les Britanniques sont inquiets de l'omniprésence, sur le continent, de l'armée française cependant que les Américains en sont irrités puisqu'ils souhaitent un retour à la paix le plus rapidement possible. Reste que la prépondérance militaire française devient alors l'outil par excellence de la diplomatie française qui tourne autour d'un axe central : la sécurité nationale.

¹³ Jean Doise et Maurice Vaïsse, *Politique étrangère de la France. Diplomatie et outil militaire (1871-1991)*, Paris, Seuil, 1992 (première édition en 1987), 752p.

¹⁴ *Ibid.*, p.328.

¹⁵ *Ibid.*, p.329.

Toutefois, les auteurs soulignent qu'après cette courte période d'apogée, l'armée française est en déclin tout au long de l'entre-deux-guerres. Des crises dans le haut-commandement, une organisation qui fait défaut, une forte réduction du budget due à l'image négative de l'armée dans la société et au pacifisme omniprésent, de lourdes difficultés économiques et une crise morale importante font en sorte que la grande armée victorieuse de 1918-1919 s'effrite lentement pour ne plus faire figure que d'illusion. De sorte qu'au début des années 1930, Maurice Vaïsse va jusqu'à qualifier les forces armées françaises de simple « trompe-l'œil »¹⁶.

Or, tout comme le texte de Soutou, les propos de Doise et Vaïsse doivent être nuancés. Ces derniers ciblent la période de 1918-1919 comme l'époque de la prépondérance militaire française. Il est vrai que l'armée de terre française était la plus nombreuse à l'époque. Il est vrai aussi qu'elle se trouve dans tous les coins de l'Europe, de la France à l'Ukraine, prête à exercer son influence. Toutefois, cette situation purement militaire et stratégique n'a pas été suffisante à la France pour qu'elle puisse faire de ses objectifs diplomatiques des réalités. L'armée de Clemenceau ne lui a pas permis, pendant la Conférence de la paix, d'imposer ses vues : la Sarre n'a pas été annexée, la Rhénanie n'est pas devenue autonome et les réparations imposées à l'Allemagne n'ont pas été aussi lourdes que voulu. De plus, les inquiétudes grandissantes des Britanniques devant un possible retour à l'hégémonie française en Europe ont incité Lloyd George à restreindre la puissance française sur le continent pendant les négociations de paix. L'armée demeure donc, comme le suggère le titre de l'ouvrage de Doise et Vaïsse, un *outil* de la politique étrangère de la France et ne doit en aucun cas être comprise comme son moteur.

1.1.1.4 France et Roumanie : une alliance stratégique

Traian Sandu a publié des ouvrages qui se concentrent sur les relations franco-roumaines de l'entre-deux-guerres. Le plus important d'entre eux est *Le Système de sécurité*

¹⁶ *Ibid.*, voir titre du chapitre VIII, p.324.

*français en Europe centre-orientale. L'Exemple roumain (1919-1933)*¹⁷, paru en 1999. Outre une très grande quantité d'articles scientifiques, il a aussi édité un recueil de sources titré *La Grande Roumanie alliée de la France. Une péripétie des Années Folles ? (1919-1933)*¹⁸. Très important, ce livre rassemble de nombreux documents diplomatiques déposés aux archives du Quai d'Orsay et au Service historique de l'Armée de Terre qui sont reliés aux relations entre ces deux pays.

Roumain d'origine, Sandu fait figure, jusqu'à un certain point, de témoin sinon de participant, en plus de maîtriser la langue et d'avoir ainsi accès à une série de documents qui sont restés inaccessibles aux historiens occidentaux. Il se positionne parmi des historiens comme Lucian Boia, Aerban-Liviu Pavalescu et Virgiliu Parau qui sont à la base d'une véritable effervescence de nouvelles idées, de nouvelles voix et de nouveaux angles d'approche émanant d'Europe de l'Est.

Dans *Le Système de sécurité français en Europe centre-orientale. L'Exemple roumain (1919-1933)*, Sandu cherche à savoir pourquoi les dirigeants français ont adopté une attitude intéressée pour la construction d'une Grande Roumanie en Europe de l'Est, c'est-à-dire une Roumanie dont la superficie serait augmentée par l'annexion de territoires voisins. L'auteur, à partir de documents tirés du Service historique de l'Armée de Terre (SHAT) et des Archives du Ministère des Affaires étrangères de France (AMAEF), pose la thèse que la France comptait intégrer la Roumanie à un dispositif centre-européen qui devait garantir sa sécurité sur le continent à l'issue de la Première Guerre mondiale.

Le travail de Sandu est sans précédent. Pour une fois, les relations entre ces deux pays ne sont pas analysées comme une partie d'un espace géographique infiniment plus grand et plus complexe que sont les relations internationales. Sandu aborde plutôt le problème comme un tout en lui-même, bien qu'influencé par de nombreux facteurs externes. Pour toutes ces raisons, il est celui qui saisit le mieux les enjeux stratégiques qui ont soulevé l'intérêt de la France pour la Roumanie.

¹⁷ Traian Sandu, *Le Système de sécurité français en Europe centre-orientale. L'Exemple roumain (1919-1933)*, Paris, L'Harmattan, 1999, 495p.

¹⁸ Id., *La Grande Roumanie alliée de la France. Une péripétie des Années Folles ? (1919-1933)*, Paris, L'Harmattan, 1999, 279p.

Soulignons aussi que Sandu alloue une très large partie de son analyse au facteur bolchevique. C'est d'ailleurs en partie l'existence de ce nouveau danger qui a suscité l'intérêt des hautes sphères du gouvernement français envers la Roumanie qui détenait soudainement, en tant que voisine de la Russie, une place très stratégique dans l'Est européen. Cet aspect du jeu diplomatique exposé par Sandu est d'une importance particulière. Premièrement, parce qu'il est le seul à étaler les conséquences de la naissance du bolchevisme sur l'élaboration des relations entre la France et la Roumanie. Et deuxièmement, parce que cet enjeu est directement lié à notre sujet puisqu'il serait impossible de comprendre la réaction du gouvernement français face à l'émergence d'une république socialiste belliqueuse en Hongrie, sans avoir d'abord saisi ce que le socialisme évoquait à l'époque pour les dirigeants français.

1.1.1.5 Conclusion : la Roumanie comme citadelle française en Europe de l'Est

Les différents ouvrages étudiés dans ce premier volet permettent d'effectuer un tour d'horizon qui couvre la politique et la diplomatie continentale de la France tout en portant une attention particulière aux relations qu'elle a tissées avec la Roumanie. Les synthèses de « Zara Steiner et de Margaret MacMillan ont fourni les connaissances générales sur les dynamiques internationales d'après-guerre, surtout celles qui se sont établies entre les grandes puissances. Les ouvrages de Georges-Henri Soutou, Maurice Vaïsse et Jean Doise, Piotr Wandycz et Joseph Rothschild ont, quant à eux, permis une meilleure compréhension des visées stratégiques générales de la France et du rôle particulier qu'elle comptait attribuer à l'Europe de l'Est. Finalement, l'ouvrage de Traian Sandu sur l'importance de la Roumanie dans les plans français est indispensable afin de mieux concevoir la nature des intérêts qui ont uni ces deux pays pourtant si éloignés l'un de l'autre.

Plus importante encore est l'idée principale qui ressort de cette section du bilan : la notion de sécurité française à tout prix. C'est finalement la crainte d'être attaquée par l'Allemagne et, dans une certaine mesure, d'être « contaminée » par le bolchevisme qui pousse la France à se prémunir de toutes les manières possibles contre ces dangers. Les relations établies entre Paris et Bucarest doivent donc être comprises non pas comme le

résultat d'une amitié réciproque profonde et véritable, comme ce fut le cas entre la France et la Pologne, ni même comme des liens basés sur une culture ou des traditions communes, mais bien comme un moyen servant un dessein plus large et plus complexe : la mise sur pied d'un dispositif de sécurité orienté contre les ennemis potentiels de la France.

1.1.2 L'histoire de la presse française : bilan des recherches

L'histoire de la presse française a connu, dans les vingt dernières années, une effervescence majeure. Les dérivés en ont été divers : on a étudié son évolution au sein des médias et des moyens de communication en général, les rouages des agences de presse qui l'ont régie, on a aussi mis l'accent sur l'histoire de certains journalistes marquants. Plusieurs monographies sur des journaux spécifiques comme *Le Monde*¹⁹, *Le Figaro* et *L'Humanité*²⁰ ont été publiées.

1.1.2.1 L'évolution de la presse

Il est presque impossible d'entamer un travail concernant la presse française sans consulter d'abord l'important ouvrage collectif dirigé par Claude Bellanger, Jacques Godechot, Pierre Guiral et Fernand Terrou, *Histoire générale de la presse française*²¹, qui comprend cinq volumes. Héritière de chercheurs comme Eugène Hatin, Henri Avenel, Georges Weill et Jacques Kayser, cette œuvre publiée entre 1969 et 1976 retrace l'histoire de la presse en France depuis ses origines jusqu'au milieu des années 1970. Tout au long de ce fil chronologique, les auteurs tentent d'analyser l'évolution de plusieurs éléments : les techniques de presse, le lectorat, la formation des journalistes, le rôle des agences de presse, les influences du gouvernement français et celles des intérêts économiques. Ils se

¹⁹ Voir Patrick Eveno, *Histoire du journal Le Monde, 1944-2004*, Paris, Albin Michel, 2004, 707p.

²⁰ Ces deux ouvrages seront traités ultérieurement.

²¹ Claude Bellanger (dir.) et al., *Histoire générale de la presse française*, Paris, Presses Universitaires de France, 1969-1976, 5 volumes.

questionnent sur leur importance, leur portée et leur poids respectifs ? Ils s'interrogent sur les conditions d'existence de la presse sous toutes ses facettes. Toutefois, dans la démonstration, trois facteurs sont jugés décisifs : la justice, la finance et la technologie. C'est l'évolution de ces trois éléments, dans leurs rapports avec la presse, qui est jugée comme étant la plus importante et la plus influente sur la nature même des journaux français. Ces caractéristiques sont donc traitées plus en profondeur tout au long des cinq volumes à l'aide de sources journalistiques, d'archives nationales, de quelques archives d'entreprise, de correspondances et de Mémoires.

Le premier tome, qui traite des origines de la presse jusqu'en 1814, évoque la naissance de la presse, ses causes et ses conséquences pour la France. Le deuxième s'étend de 1815 à 1871 et considère cette période comme celle de la quête la liberté de la presse dans la société française qui devient d'ailleurs le thème principal de l'ouvrage. Le troisième, qui rassemble les années de la Troisième République, vise plutôt à exposer cette période comme celle de l'apogée de la presse, un véritable âge d'or, à l'exception bien sûr des années 1914-1919 qui subissent les perturbations de la guerre. Reste que la presse française bénéficie grandement, à cette époque, de facteurs majeurs comme l'alphabétisation grandissante de la société, l'amélioration de la technologie, le développement des agences de presse et de la publicité. Tous ces éléments superposés ont permis l'éclosion des journaux populaires plus accessibles, plus abordables, mais aussi, plus sensationnalistes²². Le quatrième tome traite des années 1940 à 1957 et aborde plutôt les difficultés qui ont enclenché le lent déclin de la presse en France : les problèmes liés à la Deuxième Guerre mondiale certes, mais aussi la compétition de nouveaux médias et l'importance grandissante des intérêts financiers dans la gestion des journaux. Le dernier tome aborde les années s'étendant de 1958 à 1976 et le resserrement progressif des éléments observés dans les années précédentes.

²² Mentionnons toutefois que la presse française de cette époque n'est pas devenue une véritable presse d'information. Elle a plutôt acquis une forme *hybride* unissant le commentaire et la critique au sensationnalisme et à la nouvelle objectivité. Cette double nature est à la base d'un journalisme « à la française ». Voir Pierre Albert, *La Presse française*, Paris, La Documentation française, 2008 (première édition 1998), 215p.

Cet ouvrage de synthèse est très utile dans la réalisation du présent projet puisqu'il présente le portrait général de la presse française en 1919. Il expose non pas ce qu'elle contenait ou ce qu'elle racontait, mais plutôt comment elle a évolué pour devenir ce qu'elle était après la Première Guerre mondiale, ce qui la rendait particulière, ce qui l'animait et ce qui la freinait. Le contrôle étatique hérité de la Première Guerre, la censure, la syndicalisation des journalistes, les difficultés économiques, la concentration progressive des journaux, la concurrence, la modernisation des techniques et l'intégration croissante des nouvelles provenant de l'étranger sont tous des facteurs qui ont nécessairement affecté, bien que de manières différentes, les journaux de l'époque. Ainsi, cet ouvrage nous permet d'inscrire constamment nos sources dans le contexte plus large de l'évolution de la presse française.

Ces cinq volumes ont donc posé une base solide pour les travaux qui ont suivi en exposant en détail, sur une longue période et avec une myriade d'exemples concrets l'évolution de la presse en France. Pourtant, malgré toutes leurs forces et leur importance relative, les cinq volumes ne peuvent aujourd'hui agir qu'en tant qu'éclaireurs. Ils ont formé une œuvre pionnière qui agit pour les chercheurs d'aujourd'hui comme une véritable encyclopédie. En plus de ne pas avoir pu jouir, comme aujourd'hui, d'une multitude d'ouvrages scientifiques sur lesquels s'appuyer, les auteurs n'ont pas eu un très grand accès aux archives publiques de l'entre-deux-guerres qui venaient à peine d'être ouvertes. Ils ont aussi consulté de manière encore plus limitée les archives d'entreprises qui, même à ce jour, demeurent difficilement accessibles. Reste toutefois que l'*Histoire générale de la presse française*, quoique forcément incomplète, comme l'avouent d'ailleurs ses auteurs, a le mérite d'avoir dressé un bilan solide des faits, mais surtout des incertitudes entourant la presse française. L'œuvre a aussi eu l'heureuse conséquence d'indiquer aux chercheurs les voies à suivre dans l'étude de la presse en France.

À son tour, l'ouvrage de Christophe Charle, *Le Siècle de la presse (1830-1939)*²³, se présente comme une rigoureuse synthèse sur l'histoire de la presse en France. Son analyse s'étend du régime de Juillet jusqu'à la fin de la Troisième République. La question qui oriente Charle dans sa démonstration est simple, mais pertinente : comment la presse est-elle devenue, entre 1830 et 1939, le premier grand média de masse français? L'auteur répond en

²³ Christophe Charle, *Le Siècle de la presse (1830-1939)*, Paris, du Seuil, 2004, 400p.

mettant l'accent sur l'évolution, sur un siècle, d'une relation à double sens entre la presse et la société françaises. Selon lui, la presse aurait évolué parallèlement à la société, la culture et la politique françaises, ponctuée et influencée par ces dernières, et elle serait devenue, au fil des ans, le premier bien de consommation de masse. Parallèlement, la presse aurait, à son tour, agi de manière active dans la construction d'une culture et d'une société unifiées et cohérentes.

Pour prouver sa thèse, il cible les événements qu'il juge décisifs dans le développement de la presse en France : la révolution de Juillet de 1830, l'instauration de la loi Guizot en 1833 et l'avènement, dans les années 1930, du règne de l'image. À travers ce parcours, les journaux français seraient devenus à la fois objets médiatiques, politiques, économiques, sociaux et culturels. De sorte que la presse, dont le lectorat était formé d'un petit nombre de lettrés privilégiés dans les années 1830, franchit le seuil des années 1930 avec des millions de lecteurs appartenant à toutes les classes sociales. Ces mutations, selon Charle, sont le reflet de « la plupart des transformations du XIXe et du XXe siècle »²⁴.

Cette nature multiple qui caractérise la presse française implique pour l'auteur le mariage de plusieurs approches capables de saisir la totalité de ce que sont les journaux. Ainsi, dans l'ouvrage se mêlent et se complètent l'histoire sociale, politique, économique et culturelle. Chacune de ces approches aborde la presse sous un angle précis et particulier (mentionnons par exemple la publicité, le lectorat, les journalistes, etc.).

L'entre-deux-guerres, période qui nous intéresse plus particulièrement ici, est amplement traité dans *Le Siècle de la presse*. Charle y fait très finement la démonstration de la mutation qui agit dans ces années sur la presse française : on assiste au délaissement progressif de l'opinion au profit de l'information et du divertissement. Des problèmes économiques graves, la stagnation des ventes et une société de consommation encore trop peu développée font dire à Charles que les années de l'entre-deux-guerres constituent, pour la presse française, rien de moins qu'« une épreuve de vérité »²⁵ qui se soldera par l'ancrage définitif d'une presse populaire. Ainsi, l'ouvrage de Charle a servi de référence quant aux

²⁴ *Ibid.*, p.16.

²⁵ *Ibid.*, p.247.

contextes social, politique, économique et culturel dans lesquels baignait la presse française de 1919.

1.1.2.2 Un cadre d'analyse

L'article de Maurice Mouillaud, « Le Système des journaux »²⁶, en traitant des problèmes de méthode et de théorie qui surviennent dans le traitement de la presse, propose un cadre d'analyse intéressant. Publié en 1968, l'article a depuis fait école. Mouillaud considère que les quotidiens qui évoluent dans le même cadre spatio-temporel doivent être considérés et étudiés comme formant un *système* dont il faut analyser les caractéristiques, plutôt que comme des organes complètement indépendants, dissociés les uns des autres dans une simple juxtaposition²⁷. Dans cette optique, le système des journaux, bien qu'il suppose la coexistence des journaux et le partage de certaines caractéristiques, produit aussi inévitablement une certaine différenciation de chacun des organes qui le compose : liés par leur appartenance à un même système, ils sont forcés de trouver et d'afficher leur unicité et leur originalité au sein de ce groupe plus large. Selon les mots de Mouillaud, « chaque contenu tient compte [...] de la probabilité d'autres contenus [...] chacun des discours peut être ainsi traité comme la variante de chacun des autres »²⁸. Le véritable but de l'historien est donc de retrouver les différences entre ces discours afin de situer chaque journal dans le système tout en décelant son caractère original.

Or, à l'opposé de ce que plusieurs historiens ont tenté dans les dernières années, Mouillaud considère qu'une étude « par derrière » du journal n'est pas suffisante pour parvenir à ce but. Entendons par là une analyse qui se centre sur les journalistes, sur les considérations financières ou techniques ou même sur la réception par les lecteurs des informations publiées. Pour Mouillaud, « le journal a une vie, une croissance, un essor, un

²⁶ Maurice Mouillaud, « Le Système des journaux. Théorie et méthodes pour l'analyse de presse », *Langages*, no 11, septembre 1968, p.61-83.

²⁷ *Ibid.*, p.75.

²⁸ *Ibid.*, p.76.

déclin, une personnalité, une physionomie, il livre des combats »²⁹. Chaque numéro est une entité entière: se consacrer à l'étude d'un seul de ces éléments revient donc à perdre l'essence même du journal. Pour cette même raison, l'auteur insiste sur le fait qu'une analyse de contenu qui se veut juste et solide doit absolument prendre en compte le support. Ce dernier devient lui-même porteur d'un message³⁰ : l'information relatée devient indissociable de son emplacement dans la composition de la page et de l'exemplaire. C'est donc l'*articulation* du contenu et de la forme qui doit être étudiée afin que soit vraiment saisie la nature et la signification du message du journal.

Ajoutons que Mouillaud aborde aussi, dans son article, la relation entre le journal et ses lecteurs. Il souligne qu'au sein même du système de la presse, une dynamique particulière s'opère : l'influence n'est plus perçue comme suivant un sens unique du journal vers le lecteur. Au contraire, Mouillaud suggère que cette relation soit plutôt de nature *bidirectionnelle*, c'est-à-dire que les influences se font à la fois du journal au lecteur et inversement. Cela se manifeste concrètement par le fait que la presse crée des attentes chez son public et se voit ensuite contrainte d'y répondre.

1.1.2.3 Monographies spécialisées : *Le Figaro* et *L'Humanité*

Outre l'article de Mouillaud et les ouvrages de synthèse, de nombreuses monographies traitant de la presse ont été publiées. Ces dernières, étant plus précises et œuvrant dans un cadre thématique et temporel plus restreint, complètent les informations retrouvées dans les œuvres vues précédemment. L'ouvrage de Claire Blandin, *Le Figaro. Deux siècles d'histoire*³¹, publié en 2007, est le premier réalisé par une historienne et ce, depuis la naissance du journal en question. Malgré les récents développements dans l'histoire de la presse française, les historiens ont souvent été freinés par l'absence (délibérée ou non)

²⁹ *Ibid.*, p.63.

³⁰ Maurice Mouillaud s'inscrit par cette interprétation dans la même ligne de pensée que Marshall McLuhan, spécialisé dans l'étude des médias, dont l'ouvrage le plus populaire est justement titré *The Medium is the Message : An Inventory of Effects* (1967).

³¹ Claire Blandin, *Le Figaro. Deux siècles d'histoire*, Paris, Armand Colin, 2007, 309p.

d'archives de l'entreprise du *Figaro*. Blandin a donc utilisé, en plus des journaux eux-mêmes, des fonds privés. Soulignons qu'elle est d'ailleurs la première à avoir eu le privilège d'accéder et d'explorer en profondeur des archives de la famille Brisson (très liée au développement du journal) déposées à l'Institut Mémoires de l'édition contemporaine (IMEC). Elle y a ajouté des témoignages, des correspondances, des biographies et des mémoires de personnages ayant marqué à une époque ou une autre le développement du *Figaro*. Ces sources n'étant pas constantes durant les 180 années d'existence du *Figaro*, l'historienne a d'ailleurs été obligée de modifier son approche suivant les époques et la disponibilité des documents, ce que le lecteur lui pardonnera aisément.

Claire Blandin oriente son ouvrage à l'aide d'une question centrale : comment *Le Figaro* s'est-il inscrit, à travers ses deux siècles d'existence, dans le cadre plus général de l'histoire des médias, des intellectuels, de la culture et de la politique de la France? Selon Blandin, la force du *Figaro* se trouve précisément dans sa stabilité : tout en suivant l'évolution du contexte français, le journal a su garder et cultiver son unicité. Malgré des changements de forme, malgré aussi, des ruptures apparentes imposées par le temps, *Le Figaro* est parvenu à afficher une certaine continuité de fond et c'est ce que l'auteure s'affaire à souligner tout au long de son argumentation. Son caractère résolument droitiste, et même anti-gauchiste, et le lectorat ciblé sont restés inchangés à travers le temps. *Le Figaro* n'est donc jamais devenu un journal populaire de masse.

Blandin tente de faire ressortir l'esprit du *Figaro*. Elle identifie ainsi son aspect très culturel : la sphère de la culture et celle de la politique étant considérées comme séparées et inconciliables. Suivant cette idée de base, le journal devient un véritable « témoignage sur l'esprit du temps »³² de la bourgeoisie droitiste à laquelle s'adresse presque exclusivement le journal. Toutefois, le désir constant de demeurer libre dans son contenu comme dans sa forme lui a permis de ne pas devenir complètement dépendant, comme son compatriote *Le Temps*, de la finance, de l'État et de l'industrie. Selon Blandin, ces éléments sont à la base de l'esprit du *Figaro* et restent inchangés aujourd'hui.

³² *Ibid.*, p.VI.

Le Figaro s'inscrit d'ailleurs dans le système de Mouillaud. Journal de droite, sa ligne politique le situe très clairement par rapport aux autres quotidiens. Comme la majorité des journaux de l'époque, il jumelle la nouvelle au commentaire, profite de la publicité, recherche l'exclusivité et n'hésite pas à présenter les événements du moment de manière sensationnelle. Toutefois, *Le Figaro* tente de se différencier de ses concurrents en s'affichant comme le journal de la classe bourgeoise et s'assure ainsi de la fidélité de son lectorat.

L'ouvrage dirigé par Christian Delporte, Claude Penetier, Jean-François Sirinelli et Serge Wolikow, *L'Humanité de Jaurès à nos jours*³³, joue pour *L'Humanité* le même rôle que celui de Blandin pour *Le Figaro*. Il est le premier travail scientifique réalisé sur l'histoire du journal. Les quatre historiens apportent au livre plusieurs dimensions qui s'expliquent d'ailleurs par leur spécialité respective : Delporte est spécialisé en histoire des médias, Penetier, un chercheur au CNRS, se spécialise dans la sociohistoire du militantisme, Sirinelli est historien de culturel et du politique et Serge Wolikow est professeur d'histoire contemporaine. En plus de ces quatre importants auteurs, le livre fait participer des littéraires, des sociologues et des politologues pour devenir un exemple par excellence de la pluridisciplinarité et de son potentiel. Le résultat d'une telle association est un ouvrage très solidement ancré au carrefour de l'histoire des médias, de la culture, de la société et de la politique du vingtième siècle. L'apport de toutes ces disciplines multiplie les approches et offre un tour d'horizon très complet.

Les auteurs tentent donc de retracer l'histoire d'un journal qui a la particularité d'être à la fois un organe médiatique à part entière et l'organe militant du parti communiste français. *L'Humanité* est-il un journal comme les autres? À cette interrogation, les auteurs apportent une réponse mitigée. Certes, il est distinct dans sa qualité d'organe associé au Parti communiste mais, selon les auteurs, cela n'a pas suffi à rendre son parcours fondamentalement différent du reste de la presse française. Au contraire, ils postulent que *L'Humanité* s'est parfaitement inscrit dans le paysage médiatique français comme un journal d'opinion gauchiste dans un contexte d'émancipation de la grande presse d'information.

³³ Jean-François Sirinelli (dir.) *et al.*, *L'Humanité de Jaurès à nos jours*, Paris, Nouveau Monde, 2004, 419p.

Toutefois, lorsque considéré sous l'optique de Mouillaud, le journal reste, une fois de plus, en périphérie. Là où la tendance globale du système de la presse tend vers une dépolitisation de l'information et vers l'augmentation du sensationnalisme, *L'Humanité* résiste. Son caractère très critique et son goût pour le commentaire en font un quotidien à contre-courant d'une grande presse d'information qui délaisse lentement ces caractéristiques traditionnelles. Cette réalité est d'autant plus prégnante lorsque *L'Humanité*, en 1920, devient l'organe officiel du Parti communiste français et s'inscrit alors comme une faille permanente dans le système de Mouillaud.

Pour prouver leur hypothèse, les auteurs procèdent selon quatre axes principaux. Le premier de ces axes cherche justement à tracer une limite entre les deux facettes de *L'Humanité* (le côté culturel et le côté politique). Le deuxième retrace les équipes successives de rédacteurs qui ont constitué et marqué le journal. Le troisième considère *L'Humanité* comme un acteur dynamique dans la vie politique et sociale. Il a donc un poids et une influence, que les auteurs tentent de jauger, sur le débat public. Finalement, les auteurs tentent d'exposer la manière dont a évolué le journal à travers le temps et l'inscrivent constamment dans le contexte ambiant. Tout au long de leur démonstration, les auteurs font intervenir, outre le journal lui-même, des biographies, des carnets et des témoignages. Mentionnons aussi que l'ouvrage, publié en 2004, a pu profiter de l'ouverture des archives de *L'Humanité* déposées aux Archives départementales de Seine-Saint Denis. Si les auteurs n'ont pas pu, à travers leur ouvrage, faire ressortir tous les trésors compris dans cette collection, ils ont tout de même su déblayer le chantier pour les recherches futures.

1.1.2.4 Conclusion : la presse française comme presse spécifique

Les ouvrages sélectionnés dans cette section ont fourni les connaissances nécessaires pour faire une analyse de la presse pertinente. Les synthèses de Claude Bellanger et Christophe Charle ont été primordiales dans l'acquisition d'informations générales entourant la presse en France. Elles ont traité de son évolution dans le temps, de ses influences politiques, culturelles et sociales, de sa diversité et surtout, de ses spécificités. Le cadre théorique de Maurice Mouillaud propose une grille de lecture et invite les chercheurs à tenir

compte de l'existence d'un véritable système de journaux dans lequel baignent des quotidiens qui, tout en obéissant à ses lois, tendent à se particulariser. Ainsi se dessine un schéma qui est à la base de l'étude de la presse : dans un contexte donné, les journaux, appartenant à un ensemble beaucoup plus étendu, suivent une évolution similaire parce que soumis en même temps et au même endroit à des pressions identiques. Finalement, les monographies plus spécialisées sur *Le Figaro* et *L'Humanité* fournissent à leur tour des données essentielles sur la vie des quotidiens français : leurs influences, leurs caractéristiques propres ou partagées, leur contenu, leur appartenance politique et leur lectorat sont tous des éléments essentiels à la bonne compréhension d'un journal. Sont ainsi tracés les parcours, tant dans leurs continuités que dans leurs ruptures, de journaux qui appartiennent à l'ensemble beaucoup plus large de la presse française. Toutefois, chaque journal reste unique et répond à ces pressions de manière différente : le système de la presse permet (et même exige) que s'opère, à l'intérieur de ses limites, une certaine différenciation. Le chercheur, lors de l'analyse de quotidiens, doit tenir compte de cette double nature de son objet d'étude.

1.1.3 Conclusion du bilan : une histoire croisée

Les connaissances établies dans ce bilan sont celles qui orienteront notre recherche. Malgré la multitude des informations, approches et points de vue exposée ci-haut, deux idées maîtresses ressortent. D'abord, le volet des relations internationales suit un fil conducteur précis : la recherche constante de la sécurité de la part du gouvernement français. Cet objectif, sinon cette obsession, transparaît tant dans les relations paneuropéennes, que dans celles entretenues entre les grandes puissances ou encore entre la France et la Roumanie. Dans l'historiographie de l'après-guerre, cet aspect demeure central. Ayant pris connaissance de cette réalité, nous avons voulu la traiter de manière originale.

Ici entre en scène le deuxième volet de notre bilan. Celui-ci est plutôt centré sur la presse française, son évolution, ses caractéristiques et ses particularités. Les ouvrages qui composent cette partie renseignent à la fois sur ce que représentait en France la presse au sens large ainsi que sur le fonctionnement de journaux spécifiques. Il en ressort que les quotidiens français ne peuvent pas, et ne doivent pas, être traités comme le seraient ceux d'Amérique ou

de Grande-Bretagne. Ils sont fondés sur une tradition purement française qui unit information et sensationnalisme à une éloquence et un désir prononcé de l'opinion et du commentaire. Cette association est une caractéristique typique du journalisme français de laquelle découlent des journaux fondamentalement français parce que véritablement hybrides.

Toutefois, plus que dans l'addition de ces deux volets, somme toute très différents, l'originalité de notre recherche se trouve dans le *croisement* de ces deux bilans. Les objectifs politiques et stratégiques de la France, et surtout son obsession pour la mise en place d'un dispositif de sécurité, ont-ils trouvé écho dans la presse du pays? Y ont-ils généré des réactions et des opinions? Le *Figaro* et *L'Humanité*, si enclins à la critique et au commentaire et pourtant si éloignés l'un de l'autre politiquement et idéologiquement, ont-ils partagé, repoussé ou même ignoré les craintes que leur gouvernement ressentait si vivement? C'est à ce genre d'interrogations que nous souhaitons, par la présente recherche, répondre. De sorte que nous serons à même d'observer dans quelle mesure une partie de la presse de 1919 s'est faite ou non le véhicule de telle ou telle politique. Ainsi, le résultat n'appartiendra ni à l'histoire strictement politique ni à l'histoire de la presse, mais constituera plutôt une histoire croisée.

1.2. Problématique et hypothèse

Comme l'a démontré le bilan historiographique, la question des relations franco-roumaines, quoique peu abordée par les historiens, a toujours été envisagée sous les angles de la politique et/ou de la diplomatie internationale. Bien que ces approches soient tout à fait pertinentes et nécessaires, elles ne doivent pas être considérées comme les seules avenues possibles et légitimes. Ainsi, le but de la présente recherche est de dépasser cette manière de procéder en y ajoutant une facette médiatique basée sur l'analyse de deux journaux français.

Notre étude sera donc guidée par une question à deux volets. En premier lieu, il nous faudra savoir quelle était la politique du Quai d'Orsay³⁴ à l'égard de la Roumanie en 1919 :

³⁴ Nous utilisons le terme « Quai d'Orsay » tout en sachant très bien que sa politique était, en très grande majorité, dictée par le président du Conseil, Georges Clemenceau. Il en va de même tout au long de cette étude.

quels en étaient les influences, les enjeux et les objectifs? En deuxième lieu, nous basant sur la réponse apportée à la première question, nous chercherons à savoir si les journaux français ont fait écho à la politique menée par le Quai d'Orsay vis-à-vis de la Roumanie : se sont-ils faits le véhicule de cette politique ou l'ont-ils désapprouvée, critiquée ou même ignorée?

Pour parvenir à des résultats véritablement significatifs, nous avons limité notre question à des champs médiatique et temporel très restreints. En effet, nous avons décidé de circonscrire la période étudiée à la durée de vie de la République des Conseils hongroise. Cette dernière est survenue à la suite de la prise de pouvoir de Bela Kun à Budapest le 21 mars 1919 et s'est étendue jusqu'à l'occupation de la capitale hongroise par les troupes roumaines au début du mois d'août. Toutefois, afin de pouvoir observer un « avant » et un « après », nous avons étendu la période : les documents et les journaux étudiés seront situés entre le 1^{er} mars et le 31 août. Quant au champ médiatique étudié, nous l'avons limité à deux journaux français : *L'Humanité* et *Le Figaro*. Le premier se situant clairement à gauche de l'échiquier politique, et le deuxième à droite.

Ces choix doivent néanmoins être justifiés. D'abord, la République des Conseils hongroise, peu connue et peu traitée, a toutefois créé beaucoup de remous parmi les grandes comme les petites puissances européennes en 1919. Elle est, entre autres, à l'origine d'une guerre roumano-hongroise qui, malgré les limites de ses conséquences militaires réelles, est un terrain d'observation privilégié pour le chercheur. En effet, ce conflit rassemble en un endroit restreint et pendant une période précise, presque tous les enjeux qui avaient, en 1919, une certaine importance pour le Quai d'Orsay : le règlement d'une paix à long terme en sol européen, la mise sur pied d'une alliance de revers contre l'Allemagne, la mise en tutelle de l'Europe de l'Est par Paris, la crainte de la contagion bolchevique en Occident et les litiges parfois sévères entre les grandes puissances dus à des divergences d'intérêts et d'objectifs³⁵. Le jeu de ces différentes pressions s'est donc opéré de manière évidente pendant le conflit opposant Bucarest et Budapest et a influencé la nature des relations franco-roumaines pendant cette période.

³⁵ Voir Traian Sandu, *Le Système de sécurité...*, op. cit. qui traite des stratégies françaises face à la République hongroise.

Ensuite, nous avons délimité la facette médiatique à deux journaux d'allégeance opposée afin de comparer la politique du Quai d'Orsay face à la Roumanie et le traitement qu'en ont fait *Le Figaro* et *L'Humanité*. En effet, ce double regard sur notre objet d'étude nous permettra de déceler les différences, grandes et petites, qui résidaient dans la transmission de l'information portant sur un même sujet dans deux journaux politiquement opposés. De cette manière, nous serons à même de constater comment chacun de ces deux journaux a véhiculé (ou non) les initiatives diplomatiques du Quai d'Orsay envers la Roumanie.

L'originalité de notre problématique réside précisément dans le croisement des points de vue à deux niveaux : la politique du Quai d'Orsay face à la Roumanie et l'attitude de *L'Humanité* et du *Figaro* face à cette même politique. De cette manière, nous comptons mettre en parallèle les facettes médiatique et politique pour faire ressortir les divergences et les convergences entre la politique du Quai d'Orsay à l'égard de la Roumanie en 1919 et le traitement que *L'Humanité* et *Le Figaro* ont fait de cette question. Les résultats de ces comparaisons permettront aussi d'identifier, dans un même contexte, les objectifs, intérêts et craintes entretenus par chacun de ces organes.

Nous apportons à notre problématique une réponse nuancée. Premièrement, à l'instar de l'historiographie, nous posons d'abord comme base que la France, dans ses relations avec la Roumanie pendant le conflit entre Bucarest et Budapest, était principalement, sinon exclusivement, guidée par des visées en matière de sécurité nationale. Deuxièmement, nous croyons que *L'Humanité* et *Le Figaro* se sont effectivement faits l'écho de cette politique et qu'ils ont, de manière générale, soutenu leur gouvernement dans sa diplomatie vis-à-vis de Bucarest. Toutefois, malgré cet accord de fond, nous jugeons impossible, ou du moins extrêmement improbable, que *L'Humanité* et *Le Figaro* aient traité le sujet de la même manière : la grande divergence dans leur allégeance politique devrait, selon nous, avoir une influence notable sur la hiérarchie de leurs préoccupations. Ainsi, l'approbation ou la critique démontrées par chaque journal face à la Roumanie dépend de l'intensité de la menace ressentie. Cela nous porte à croire que *L'Humanité*, qui soutient le mouvement bolcheviste russe et ne perçoit pas l'expansion du bolchevisme symbolisée par la République socialiste de

Bela Kun comme un véritable danger pour la France, sera moins favorable à la Roumanie que *Le Figaro*.

1.3 Les sources

1.3.1 Les archives diplomatiques

Dans le cadre de notre recherche, deux groupes de sources seront utilisés. Premièrement, nous aurons recours aux archives diplomatiques. La série publiée des Documents diplomatiques français qui aurait été ici d'une aide précieuse, ne s'étend pas à la période couverte dans le présent travail. Toutefois, plusieurs documents datant des négociations de la paix de 1919 ont été publiés. Ainsi, nous avons pu profiter de l'ouvrage de Paul Mantoux, officier interprète de la Conférence de la paix de Paris, *Délibérations du Conseil des Quatre (24 mars – 28 juin 1919)*³⁶. Ce livre, quoique incomplet par rapport au *Recueil des Actes de la Conférence de la Paix*³⁷, rassemble en deux volumes les discussions qu'ont entretenues les chefs des quatre grandes puissances victorieuses : le Français Georges Clemenceau, l'Anglais David Lloyd George, l'Américain Woodrow Wilson et l'Italien Vittorio Orlando. On assiste donc, au fil des pages, aux délibérations de ces quatre chefs d'État qui ont mené aux traités de paix. Les questions qui y sont abordées sont d'une grande diversité : le Moyen Orient, la Russie bolchevique, l'Europe orientale et la redoutée Allemagne n'en sont que quelques exemples. Parmi cette multitude de documents, on découvre aussi quelles actions et réactions ont suscité les litiges territoriaux et militaires entre la Roumanie et la Hongrie. Le sujet, à notre grande surprise, a été abordé fréquemment dans les discussions du Conseil des Quatre. On peut donc suivre les opinions des quatre politiciens et leur évolution par rapport à la Roumanie et la République socialiste hongroise de Bela Kun d'abord, et par rapport aux initiatives militaires roumaines ensuite. On voit se dessiner dès le départ les complicités et les différends qui se sont manifestés entre les grandes puissances

³⁶ Paul Mantoux, *Les Délibérations du Conseil des Quatre (24 mars – 28 juin 1919)* (Ci-après DCQ), Paris, Centre national de la recherche scientifique, 1955, 2 volumes.

³⁷ *Recueil des Actes de la Conférence de la Paix (1919-1920)*, Paris, Imprimerie nationale, 1922-1935.

occidentales et qui ont, sans contredit, influencé grandement la politique française vis-à-vis des Roumains en 1919. Même si, ne comprenant pas les mois de juillet et d'août, l'ouvrage de Mantoux ne couvre pas toute notre période, il est tout de même un outil essentiel à notre projet et expose le jeu de bras de fer qui s'est souvent opéré à Paris sur les questions roumano-hongroises.

Si, de prime abord, il peut sembler incongru d'inclure dans le corpus de sources des documents d'origine britannique, ceux-ci sont en fait d'une grande valeur. En effet, les archives du Foreign Office de 1919³⁸ abordent très souvent les problèmes de l'Est européen. Mieux encore, elles contiennent des discussions qui ont eu lieu entre les chefs d'État des grandes puissances. Les documents sont centrés d'abord et avant tout sur le point de vue anglais, toutefois, ce même point de vue est souvent mis en opposition avec celui des Français. On voit donc dans les archives diplomatiques du Foreign Office se construire les politiques respectives de la Grande-Bretagne et de la France ainsi que les litiges qui sont apparus entre les deux partis. Un peu comme le fait l'ouvrage de Paul Mantoux, les documents britanniques procurent beaucoup d'informations sur les objectifs et les stratégies développés en Europe occidentale face à la Roumanie et à la Hongrie socialiste. Aussi, ces archives nous fournissent des informations très pertinentes sur les influences non pas nationales, mais personnelles qui se sont manifestées à la Conférence de la paix. En effet, outre les chefs d'État, plusieurs membres plénipotentiaires de la Conférence se sont exprimés sur la question roumano-hongroise. Du côté français, des gens tels le Maréchal Foch, expert en affaires militaires à la Conférence, et Stéphane Pichon, ministre des Affaires étrangères, participent fréquemment aux discussions et apportent des opinions et des idées souvent dissonantes. On décèle très rapidement l'extrémisme antibolchevique et la politique offensive de Foch ainsi que le penchant très pro-roumain de Pichon, ces deux attitudes étant confrontées au pragmatisme stratégique de Clemenceau. Ainsi, en plus des conflits interalliés qui se sont manifestés sur la question roumano-hongroise, on peut observer dans ces archives les litiges qui sont nés au sein même de l'administration française.

³⁸ Foreign Office (Ernest Llewellyn Woodward (éd.) et Rohan O'Flaherty Butler (éd.)), *Documents on British foreign policy 1919-1939, vol. 1, 1919* (Ci-après *DBFP*), Londres, His Majesty's Stationery Office, 1947, 969p.

Un dernier recueil de sources est lui aussi essentiel : celui de Traian Sandu titré *La Grande Roumanie alliée de la France. Une pérépétie des Années Folles ? (1919-1933)*³⁹. Cet ouvrage retrace, à travers les archives, l'histoire des relations diplomatiques établies entre la France et la Roumanie dans l'entre-deux-guerres. Le recueil rassemble des documents sélectionnés des Archives du Ministère des Affaires étrangères de France (AMAEF), des archives du Service historique de l'Armée de Terre (SHAT) ainsi que des fonds des Affaires étrangères et de la Bibliothèque nationale roumaines qu'il aurait été impossible de consulter autrement. Le but affirmé de l'ouvrage de Sandu est de savoir, à travers les documents officiels et officieux, si la France est parvenue à installer en Europe orientale un système de revers orienté contre l'Allemagne. Si oui, quelle place la Roumanie a-t-elle occupée dans ce dispositif défensif ? Pour cette raison, aucun autre ouvrage ne reflète aussi bien les liens qui se sont tissés entre Bucarest et Paris après la Première Guerre. Tous les sujets qui nous intéressent y sont abordés sous plusieurs angles : les objectifs militaires, les visées stratégiques, les enjeux territoriaux, l'occupation de Budapest et bien sûr le problème du socialisme hongrois. Sur ce dernier point, le recueil de Sandu fournit des documents sur les actions militaires roumaines contre la Hongrie et surtout sur les réactions qu'elles ont suscitées au Quai d'Orsay.

Pour compléter les informations que ces publications ont fournies, certains volumes des *Papiers d'agents* des Archives du Ministère des Affaires étrangères de France ont été consultés. Ces archives rassemblent des informations sur l'attitude de la France à l'égard de la Roumanie après la guerre. Plusieurs documents français portant sur la Russie bolchevique ont aussi été étudiés puisque ceux-ci contiennent des renseignements sur l'attitude de la France face au mouvement bolchevique et peuvent donc être d'une grande aide dans la compréhension des décisions prises par le Quai d'Orsay vis-à-vis de la nouvelle République socialiste hongroise.

Ainsi, grâce à cet amalgame de sources diplomatiques, nous avons à notre disposition des informations touchant différentes facettes de notre recherche. Les relations franco-roumaines y sont amplement traitées, les relations roumano-hongroises reçoivent aussi beaucoup d'attention, les nouveaux enjeux amenés par le mouvement bolchevique ont eux

³⁹ Traian Sandu, *La Grande Roumanie...*, *op. cit.*

aussi suscité beaucoup de réactions, tant en Europe orientale qu'en Occident; finalement, les documents qui mettent en scène les différents représentants des grandes puissances occidentales permettent d'entrevoir les conflits, les concurrences et les complicités qui se sont installés entre eux dans le règlement de la paix. L'apport de tous ces documents assure donc une bonne compréhension des visées françaises en 1919 tant au niveau de l'Europe que de la Roumanie. Soulignons aussi que les sources qui ont été exposées dans cette section ne sont pas les seules existantes sur le sujet à l'étude et ne seront pas non plus les seules à être utilisées. Suite à des contraintes d'espace et de précision, les nombreux Mémoires de personnages contemporains à la Conférence de paix de Paris ont été écartés. Les écrits du général Mordacq, de Clemenceau lui-même, de David Lloyd George, de l'ambassadeur de France en Belgique Jules Laroche, du général Henri Berthelot, du diplomate anglais Harold Nicolson ont tous été consultés⁴⁰. Toutefois, seulement les documents jugés les plus importants et les plus complets ont été retenus pour la présente section.

1.3.2 Les journaux français

En plus des sources diplomatiques, une grande partie de notre recherche repose sur des sources journalistiques. À ce titre, deux journaux ont été sélectionnés. Le premier d'entre eux est *Le Figaro*. Ce dernier est un quotidien parisien dont l'allégeance politique appartient à la droite bourgeoise qui forme d'ailleurs la très grande majorité de son lectorat. À la tête de la rédaction en 1919, on retrouve les dramaturges et journalistes Robert de Flers et Alfred Capus qui orientent et guident le contenu du journal de manière très stable pendant toute la période. Grâce à l'énorme travail de la Bibliothèque nationale de France, qui a numérisé et mis à la disposition de tous plusieurs journaux français échelonnés sur de nombreuses années, nous avons pu avoir accès, via Internet, à tous les numéros du *Figaro* nécessaires. La période que nous couvrons étant relativement restreinte, nous avons décidé de ne pas procéder par échantillonnage et avons donc consulté chaque exemplaire du journal du 1 mars au 31 août 1919 afin de récolter tous les articles qui traitaient de près ou de loin de la Roumanie, de la Hongrie et de la politique française dans la construction de la paix en Europe de l'Est. Même

⁴⁰ Les notices pour tous ces ouvrages sont présentées dans la bibliographie.

si ces sujets ne sont pas les plus traités dans *Le Figaro*, ou même dans tout autre journal de l'époque, ils ont fait l'objet de nombreux articles. Un dépouillement exhaustif du journal entre mars et août 1919 a comptabilisé 97 numéros contenant des informations sur notre sujet d'étude⁴¹.

Il en va de même pour le journal créé par Jean Jaurès en 1904 : *L'Humanité*. Nous avons eu la chance, encore une fois, de pouvoir le consulter sur le site de la Bibliothèque nationale de France pour les mêmes dates. Quotidien parisien lui aussi, sa ligne politique se situe toutefois clairement à gauche. S'il est de tendance socialiste, il n'est toutefois pas encore, pendant la période traitée ici, l'organe officiel du Parti communiste français : il garde donc une certaine indépendance politique et médiatique. En 1919, on trouve à sa direction Marcel Cachin, un fervent socialiste ayant malgré tout adhéré quelques années plus tôt à l'Union sacrée et qui guide son journal vers un support publiquement admis de la Révolution bolchevique de Russie et du mouvement ouvrier mondial. Dans ce contexte, le conflit roumano-hongrois a soulevé beaucoup d'intérêt dans *L'Humanité* et nous avons relevé 95 numéros s'y rapportant de près ou de loin, retenus suivant les mêmes critères que ceux employés pour *Le Figaro*⁴².

Soulignons que cette recherche sera d'autant plus significative que les deux journaux recensés, malgré leur allégeance politique opposée, ont fourni un nombre très similaire (97 et 95 pour *Le Figaro* et *L'Humanité* respectivement) de numéros contenant des informations pertinentes pour la présente étude. Cette première comptabilisation a donc établi un corpus de sources équilibré qui permet de supposer d'emblée que les deux journaux ont alloué à la Roumanie une importance sensiblement égale.

⁴¹ Au total, 127 articles, représentant 46 038 mots, ont été recensés et composent le corpus qui sera utilisé dans le traitement du *Figaro*. Tous les comptes de mots peuvent contenir une certaine marge d'erreur équivalente à environ plus ou moins 20 mots.

⁴² Au total, 151 articles ont été récoltés représentant 66 878 mots.

1.4. Traitement des sources

Il faut tout d'abord exposer de quelle manière les articles formant le corpus de sources ont été sélectionnés. Un recensement complet du *Figaro* et de *L'Humanité* a donc été effectué suivant ces délimitations temporelles. Au total, 368 exemplaires ont été dépouillés, desquels tous les articles traitant soit de la Roumanie, de la Hongrie et/ou de la politique française en Europe orientale ont été retenus pour être analysés.

1.4.1 Analyse matérielle

Pour nous aider dans la réalisation de notre analyse matérielle, nous avons utilisé l'ouvrage de Jean de Bonville, *L'Analyse de contenu des médias. De la problématique au traitement statistique*⁴³, outil incontournable pour la présente recherche. Privilégiant une étude de la presse qui soit quantitative et scientifique, de Bonville dresse un modèle extrêmement détaillé de la démarche à suivre : les techniques d'échantillonnage, de classification, de traitement statistique, la définition des concepts, l'élaboration de problématiques et d'hypothèses, le choix des sources et l'explication des données y sont exposés tour à tour. Le but étant de produire une analyse du traitement de l'information de deux journaux qui soit complète.

Une rigoureuse analyse de la presse ne peut pas se permettre de passer outre l'analyse du format. L'importance d'un article de journal ne dépend pas seulement de ce qu'il raconte : son emplacement dans le numéro, dans la page, sa présentation et sa longueur sont des éléments qui, eux aussi, contiennent des messages plus ou moins explicites pour le lecteur. C'est pourquoi, outre une analyse du contenu proprement dite, une analyse matérielle devra être effectuée.

Ainsi, plusieurs éléments clés seront comptabilisés à des fins de comparaison. D'abord, le nombre d'articles traitant du sujet à l'étude dans chacun des deux journaux sera

⁴³ Jean de Bonville, *L'Analyse de contenu des médias. De la problématique au traitement statistique*, Bruxelles, de Boeck, 2006, 451p.

évidemment très révélateur de l'importance allouée aux événements concernant le conflit roumano-hongrois.

Un deuxième critère soumis à l'examen sera celui de l'emplacement des articles dans l'ensemble du journal. Y a-t-il beaucoup d'articles sélectionnés qui se retrouvent à la une? Sont-ils sensiblement situés à la même place dans les deux journaux? L'analyse de ces éléments fournira, à son tour, des informations pertinentes sur l'importance accordée à la Roumanie par les deux journaux du mois de mars au mois d'août 1919.

Il faudra aussi évaluer la nature de l'article : provient-il du fil de presse? S'agit-il d'une chronique ou d'un éditorial? Est-ce un reportage? Le texte est-il signé ou non? Ces dernières distinctions sont importantes puisqu'elles indiquent le degré d'intérêt que le journal accorde à un événement. L'information rendue par un reporter, un éditorialiste ou un chroniqueur a une importance, une signification et une intensité beaucoup plus grandes que lorsqu'elle est rendue par la simple reproduction d'une dépêche du fil de presse. En effet, le caractère plus subjectif des articles signés suppose que ces derniers traduisent l'opinion et les idées du journal en entier. Ce phénomène n'est toutefois pas applicable aux dépêches qui font très souvent preuve d'un style quasi télégraphique.

L'analyse des ces trois éléments fournit donc d'emblée plusieurs informations sur l'importance accordée au conflit opposant la Roumanie à la Hongrie et ce, sans même avoir abordé le contenu des articles sélectionnés. La facette matérielle de notre analyse est donc largement justifiée et même nécessaire à la réalisation d'une bonne comparaison entre *L'Humanité* et *Le Figaro* dans le traitement d'un même sujet puisqu'elle permet d'inscrire les articles sélectionnés dans le tout plus large qu'est le journal. De plus, elle rend possible une meilleure compréhension du caractère du quotidien en indiquant au chercheur la hiérarchie des informations que chacun choisit de publier.

1.4.2 Analyse de contenu

Toutefois, si nous comptons utiliser à notre avantage les méthodes quantitatives présentées par de Bonville, nous ne mettrons pas de côté l'analyse qualitative dans cette

étude. En effet, une étude de la presse qui ne reposerait que sur l'analyse de données strictement matérielles ne permettrait pas de répondre à la problématique de base que nous nous sommes posée. La quantification et le traitement de certaines données reliées au format du journal ne prennent leur réelle signification, dans ce cas-ci, que lorsqu'elles sont jumelées à une analyse qualitative du contenu des articles.

Tout comme l'ouvrage de Jean de Bonville a servi d'outil principal pour la mise au point de notre analyse matérielle, celui de Violette Naville-Morin, *L'Écriture de presse*⁴⁴, est à la base de l'analyse de contenu. Prenant pour seules sources cinq journaux français (*Le Figaro*, *L'Humanité*, *L'Aurore*, *Le Monde* et *Le Parisien libéré*), elle fait une analyse de la couverture de la rencontre entre Nikita Khrouchtchev et le général de Gaulle, tenue en France de la fin mars au début avril 1960. En classant chaque article selon une catégorisation positif/négatif/neutre, elle comptabilise ses résultats finaux afin de comparer les tendances des cinq journaux qu'elle a choisis. L'ouvrage de Morin fournit donc un modèle d'étude de la presse qui n'exclut pas l'analyse qualitative.

Si l'analyse précédente avait comme but d'inscrire les articles dans l'ensemble du journal, la deuxième vise plutôt à les classer. Comme nous l'avons mentionné, seuls les articles traitant de la Roumanie, de la Hongrie ou de la politique française à leur égard ont été sélectionnés. Pour chaque texte où un de ces éléments est abordé, nous avons observé si une opinion était émise, s'il y avait prise de position ou commentaire. Ainsi, les articles ont été classifiés à leur tour dans trois catégories, soient : favorable à la Roumanie, favorable à la Hongrie ou sans position claire. De cette manière, nous avons été à même d'observer quelle attitude revenait le plus souvent dans les deux journaux. Aussi, nous avons pu observer les tendances dans les discours de chacun. C'est donc à travers cette grille de classification, complétée par une analyse matérielle, qu'ont été déduites les positions de *L'Humanité* et du *Figaro*.

Bien que la plus grande partie de notre recherche repose sur les résultats de l'analyse de contenu, nous n'avons pas tourné le dos à l'analyse matérielle qui demeure un outil très intéressant, sinon nécessaire. Reprenant l'idée de Marshall McLuhan selon laquelle le

⁴⁴ Violette Naville-Morin, *L'Écriture de presse*, Sainte-Foy (Qc), Presses de l'Université du Québec, 2003 (première édition en 1969), 167p.

médium lui-même comporte un message, l'utilisation d'une seule de ces deux facettes aurait été insuffisante ou du moins, aurait fourni une réponse incomplète à la problématique de départ. Or, en réunissant une analyse du texte et une analyse du format des journaux, nous serons plus à même de saisir le positionnement véritable des deux journaux par rapport à la Roumanie en 1919. Le caractère double du traitement de nos sources vise donc à ce qu'aucune information, manifeste ou latente, ne soit négligée.

Les deux prochains chapitres ont donc été construits à partir de ces questionnements, de ces sources et de cette méthode. Joignant l'analyse de documents diplomatiques à celle du traitement de l'information opérée dans *Le Figaro* et *L'Humanité*, ils permettront d'exposer comment ces deux journaux ont véhiculé la politique de leur gouvernement à l'égard de la Roumanie. En prenant comme thèmes deux soucis majeurs de l'administration de Clemenceau, l'expansion bolchevique et la revanche allemande, nous serons à même d'exposer les nuances et les clivages, le soutien et l'opposition ainsi que les silences et les protestations qui se sont glissés entre les stratégies gouvernementales et l'analyse qu'en ont fait les quotidiens.

CHAPITRE II

LA ROUMANIE : REMPART CONTRE LE BOLCHEVISME OU AGENTE DE LA RÉACTION ?

Après la Première Guerre mondiale, le souci premier de la France était sans équivoque de régler le problème allemand¹. Toutefois, en trame de fond, Paris était inquiétée par une nouvelle réalité : le bolchevisme. Les grandes puissances européennes, la France au premier plan, voyaient cette nouvelle idéologie comme une menace à l'ordre politique et économique du continent. Surtout, le caractère foncièrement expansionniste du bolchevisme inquiétait : s'il parvenait à déborder des frontières russes, jusqu'où se rendrait-il ? La « vague rouge » engloutirait-elle l'Europe entière ? L'émergence, en mars 1919, de la République socialiste de Hongrie rendit soudainement ce danger très réel. À partir de ce moment, le Quai d'Orsay élaborait une stratégie qui fit de la Roumanie un rempart contre l'expansion bolchevique. De leur côté, autant *Le Figaro* que *L'Humanité* adoptèrent une position claire qu'ils maintinrent de mars à août 1919. *Le Figaro* considéra la Roumanie comme l'alliée par excellence dans le combat pour la défense de la paix française contre la révolution bolchevique, cependant que *L'Humanité*, guidée d'abord et avant tout par l'esprit révolutionnaire, prit parti pour la Hongrie socialiste et considéra Bucarest comme le mercenaire des impérialistes occidentaux. Or, alors que la politique du gouvernement français à l'égard de la Roumanie découlait d'abord et avant tout du problème allemand, les attitudes du *Figaro* et de *L'Humanité* face à Bucarest étaient en très grande partie dictées par le danger bolchevique. À un point tel que la perception que les deux journaux eurent de la Roumanie ne peut être dissociée de l'analyse qu'ils firent de la question du bolchevisme.

¹ Cet enjeu sera traité dans le troisième chapitre.

2.1 La politique du Quai d'Orsay : Bucarest comme mur antibolchevique

Si, dès leur ascension au pouvoir, Lénine et ses acolytes inquiétaient le gouvernement français, il fallut tout de même attendre la fin de la guerre pour que soit mis sur pied un véritable plan de résistance face au mouvement bolchevique. Le maréchal Foch, qui, rappelons-le, était au service de la Conférence de la paix en tant qu'expert militaire, présenta aux Alliés, en mars 1919, la première version du *cordon sanitaire*². Ce dernier reposait principalement sur la Pologne et la Roumanie qui, ensemble, devaient empêcher l'expansion bolchevique en Europe. Toutefois, le projet du Maréchal était conçu comme la base d'une opération offensive contre la Russie, éventualité qu'aucune des grandes puissances n'osait envisager. D'ailleurs, le président américain Woodrow Wilson rejeta sans hésitation toute attaque alliée dirigée contre les Russes :

C'est le prélude d'une marche vers l'est et cela nous conduit à la question d'une intervention en Russie. Nous avons examiné cette question plus d'une fois et nous sommes chaque fois arrivés à la conclusion qu'il ne fallait pas penser à une intervention militaire³.

Propos auxquels Clemenceau donna son complet accord en déclarant simplement : « Le Président Wilson a exprimé mon opinion »⁴. Toutefois, malgré le refus catégorique de la part des Alliés de marcher sur Moscou, le Quai d'Orsay adopta la version défensive du cordon qui devait empêcher que ne s'étende le bolchevisme sur le continent⁵.

² Le nom de cordon sanitaire provient d'une analogie du Maréchal Foch qui, à la Conférence de la paix, a comparé le bolchevisme à une épidémie : « Contre une maladie épidémique, on fait un cordon sanitaire : on place un douanier tous les deux cents mètres et on empêche les gens de passer ». *DCQ*, vol. 2, p.51.

³ *DCQ*, vol.1, p.52. Ajoutons qu'une phrase de Wilson à ce sujet est devenue célèbre et reflète bien son attitude passive face aux Bolcheviques : « Ils cuiront dans leur jus jusqu'à ce que les circonstances aient rendu les Russes plus sages », *DCQ*, vol.1, p.20.

⁴ *Ibid.*, p.57.

⁵ Traian Sandu, « L'Appui contesté du général Berthelot aux revendications roumaines au sujet de la Transylvanie et du statut d'allié, décembre 1918-avril 1919 », *Revue roumaine d'histoire*, vol. 36, juillet-décembre 1997, p.246; Sherman D. Spector, *Rumania at the Paris Peace Conference. A Study of the Diplomacy of Ion I.C. Bratianu*, New York, Bookman Associates, 1962, p.113.

Cette tactique défensive adoptée, la Roumanie devint un élément majeur, sinon essentiel, de la stratégie française⁶. En effet, par sa situation géographique aux abords de la Russie, aucun cordon ne pouvait être déployé sans sa coopération. Toutes les grandes puissances se sont mises d'accord pour renforcer la Roumanie et aider à sa réorganisation. Aussi, hésitant entre Odessa et Bucarest comme point fort sur lequel mettre leurs espoirs, les Quatre abandonnèrent la première à son sort afin de se concentrer sur la deuxième qui devait devenir, jumelée à la Pologne, la forteresse des Alliés contre l'expansion bolchevique⁷. À l'unanimité, les grandes puissances tombèrent d'accord pour « renforcer la citadelle roumaine »⁸, opération jugée essentielle par le maréchal Foch. Le rôle de la Roumanie dans la lutte, certes passive, contre le bolchevisme doit donc être compris d'emblée comme étant central aux yeux non seulement du Quai d'Orsay, mais de l'ensemble des partenaires de la Conférence⁹, de sorte que dès mars 1919, la Roumanie avait clairement été incluse dans les plans officiels français. Un cordon sanitaire défensif en arrière duquel on pourrait alors « faire les nettoyages nécessaires »¹⁰ devenait essentiel aux yeux du Quai d'Orsay, tout comme la coopération roumaine.

⁶ C'est pour cette raison que le gouvernement français voulut attribuer la Bessarabie, territoire russe, à la Roumanie. Ce territoire devait pourvoir la Roumanie d'une frontière orientale stratégique et facilement défendable qui pouvait lui permettre de remplir son rôle de glacis antibolchevique. Sur ce sujet, voir les études de Traian Sandu: « La France et la Bessarabie roumaine de 1918 à 1920 : une reconnaissance difficile », *L'Établissement des frontières en Europe après les deux guerres mondiales : une étude comparée*, Berne, Peter Lang, 1995, p.369-387 ; « Les Avatars de la ratification de la convention bessarabe par la France, 1921-1924 », *Revue roumaine d'histoire*, vol. 35, no 1-2, 1996, p.59-68; *Le Système de sécurité...*, *op. cit.*

⁶ Kalervo Hovi, *Cordon sanitaire or Barrière de l'Est ? The Emergence of the New French Eastern European Alliance Policy, 1917-1919*, Turku, Annales Universitatis Turkuensis, 1975, p.177.

⁷ *Ibid.*, p.177.

⁸ *DCQ*, vol. 1, p.53.

⁹ Margaret MacMillan, *Paris 1919. Six Months that Changed the World*, New York, Random House, 2002, p.128; George Henry Bennett, *British Foreign Policy during the Curzon period, 1919-1924*, Londres, St. Martin's Press, 1995, p.41.

¹⁰ Selon les mots du maréchal Foch, dans *DCQ*, vol.1, p.55.

2.1.1 La Hongrie de Bela Kun : lueur d'espoir pour les vaincus

La révolution hongroise confirma, pour le Quai d'Orsay, l'importance d'inclure la Roumanie dans un dispositif visant à limiter l'expansion bolchevique. En effet, les menaces de contagion étaient restées jusque-là pures spéculations, voire fabulations. Le danger fut pourtant concrétisé en mars 1919 par l'accession au pouvoir de Bela Kun en Hongrie¹¹. Les propos rapportés de Clemenceau furent à ce sujet on ne peut plus clairs : « Now the evil [has] attacked Hungary »¹². Soudainement, le bolchevisme franchissait un pas de plus vers l'Ouest et le concept soviétique de révolution mondiale devenait réalité. La perspective d'une « contamination » paneuropéenne à partir de la brèche hongroise devait alors être prise plus au sérieux. Si l'on ne craignait pas encore tout à fait que les quatre grandes puissances tombent sous la « vague rouge », possibilité certes inquiétante mais peu probable, on gardait tout de même un œil inquiet sur l'Europe de l'Est¹³. La proximité de la Hongrie avec les nombreux petits États de la région en faisait un élément extrêmement perturbateur. À partir de la révolution hongroise, les documents de la Conférence de la paix sont parsemés d'énoncés qui relatent avec une certitude étonnante le déroulement futur de la contagion bolchevique. Dès la fin de mars 1919, on s'inquiétait pour le prolétariat autrichien¹⁴. Quelques mois plus tard, en juillet, on s'alarmait toujours pour l'Autriche ainsi que pour la Tchéco-Slovaquie qui semblaient alors les prochaines victimes les plus probables¹⁵. On s'en faisait même pour le sort de la Roumanie¹⁶ qui était pourtant alors en pleine guerre contre la Hongrie. Toujours en juillet, le général français Pellé, stationné à Prague, communiquait à Clemenceau ses inquiétudes : « Si le bolchevisme s'implante et se développe en Hongrie [...] il ne saurait tarder beaucoup à s'emparer de Vienne, d'où il menacera l'Italie et la Suisse ou

¹¹ Selon Kalervo Hovi, cet événement fut la preuve de la nécessité de l'érection d'un mur antibolchevique. Kalervo Hovi, *op. cit.*, p.196.

¹² Cité dans *DBFP*, vol.1 (1919), doc. 3, p.20.

¹³ Kalervo Hovi, *op. cit.*, p.142-150; Glenn E. Torrey, *Henri Mathias Berthelot. Soldier of France, Defender of Romania*, Oxford, The Center for Romanian Studies, 2001, p.300.

¹⁴ *DCQ*, vol.1, p.53.

¹⁵ Cité dans *DBFP*, vol. 1 (1919), doc. 3, p.14.

¹⁶ Cité dans *DBFP*, vol. 1 (1919), doc. 3, p.18.

rejoindra la Bavière »¹⁷. L'arrivée de Bela Kun signifiait le possible effondrement du cordon sanitaire, mort dans l'œuf¹⁸. Le Quai d'Orsay, principal intéressé parmi les Quatre par l'édification du mur antibolchevique, fut donc l'instance qui ressentit le plus sévèrement les conséquences de la naissance de ce foyer de désordre.

Clemenceau n'avait cependant pas l'intention de laisser un pays vaincu empoisonner l'Europe de l'Est et mettre ainsi à néant la résistance antibolchevique. Or, la situation interne française ne lui permettait pas d'intervenir directement en envoyant des troupes sur le terrain afin de mater la révolution hongroise, comme il l'aurait désiré. Conscient que le sentiment général du peuple et du Parlement français empêcherait que ne soient investis dans la guerre une seule vie ou un seul franc de plus, Clemenceau refusait d'aller à l'encontre de cette opinion. De plus, le Président du Conseil devait faire face à trois types d'ennemis internes¹⁹. D'abord, les socialistes s'opposaient à sa vision de la paix et favorisaient plutôt les idées wilsoniennes²⁰. Ensuite, les radicaux de gauche, alliés des socialistes et rassemblés autour de Joseph Caillaux, formaient le front d'opposition principal contre Clemenceau. Il devait donc tenir compte en tout temps de ces adversaires politiques qui ne manqueraient pas une occasion de le discréditer. Des années plus tard, dans ses Mémoires, Clemenceau expliqua : « à la Chambre mes adversaires, qui n'avaient abouti qu'à *rater la guerre* [souligné dans le texte], se mettaient en devoir, quoi que je fisse, d'établir que j'avais *raté la paix* [souligné dans le texte] »²¹. Ajoutons que les obstacles à une intervention militaire en Hongrie n'émanaient pas seulement de la France. Les Britanniques, Lloyd George en tête, voyaient d'un très mauvais œil toute action qui mêlerait les troupes alliées à la situation hongroise. Ce dernier tint même ces propos surprenants devant la Conférence : « On a parlé de supprimer la révolution en Hongrie. Je ne vois pas pourquoi nous le ferions : il y a peu de pays qui aient

¹⁷ Cité dans *DBFP*, vol. 1 (1919), doc. 9, Appendice D, p.79.

¹⁸ Kalervo Hovi, *op. cit.*, p.202.

¹⁹ Pour une présentation plus détaillée, voir Pierre Miquel, *La Paix de Versailles et l'opinion publique française*, Paris, Flammarion, 1972, p.16-17.

²⁰ La politique de Wilson à la Conférence était orientée autour de quelques idées centrales : l'autodétermination des peuples, l'abolition de la diplomatie secrète, la démocratie et la création de la Société des Nations.

²¹ Georges Clemenceau, *Grandeurs et misères d'une victoire*, Paris, Plon, 1930, p.136.

autant besoin d'une révolution »²² ! En somme, si l'intention première de Georges Clemenceau était bel et bien d'entrer directement en Hongrie pour couper l'herbe sous le pied de Bela Kun et de ses ambitions expansionnistes, il dut mettre de l'eau dans son vin. Ce repli s'explique par la nécessité pour le Président du Conseil de conserver le soutien de son Parlement et de sa population pendant les négociations de la paix, et par le fait que l'alliance franco-britannique était à l'époque l'élément central sur lequel reposait la sécurité française sur le continent²³.

Acculé au pied du mur suite à ces pressions, Clemenceau dut, bien malgré lui²⁴, faire des compromis avec la Hongrie. C'est pour cette raison qu'il adopta une politique plus attentiste envers Budapest, même si cette tactique n'était pas la plus noble et risquait même d'être perçue comme une preuve d'impotence²⁵. Plutôt que d'envoyer des troupes renverser Bela Kun, comme il l'aurait voulu²⁶, il proposait d'entourer la Hongrie d'une ceinture d'États alliés afin de créer autour d'elle un deuxième cordon sanitaire²⁷. Cette tactique, avec un peu d'aide de la « Providence »²⁸, pourrait, selon Clemenceau, éteindre le bolchevisme hongrois à petit feu et ainsi éliminer, sans perte de soldats français, la menace de désordre que représentait Budapest.

Reste que si le bolchevisme hongrois demeurait, comme l'espérait Clemenceau, cloîtré entre ses frontières, une intervention devenait de toute façon obsolète. Mais, comme nous l'avons vu, les discussions ayant lieu à la Conférence de la paix démontraient que les grandes puissances entretenaient à ce sujet peu d'espairs. La volonté évidente de la Hongrie de propager le bolchevisme en Europe avait changé son statut : de simple nation vaincue que,

²² *DCQ*, vol.1, p.57

²³ Ion M. Oprea, « Les Rapports entre les grandes puissances et la Roumanie à la Conférence de la Paix de Paris (1919-1920) », *Revue roumaine d'histoire*, vol. 20, no 2, Bucarest, 1981, p.317.

²⁴ Cité dans *DBFP*, vol. 1 (1919), doc. 3, p.20.

²⁵ *Ibid.*

²⁶ *Ibid.*

²⁷ *Ibid.*; Kalervo Hovi, *op. cit.*, p.201.

²⁸ Cité dans *DBFP*, vol. 1 (1919), doc. 3, p.20

malgré son caractère révolutionnaire, la Conférence aurait pu traiter avec indulgence²⁹, elle était devenue un noyau révolutionnaire, une menace pesante, une source de désordre.

Bien sûr, dans ce projet secondaire, la Roumanie occupait encore et toujours une place de choix. En plus d'être situés en bordure de la Hongrie, les Roumains avaient l'avantage d'entretenir une animosité, sinon une haine, très aiguë contre leurs voisins hongrois, ce qui rendait encore moins probable leur association avec Bela Kun. En somme, si la révolution russe avait signalé à l'attention du Quai d'Orsay l'importance nouvelle de la Roumanie dans une réorganisation européenne à la française, ce fut la formation, en plein milieu de l'Europe, de la République socialiste hongroise qui la concrétisa.

2.1.2 Faire de Budapest un exemple

La contagion bolchevique des États formant le cordon sanitaire n'était toutefois pas la seule inquiétude qui émana de la formation de la Hongrie de Bela Kun. L'année 1919 était celle de la paix. Au Quai d'Orsay, on comptait sur le fait que les quatre grandes puissances allaient être capables d'imposer les traités de paix, toujours en cours de rédaction, aux nations vaincues. En mars, quand Bela Kun prit le pouvoir, aucun de ces traités n'avait été finalisé : l'Autriche, la Hongrie, la Bulgarie, la Turquie et surtout l'Allemagne ne connaissaient toujours pas leur sort, mais comprenaient que dans tous les cas, les résolutions qu'on leur imposerait de Paris leur seraient sinistres, si ce n'est dramatiques. Or, la prise de pouvoir des bolcheviques hongrois avait eu lieu suite aux intentions claires des Quatre de rogner sévèrement les frontières de la Hongrie au profit de ses voisins. Les Alliés devaient donc être extrêmement prudents dans leur façon de réagir face à eux. Une trop grande clémence de la part des Alliés risquait de créer un précédent très hasardeux.

De cette réaction pouvait soudainement dépendre toute l'entreprise de la paix organisée par la France. Dans le cas où les Alliés traiteraient la Hongrie différemment des autres vaincus, voire avec une certaine indulgence, l'Autriche, la Bulgarie, la Turquie ou pire, l'Allemagne risquaient de suivre l'exemple de Budapest et de céder volontairement le

²⁹ *Ibid.*, p.14-15.

pouvoir aux bolcheviks afin d'éviter à leur tour les conséquences de la paix³⁰. Si cette possibilité venait à se concrétiser, elle mettrait à néant toute tentative de la France d'organiser le continent en sa faveur car chaque traité de paix se heurterait à une résistance solide.

Déjà, la question devint tout particulièrement sensible à la fin du mois de mars quand Bela Kun demanda à ouvrir des relations amicales avec la Conférence. Alors que les Britanniques et surtout les Américains étaient tout à fait ouverts à une telle éventualité puisqu'elle pouvait mener, si tout se passait bien, à une certaine entente entre les Hongrois et la Conférence, les plénipotentiaires français s'y opposèrent ardemment. Les propos du ministre des Affaires étrangères, Stéphane Pichon, reflétaient très bien la stratégie française dans cette affaire lorsqu'il dit :

Je considère comme absolument impossible de répondre à cette ouverture du gouvernement provisoire de Hongrie. Ce serait la plus grave des fautes [...] si la Conférence est incapable aujourd'hui d'imposer sa décision³¹ à un État ennemi, nous ne pouvons espérer faire la paix nulle part³².

À ses yeux, une telle démonstration d'indulgence et de coopération serait synonyme du désaveu de la puissance des membres de la Conférence qui, après avoir gagné la guerre, iraient eux-mêmes saboter la paix³³.

Il est aussi intéressant de voir que, dans cette affaire, Pichon liait automatiquement le sort de la Hongrie à celui de la Roumanie sans même que Wilson ou Orlando, qui avaient pris la parole avant lui, ne l'aient même mentionnée. Il formulait ainsi ses inquiétudes :

C'est un ennemi qui nous offre de négocier, et de négocier sur les intérêts des nationalités que nous avons promis de libérer. Si nous acceptons cette offre, nous nous aliénerons ces nationalités qui sont ou seront nos alliées [...] En ce qui concerne la Roumanie en particulier, nous sommes tenus plus que jamais de la soutenir au moment où nous la considérons comme une barrière contre le bolchevisme.³⁴

³⁰ Kalervo Hovi, *op. cit.*, p.198.

³¹ Pichon se réfère ici à la décision de la Conférence de reculer la frontière transylvaine hongroise à l'avantage de la Roumanie.

³² *DCQ*, vol.1, p.98-100.

³³ Kalervo Hovi, *op. cit.*, p.198.; Glenn E. Torrey, *Henri Mathias Berthelot...*, *op. cit.*, p.287.

³⁴ *DCQ*, vol.1, p.99.

Les seuls à emboîter le pas aux Français furent les Italiens par le biais du baron Sonnino, ministre des Affaires étrangères italien, qui appuya les propos de Pichon : « Le chantage bolcheviste ne doit pas procurer aux Hongrois un avantage; ce serait un précédent très dangereux »³⁵. Le président Wilson se fit ici l'avocat du diable et demeura un adversaire imperturbable de la ligne dure française. Au contraire du Quai d'Orsay dont la stratégie globale demandait qu'on soit sévère contre les dissidents afin de garder les puissances vaincus en respect, les Américains étaient convaincus qu'une attitude trop dure aurait l'effet contraire à celui escompté : plutôt que d'écraser le bolchevisme, elle finirait par pousser un pays après l'autre vers la révolution³⁶. Wilson était prêt à entrer en conversation « avec n'importe quel coquin, si ce qu'il [lui] propos[ait] [était] acceptable et que [son] honneur rest[ait] intact »³⁷. Les Britanniques soutinrent à leur tour les Américains et allèrent complètement à l'encontre des Français. Arthur Balfour, le ministre des Affaires étrangères britannique, traitait la demande hongroise avec une simplicité désarmante : « Je ne vois rien dans ce qu'on nous propose qui mettrait la Hongrie dans une situation différente de celle d'autres pays ennemis »³⁸.

Le Quai d'Orsay se retrouvait donc une fois de plus les mains liées. Si ses intérêts à court terme résidaient clairement dans l'éradication du foyer de contagion bolchevique hongrois, il demeurait capital de ne pas s'aliéner les Anglo-Saxons avec qui une alliance solide était primordiale au maintien de la paix sur le continent et donc à la sécurité française. Ici apparaît une certaine hiérarchisation des intérêts sécuritaires de la France : la Roumanie et le cordon sanitaire étaient d'une importance non négligeable dans le remaniement d'une Europe qui serait sécuritaire pour la France, mais en aucun lieu avaient-ils une plus grande valeur que le soutien des Britanniques et des Américains³⁹. On était bien conscient au Quai

³⁵ *Ibid.*, p.101.

³⁶ *Ibid.* Voir aussi Arno Mayer, *Politics and Diplomacy of Peacemaking. Containment and Counterrevolution at Versailles, 1918-1919*, New York, Alfred A. Knopf, 1967, 918p.

³⁷ *DCQ*, vol. 1, p.101.

³⁸ *Ibid.*, p.100.

³⁹ À ce sujet, l'historiographie est unanime. Voir surtout Zara Steiner, *The Lights that Failed. European International History, 1919-1939*, Oxford, Oxford University Press, 2005, 970p.; Margaret MacMillan, *op. cit.*; Sherman D. Spector, *Rumania at the Paris Peace Conference. A Study of the*

d'Orsay que si une autre guerre éclatait, l'allégeance de l'Europe de l'Est était importante, mais seule la participation des Anglo-Saxons serait, en dernière instance, déterminante. C'est dans cette optique qu'il faut expliquer l'attitude de Clemenceau qui se plia aux demandes de ses alliés et accepta d'envoyer en mission à Budapest un homme de confiance, Jan Smuts, afin, du moins, de mettre au clair les objectifs du nouveau gouvernement hongrois⁴⁰.

2.1.3 Le rôle de la Roumanie : citadelle française en Europe orientale

Ainsi, la politique de compromis mise en branle par Clemenceau ne devait pas s'expliquer par un refus de l'intervention militaire en Hongrie, mais bien par plusieurs facteurs externes : les ennemis internes du gouvernement, les pressions des Anglo-saxons et la nécessité de ne point compromettre et de prolonger l'alliance, née de la guerre, entre les grandes puissances. Ainsi, la France s'était vue imposer une politique vis-à-vis de la Hongrie qui allait à l'encontre de ce qu'elle considérait alors comme ses intérêts vitaux : ne point agir c'était faire le jeu des bolcheviques, c'était risquer de voir s'effondrer le projet de cordon sanitaire, c'était permettre à une nation vaincue de saboter la paix et d'inciter les autres à faire de même.

Une fois de plus, par l'intermédiaire de la guerre l'opposant à la Hongrie, la Roumanie vint ici s'afficher comme une alliée de premier plan et comme garante des intérêts français en Europe de l'Est. Aucune des grandes puissances n'était prête à envoyer des troupes à Budapest. Le 16 avril, après une incursion hongroise dans leur territoire, les Roumains prirent seuls l'initiative et traversèrent la deuxième ligne⁴¹ de démarcation imposée par la Conférence pour se rendre jusqu'à la Tisza, où ils restèrent jusqu'en juillet. Cette

Diplomacy of Ion I.C. Bratianu, New York, Bookman Associates, 1962, 368p et Traian Sandu, *Le Système de sécurité...*, *op. cit.*

⁴⁰ Premier Ministre d'Afrique du Sud et homme de confiance respecté par la Conférence, il fut envoyé à Budapest dans le but d'entrer en communication avec le gouvernement de Bela Kun. Son voyage ne donna pas de résultats et, à son retour, il conseilla à son tour aux Quatre d'adopter une politique attentiste. Voir à ce sujet Sherman D. Spector, *op. cit.*, p.117-119. et *DCQ*, vol. 1, p.166.

⁴¹ La première ligne était celle qui avait été imposée par l'armistice de novembre 1918 et que les Roumains avaient transgressée pour prendre contrôle d'une plus large partie de la Transylvanie.

transgression marque l'ouverture officielle du conflit roumano-hongrois, bien que de nombreuses altercations aient eu lieu antérieurement.

Cette deuxième avancée provoqua, à la Conférence, de nombreuses récriminations, surtout de la part de David Lloyd George et de Woodrow Wilson dont les propos, d'avril à juillet, dénotaient une exaspération frôlant l'animosité à l'égard des Roumains. Le premier ne cessa de blâmer très sévèrement la Roumanie, qui faisait selon lui partie des « petits peuples brigands »⁴² qui ne cherchaient qu'à tirer leur épingle du jeu dans le contexte d'après-guerre⁴³. Wilson fut tout aussi cinglant quand il répondit qu'« à [son] avis, [c'étaient] les Roumains qui [étaient] les principaux coupables »⁴⁴ du conflit et des troubles qu'il entraînait. Clemenceau, quant à lui, ne se fit entendre que très rarement. Il prit toutefois le temps de défendre la cause roumaine contre les récriminations de Lloyd George en lui répondant : « Les Roumains se sont arrêtés après notre dernière injonction. Ce sont nos experts militaires qui proposent maintenant qu'ils avancent [...] »⁴⁵.

Au mois de juin, la Conférence enjoignit au premier ministre roumain, Ion Bratianu⁴⁶, de se présenter à Paris afin de traiter de la question hongroise et de l'avancée roumaine. Ce dernier leur rappela l'objectif de leur entreprise militaire : « Nous avons voulu, dans un sentiment de solidarité avec l'Entente, marcher sur Pest pour aider au rétablissement de l'ordre. Les gouvernements alliés nous ont demandé de nous arrêter : nous l'avons fait et nous n'avons pas bougé depuis »⁴⁷. Ainsi, encore une fois, Clemenceau se retrouvait dans une

⁴² *DCQ*, vol.1, p.351.

⁴³ Précisons que les Britanniques hésitèrent longtemps avant de conférer le statut d'alliée à la Roumanie. La Grande-Bretagne et la Roumanie entretenirent donc des relations houleuses dès la fin de la Grande Guerre. Voir Dumitru Preda, Vasile Alexandrescu et Costica Prodan, *La Roumanie et sa guerre pour l'unité nationale. Campagne de 1918-1919*, Bucarest, Encyclopédiques, 1995, p.158.

⁴⁴ *DCQ*, vol.1, p.353.

⁴⁵ *Ibid.*, p.351.

⁴⁶ Clemenceau entretenait d'ailleurs une très grande animosité à l'égard de Bratianu. Le fait que le Président du Conseil ait favorisé la Roumanie malgré ses relations tendues avec son dirigeant démontre combien Bucarest était nécessaire dans la réalisation des intérêts français. Voir James W. Headlam, *A Memoir of the Paris Conference of 1919*, Londres, Methuen and Co., 1972, p.135; Harold Nicolson, *Peacemaking, 1919*, Londres, Constable and Co., 1933, p.137 et Constantin Kiritzesco, *La Roumanie dans la Guerre mondiale (1916-1919)*, Paris, Payot, 1934, p.488.

⁴⁷ *DCQ*, vol.1, p.369. Dans cette déclaration, Bratianu oubliait de mentionner tous les avantages qu'avait la Roumanie à avancer jusqu'à Budapest : s'assurer le contrôle de la Transylvanie,

position très inconfortable : approuver l'avancée roumaine et demander qu'ils marchent effectivement sur Budapest risquaient de lui aliéner les Anglo-Saxons pour lesquels la défiance roumaine était inacceptable, tout comme l'occupation de la capitale hongroise⁴⁸. D'un autre côté, Bratianu proposait en fait de régler à lui seul le problème hongrois et d'éradiquer, sans pertes françaises, ce foyer bolchevique. Comme on le voit par ce qui précède, un soutien trop public aux Roumains risquait donc d'indisposer les Anglo-Saxons cependant qu'un silence trop prolongé pouvait signifier la perte de cette alliée, pourtant si fidèle dans la lutte contre le bolchevisme et si indispensable dans la constitution du cordon sanitaire⁴⁹.

La Roumanie répondait donc trop directement aux intérêts de la France pour que cette dernière ne la laissât tomber. Ici, les documents de la Conférence deviennent soudainement trompeurs parce qu'ils ne dévoilent que la moitié du plan français, c'est-à-dire la nécessité de garder une alliance très serrée avec les Anglo-Saxons. Il faut plutôt se pencher sur les documents internes du Quai d'Orsay qui n'étaient destinés à l'époque qu'à des yeux français. Aussi, une note de département datant du 26 avril 1919 relate que le général Coanda, militaire roumain présent à Paris, annonça au général français Alby que les troupes roumaines ne planifiaient pas s'arrêter à la ligne qui leur avait été assignée, mais qu'elles comptaient plutôt occuper la Hongrie jusqu'à la Tisza⁵⁰. Ce n'est cependant pas le contenu de la dépêche en tant que tel qui importe ici, mais la note manuscrite qui y a été apposée dans un coin : « Cabinet du ministre. Le Président du Conseil a dit au général Alby de fermer les yeux sur l'avancée roumaine et de laisser faire »⁵¹. Clemenceau lui-même était donc au courant des

exercer une certaine autorité sur la Hongrie et éliminer le danger d'une attaque coordonnée entre Budapest et Moscou contre la Roumanie.

⁴⁸ Constantin Kiritzesco, *op. cit.*, Paris, Payot, 1934, p.490.

⁴⁹ Cette observation est en accord avec les conclusions de certaines études dont : Glenn Torrey, *Romania and World War I. A Collection of Studies*, Iasi, Oxford, Portland, The Center for Romanian Studies, 1998, p.328; Margaret MacMillan, *op. cit.*, p.125 et 133 et Traian Sandu, « La France et la Bessarabie roumaine de 1918 à 1920 : une reconnaissance difficile », *L'Établissement des frontières en Europe après les deux guerres mondiales : une étude comparée*, Berne, Peter Lang, 1995, p.369-387.

⁵⁰ Cité dans Traian Sandu, *La Grande Roumanie alliée de la France. Une péripétie des Années Folles? (1919-1933)*, Paris, L'Harmattan, 1999, p.61.

⁵¹ Cité dans *Ibid.*, p.62.

intentions des Roumains et non seulement ne les a-t-il pas arrêtés, mais il n'en a pas informé le Conseil suprême de la Conférence⁵². La Roumanie, en marchant vers Budapest, rendait donc bel et bien service à Paris car elle répondait à ses intérêts sécuritaires.

Les militaires roumains quittèrent la Tisza en juillet et firent leur entrée définitive à Budapest le 3 août 1919, poussant Bela Kun à l'exil. Pourtant, les autorités roumaines ne reçurent pas les félicitations et les remerciements auxquels elles s'attendaient, même de la part des Français. Le désaccord des Anglo-Saxons était prévisible, vu leur politique sévère à l'égard de la Roumanie depuis le début du conflit. Mais on s'attendait tout de même à Bucarest à recevoir un certain soutien de la part de Clemenceau, dont les intérêts étaient directement servis par l'occupation. En fait, on peut apercevoir, dès le début du mois d'août, les limites de l'alliance franco-roumaine. L'enjeu pour le Quai d'Orsay était de parvenir à éliminer le foyer bolchevique que représentait la Hongrie : une fois cette menace écartée, l'utilité de Bucarest revenait à son rôle premier d'élément du cordon sanitaire orientée contre la Russie. La présence des troupes roumaines à Budapest, où elles restèrent jusqu'en novembre malgré toutes les récriminations de la Conférence, y compris de la France, n'était plus justifiée aux yeux du Quai d'Orsay dont les objectifs avaient été atteints. L'épisode de l'occupation de la capitale hongroise ne fait que démontrer à quel point la France considérait la Roumanie comme simple *instrument* de sa politique.

2.2 *Le Figaro* : la Roumanie ou le pilier de la paix française

L'idée de sécurité ressort très clairement des documents du Quai d'Orsay dans ses relations avec la Roumanie en 1919. L'attitude du *Figaro*, journal bourgeois, fut plutôt guidée par son opposition au bolchevisme, perçu après la guerre comme un ennemi perfide et insidieux. Ainsi, le journal ne traita des questions hongroise et roumaine que tard dans le

⁵² Ajoutons que Louis Franchet d'Esperey, le commandant en chef des Armées alliées d'Orient, et Henri Mathias Berthelot, général français stationné en Roumanie, encourageaient et demandaient depuis plusieurs mois déjà l'occupation de Budapest par les Roumains. Voir surtout Sherman D. Spector, *op. cit.*; Glenn Torrey, *Romania and World War I...*, *op. cit.*; Glenn Torrey, *Henri Mathias Berthelot...*, *op. cit.*, 399p.

mois de mars, le 23, une fois la révolution hongroise accomplie. Cette seule information donne le ton à toute l'attitude du journal : *Le Figaro* ne considéra la Roumanie qu'en fonction du danger bolchevique. Conséquemment, Bela Kun ne s'attira pas au *Figaro* une grande sympathie, cependant que la Roumanie, qui combattait ces fauteurs de trouble, y trouva un support indéfectible. Toutefois, les motivations du *Figaro* n'étaient pas les mêmes qu'au Quai d'Orsay : alors que ce dernier incluait les Roumains dans une vision à long terme visant la sécurité de la France en Europe, *Le Figaro* gardait les yeux rivés sur la paix immédiate. Il ne s'agissait pas pour lui d'assurer l'avenir de la France, mais bien sa réussite dans le présent : la France devait imposer à l'Europe une paix qui saurait l'avantager à court terme. Pendant la guerre roumano-hongroise, la perception qu'eut le journal, autant du bolchevisme que de la Roumanie, n'était orientée que par cette idée première : gagner la paix ici et maintenant.

2.2.1 La Roumanie et le bolchevisme : un sujet omniprésent

Le sujet du bolchevisme fut omniprésent dans les pages du *Figaro*. Sur les 127 articles recensés, 48 traitèrent du bolchevisme de manière explicite, donc 37,8%. Sur ces 48 textes, 27 portaient directement sur la question et 21 l'abordaient⁵³. Plus important encore, de tous ces articles, 30 (62,5%) ont été imprimés à la une du journal et 15 ont été signés (tous à la une, à l'exception d'un seul). Raymond Recouly, dont le nom est revenu souvent, en a signé sept. Sinon, les noms qui reviennent le plus souvent sont ceux des deux rédacteurs en chef : Alfred Capus (deux) et Robert de Flers (trois).

Ces chiffres ne sont toutefois pas surprenants. Le gouvernement de Bela Kun étant de nature socialiste, il est normal que plusieurs articles traitant de la Hongrie et de ses déboires avec la Roumanie aient été intimement liés à la question bolchevique. Aussi, *Le Figaro* étant un journal de droite, il est aussi naturel que le bolchevisme y ait fait couler beaucoup d'encre. En effet, la grande majorité de son lectorat faisant partie de la classe bourgeoise, *Le Figaro*

⁵³ Les chiffres sont encore plus intéressants lorsque l'on étudie seulement la durée de vie du règne de Bela Kun, c'est-à-dire du 21 mars au 3 août. Dans ce cas, 39 articles sur 84 (46,43%) traitent du bolchevisme, presque la moitié.

dut se signaler rapidement, et souvent, comme un ennemi de la cause prolétarienne. Ces résultats sont d'ailleurs en accord avec le système de Mouillaud exposé plus haut : ils mettent en évidence l'existence d'une bidirectionnalité au *Figaro*⁵⁴. Ce dernier influençait ses lecteurs par la nature de son contenu et, inversement, devait ajuster son contenu en fonction des désirs et des intérêts de ses lecteurs. C'est en partie pourquoi le journal fut très clair à ce sujet : sur les 127 articles recensés, 32, dont douze signés, furent explicitement favorables à la cause roumaine et aucun à la Hongrie⁵⁵. À l'inverse, 26 articles, dont douze signés, prirent parti contre les Hongrois, alors qu'aucun n'a tenu un tel discours vis-à-vis de la Roumanie. De plus, des 23 articles signés compilés dans tout le corpus, 18 étaient favorables à la Roumanie, les autres étant strictement dirigés contre la Hongrie ou bien ne prenant pas clairement parti. La position du journal à l'égard du bolchevisme ne fait donc aucun doute. Sur ce point, il est possible que l'allégeance droitiste du journal ne soit pas suffisante pour expliquer le soutien indéfectible du *Figaro* à l'égard de la Roumanie. En effet, les recherches de Claire Blandin dans les archives d'entreprise du *Figaro*, que nous n'avons malheureusement pas eu la chance de consulter nous-mêmes, indiquent que le quotidien aurait pu être payé pour prendre publiquement parti en faveur de certains pays. Des États comme l'Italie, la Grèce⁵⁶, la Yougoslavie et même la Roumanie ont distribué, pendant l'entre-deux-guerres, des sommes parfois faramineuses au *Figaro* afin qu'il défende publiquement leurs intérêts⁵⁷. Il se peut donc que de telles activités aient eu lieu dès 1919 et qu'elles aient dicté en partie l'attitude du journal. Reste à voir comment *Le Figaro*, dans sa manière de traiter l'information, associa l'enjeu bolchevique à la question roumaine.

⁵⁴ Maurice Mouillaud, « Le Système des journaux. Théorie et méthodes pour l'analyse de presse », *Langages*, no 11, septembre 1968, p.61-83.

⁵⁵ Dans ce calcul, nous n'avons pas compté chaque article explicitement favorable à la Roumanie comme automatiquement défavorable à la Hongrie. Seuls les textes dont la position était clairement exprimée ont été comptés.

⁵⁶ Durant l'entre-deux-guerres, l'Italie fasciste a distribué environ 22 millions de francs à la presse française, dont le *Figaro*. Le gouvernement grec, quant à lui, a employé des moyens similaires et a distribué plus de 500 000 francs répartis entre *Le Figaro*, *Les Débats*, *Le Temps* et *Le Gaulois*. Ainsi, entre 1924 et 1929, *Le Figaro* a publié plusieurs suppléments sur la Grèce qu'il se faisait payer 9 000 francs chacun. Voir Claire Blandin, *Le Figaro. Deux siècles d'histoire*, Paris, Armand Colin, 2007, p.109.

⁵⁷ Claire Blandin, *op. cit.*, p.109.

2.2.2 Critique de la mollesse et de l'indécision du Quai

Après la mise en place de la république socialiste de Bela Kun, *Le Figaro* s'afficha comme un tenant de l'intervention militaire et n'eut de cesse de critiquer, et ce du mois de mars jusqu'à la chute de Bela Kun, la politique attentiste de l'Entente, surtout de la France. Dès le 25 mars, Raymond Recouly, le chef du service de politique étrangère au *Figaro* et journaliste confident du maréchal Foch de 1919 à 1928⁵⁸, s'indignait, dans un article titré *Le Scénario hongrois*, « des lenteurs et de l'inertie d'une Conférence sans direction, impuissante à régler quoi que ce soit »⁵⁹. Quelques mois plus tard, le 2 août, la veille de l'entrée des troupes roumaines à Budapest, le même éditorialiste demandait toujours la même chose : « Mieux vaudrait, à tous les égards, charger le maréchal Foch de régler une fois pour toutes cette situation. [...] Au lieu de se perdre en de vaines palabres, pourquoi diable ne le laisse-t-on pas agir? »⁶⁰. Le maréchal Foch récolta effectivement un très grand soutien au *Figaro* puisque, en plus d'être en liaison étroite avec Recouly, il symbolisait, en 1919, la manière forte et demandait à la Conférence de rassembler des troupes dans le but de renverser le nouveau gouvernement hongrois, permission qu'il ne reçut jamais. L'attitude du journal s'explique aussi en partie par l'influence du rédacteur en chef, Robert de Flers, envoyé sur le front oriental en 1914⁶¹, grand détracteur du peuple hongrois et fidèle partisan de la cause roumaine. De Flers fut attaché culturel à Bucarest en 1918 (il y remplaçait le ministre de France à Bucarest, le comte de Saint-Aulaire)⁶² et son implication en faveur de la Roumanie fit dire à Clemenceau, le 3 septembre 1919, que : « The pro-Roumanian (sic) attitude of the French Press at the present time was, in the main, due to the activities of M. Robert de

⁵⁸ Gérard Minart, *Clemenceau journaliste (1841-1929). Les Combats d'un républicain pour la liberté et la justice*, Paris, L'Harmattan, 2005, p.222. Ce détail est d'une importance capitale puisqu'il explique pourquoi *Le Figaro* prit une attitude si favorable vis-à-vis de Foch et de sa politique offensive au détriment de la stratégie plus attentiste de Clemenceau.

⁵⁹ *Le Figaro*, 25 mars 1919, p.1.

⁶⁰ *Le Figaro*, 2 août 1919, p.1.

⁶¹ Claire Blandin, *op. cit.*, p.99.

⁶² Traian Sandu, *Le Système de sécurité...*, *op. cit.*, p.66. et Glenn E. Torrey, *General Henri Mathias Berthelot and Romania. Mémoires et Correspondance, 1916-1919*, New York, Columbia University Press, 1987, p.220.

Flers »⁶³. C'est pourquoi, du début à la fin, l'attitude du *Figaro* face au bolchevisme hongrois était extrêmement sévère, bien plus que celle du Quai d'Orsay qui dut composer avec ses alliés.

2.2.3 À Budapest, on a édifié un épouvantail

Pour *Le Figaro*, et ce dès le mois de mars, la République des Conseils hongroise n'était qu'un trompe-l'œil. Le journal fut, sur ce point, sans équivoque. La Hongrie de Bela Kun ne pouvait être un véritable État révolutionnaire : elle constituait en fait une machination grossière grâce à laquelle les Hongrois tenteraient d'alléger les conséquences de leur défaite. C'est une fois de plus Raymond Recouly qui s'insurgea :

Car c'est uniquement d'une manœuvre qu'il s'agit, ou plutôt d'un chantage par le moyen de l'épouvantail bolchevique. Le gouvernement magyar, désireux de ne point payer ses dettes territoriales et financières, se déclare banqueroute, met les clefs sous la porte et passe la main à un régime de soviets⁶⁴.

La Hongrie devint non seulement un État bolcheviste, et donc une ennemie de la France telle que la concevait *Le Figaro*, mais aussi une frauduleuse création dont tous les efforts visaient à saboter ceux du Quai d'Orsay pour établir une paix avantageuse en Europe. Cette perception était d'ailleurs présentée, dans le journal, comme une certitude absolue, un danger réel. Le discours à ce sujet resta le même tout au long de la période à l'étude. Quelques jours après la mise en place du régime de Bela Kun, Recouly écrivait : « C'est là l'essentiel qu'il importe de ne pas perdre de vue. Toute cette opération n'est qu'un trompe-l'œil destiné à épouvanter l'Entente et à l'amener à de très importantes concessions »⁶⁵. Des mois plus tard, le 28 juillet, alors que la guerre roumano-hongroise tirait à sa fin, son analyse restait la même :

Il [le bolchevisme] constitue d'ailleurs une façade très commode derrière laquelle se cachent toutes sortes d'aspirations qui, différentes par leur origine et leur nature, ont

⁶³ Cité dans *DBFP*, vol. 1 (1919), doc. 50, p.611.

⁶⁴ *Le Figaro*, 25 mars 1919, p.1.

⁶⁵ *Ibid.*

toutes un but commun : saper de fond en comble l'œuvre entreprise par la Conférence de Paris, ruiner la victoire des Alliés⁶⁶.

Cette profonde inquiétude fut d'ailleurs à la source des nombreuses critiques que ce journal adressa au Quai d'Orsay et à sa politique attentiste. Dans l'optique du *Figaro*, il fallait agir, empêcher à tout prix les Hongrois, qualifiés par le rédacteur en chef Robert de Flers de race « odieuse », « hypocrite » et « orgueilleuse »⁶⁷, d'escamoter la paix française. *Le Figaro* n'attendit pas longtemps pour réclamer une intervention significative en Hongrie : la menace lui parut si réelle que déjà, le 27 mars, avant même que Bela Kun lui-même ait consolidé son pouvoir, on signalait le danger. En effet, dans un article anonyme au titre évocateur, *Le Péril hongrois*, on mettait le gouvernement français en garde : « L'important est de ne pas laisser aux milices hongroises les dangereux loisirs que l'on a prodigués aux armées rouges de Russie »⁶⁸. La sévérité du *Figaro* s'expliquait par la manière dont on y concevait l'aventure hongroise : perdre Budapest, c'était perdre l'Europe, rien de moins. L'enjeu, qui semblait pourtant limité à la Hongrie proprement dite, était au contraire global. Ce fut à nouveau Raymond Recouly qui énonça, dans un article titré *La Riposte nécessaire*, la gravité de la situation, l'importance capitale de la décision que prendraient les Alliés par rapport aux Hongrois : « Elle indiquera s'ils sont vraiment résolus à ne pas laisser mettre en question les conséquences de leur victoire. Le sort de la paix et, dans un sens, l'avenir de l'Europe dépendent de cette décision »⁶⁹. Une intervention était donc d'autant plus pressante que l'enjeu était on ne pouvait plus primordial.

2.2.4 La contagion bolchevique ou l'échec de la victoire

La menace de la contagion bolchevique en Europe de l'Est prit chez *Le Figaro* des allures d'apocalypse. On imaginait déjà les Bulgares, les Autrichiens et même les Turcs céder le pouvoir à un gouvernement bolchevique dans le but d'imiter les Hongrois et d'escamoter la

⁶⁶ *Le Figaro*, 28 juillet 1919, p.1.

⁶⁷ Selon les mots de Robert de Flers dans son article *Nos Ennemis les Hongrois* aux tendances racistes flagrantes. Dans *Le Figaro*, 27 août 1919, p.1.

⁶⁸ *Le Figaro*, 27 mars 1919, p.1.

⁶⁹ *Le Figaro*, 29 mars 1919, p.1.

paix des Alliés. Devant cette menace pesante, *Le Figaro* insistait pour que la Roumanie, assaillie de toute part, puisse résister à la vague bolchevique. Les articles mettant l'accent sur ce danger furent multiples et parfois très alarmistes. Ils portaient tous d'une même idée : « le bolchevisme, que ce soit en Russie ou en Hongrie, est condamné, par sa nature même, à s'efforcer de s'agrandir. Il faut qu'il gagne les pays limitrophes ou qu'il disparaisse »⁷⁰. Ainsi, empêcher la Roumanie d'intervenir en Hongrie pour respecter une politique attentiste, c'était abandonner l'Europe de l'Est au bolchevisme, c'était permettre que se referme lentement mais sûrement l'étau formé par la Hongrie et la Russie. C'est, entre autres, dans cette optique que la stratégie de Clemenceau vis-à-vis de la Hongrie était complètement inacceptable pour *Le Figaro* : refuser d'agir, ce n'était rien d'autre que d'accepter de perdre.

Dès le 24 mars, Raymond Recouly prévenait ses lecteurs des risques de contagion imminents :

L'extension du bolchevisme à l'Europe centrale (qui nous prouve que demain Vienne ne suivra pas l'exemple de Budapest?) peut, d'après leurs calculs, avoir pour effet de tout troubler, de tout confondre. Et au milieu de cette confusion universelle, il n'y aura bientôt plus *ni vainqueurs ni vaincus*. Tous les résultats de notre victoire seront purement et simplement escamotés⁷¹.

Il répétait encore ses avertissements à la fin juillet :

[...] vis-à-vis des Magyars déjà en pleine révolte et bafouant les décisions de la Conférence, vis-à-vis des Bulgares, des Turcs qui seraient peut-être tentés d'imiter les Magyars, où trouvera-t-on la force nécessaire pour faire exécuter les clauses du traité de paix? Tout cela risque d'aboutir à la confusion et au gâchis!⁷²

On sonnait donc l'alarme au *Figaro* : le Quai d'Orsay, pour servir les véritables intérêts de la France, devait agir, avec ou sans les bons vœux de l'Entente.

Il est aussi intéressant de noter qu'alors qu'à Paris on percevait plutôt Bucarest comme l'agresseur dans l'affaire hongroise, *Le Figaro* n'hésitait pas à s'apitoyer sur le sort de la Roumanie qu'il jugeait victime d'une vaste machination organisée entre Budapest et

⁷⁰ *Le Figaro*, 28 juillet 1919, p.1.

⁷¹ *Le Figaro*, 24 mars 1919, p.1.

⁷² *Le Figaro*, 28 juillet 1919, p.1.

Moscou. On trouve trace de cette attitude somme toute étonnante dans un très court article anonyme qui disait que :

L'intention des bolchevistes hongrois est visiblement de détruire l'armée roumaine et de donner la main aux bolchevistes russes. Ils espèrent sans doute que les Bulgares et les Autrichiens, mécontents des décisions de la Conférence, passeront au bolchevisme; mais, avant tout, ils cherchent, c'est leur principal objectif, à détruire la Roumanie qui leur fait obstacle⁷³.

Les Roumains étaient donc encore et toujours dépeints comme le seul élément vraiment solide dans un océan de chaos et de désordre bolcheviques.

Mentionnons toutefois que si on craignait, au *Figaro*, que le bolchevisme ne parvint à s'étendre en Europe, on ne s'y inquiétait pas trop pour le sort de la France proprement dite. On ne réclamait pas une intervention militaire immédiate dans le but d'empêcher le bolchevisme d'atteindre Paris, mais bien, comme ce fut le cas jusqu'ici, dans le souci de sauvegarder la paix. Le rédacteur en chef du *Figaro* lui-même, Alfred Capus, précisa cette nuance :

En parodiant le vers fameux, quand la Chambre des députés a bu, la France n'est pas ivre pour cela. De l'hymne au bolchevisme qui a été chanté sur les bancs du parti unifié, il ne faut pas conclure que la France est menacée par l'infection russe [...] La France, par sa victoire, si elle n'en laisse pas perdre les fruits, et par sa fortune que les paysans sauront défendre, semble donc un terrain où le bolchevisme n'a aucune chance de s'installer⁷⁴.

Il ne faut donc, en aucun cas, comprendre les inquiétudes du *Figaro* comme se rapportant à la situation politique interne à la France. L'intérêt du *Figaro* dans l'affaire hongroise était encore et toujours de sauver la paix française.

2.2.5 La Roumanie : promesse d'ordre et de paix futurs

C'est d'ailleurs pour cette même raison que Bucarest reçut un traitement si favorable dans les pages du *Figaro*. L'apparition de la Roumanie dans le journal coïncida parfaitement avec l'arrivée au pouvoir de Bela Kun : le premier article du mois de mars à souligner

⁷³ *Le Figaro*, 24 juillet 1919, p.2.

⁷⁴ *Le Figaro*, 25 mars 1919, p.1.

l'importance du peuple roumain date du 24⁷⁵, trois jours après la formation de la république socialiste. Ce synchronisme reflète bien la mise en parallèle opérée par *Le Figaro* : à partir du moment où la Hongrie se joignit au mouvement bolcheviste, la Roumanie devint le symbole de la défense de l'ordre, de la paix européenne et surtout, des intérêts français. Le journal chercha dès lors chez le peuple roumain l'initiative que son propre gouvernement ne voulait pas prendre : une intervention militaire visant à démettre Bela Kun. Déjà, le 29 mars, excédé par la lenteur de la Conférence dans l'affaire hongroise, Raymond Recouly se soulageait de l'existence d'une autre option :

La Hongrie est heureusement entourée d'États⁷⁶ qui sont nos alliés et qui sont plus intéressés encore que nous-mêmes à écraser dans le germe cette révolte ouverte des vaincus contre les vainqueurs. Il s'agit d'utiliser immédiatement leurs bonnes dispositions et leurs forces⁷⁷.

Permettre à la Roumanie d'agir c'était donc donner une chance à la paix française. Cependant, comme nous l'avons dit, le Quai d'Orsay était à l'époque tiraillé entre le soutien à donner aux Roumains et l'importance de ne pas créer de brèche dans ses relations avec les Anglo-Saxons. Cette hésitation fut perçue au *Figaro* comme une pure inconséquence puisqu'on n'y voyait que les avantages à court terme de l'intervention roumaine. Selon Recouly, le plan à suivre était clair : « L'Angleterre, l'Amérique, la France, l'Italie, doivent indiquer, par des actes, non plus par des mots, qu'elles sont, de tout leur pouvoir, derrière eux [États ennemis de la Hongrie], qu'elles sont prêtes à jeter toutes leurs forces dans cette partie décisive »⁷⁸. L'enjeu n'était-il pas assez important pour que toutes les grandes puissances décident de s'y investir pleinement ? Néanmoins, l'initiative concertée souhaitée par *Le Figaro* ne vint pas, et au mois d'avril, les Roumains agirent seuls et entrèrent en territoire hongrois. Cette avancée, qui mérita maintes récriminations à la Roumanie de la part de la Conférence, fut applaudie au *Figaro*. Le 11 mai, un article

⁷⁵ Dans cet article, Raymond Recouly souligne que les Roumains avaient averti à plusieurs reprises le gouvernement français des risques de l'apparition de régime bolchevique en Hongrie. Voir *Le Figaro*, 24 mars 1919, p.1.

⁷⁶ Recouly faisait ici référence, outre la Roumanie, à la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie et la Pologne.

⁷⁷ *Le Figaro*, 29 mars 1919, p.1.

⁷⁸ *Ibid.*

anonyme félicita la Roumanie en ces mots : « L'armée roumaine, presque en haillons et pieds nus, a fait vaillamment son devoir au nom de l'Europe civilisée et du sentiment de l'ordre »⁷⁹. L'intervention militaire des Roumains fut donc immédiatement perçue comme un service rendu à la France, comme la démonstration de leur dévouement à la paix alliée. Nulle part dans les lignes du *Figaro* fut-il mentionné que la Roumanie était d'abord et avant tout mue par des intérêts purement nationaux liés à ses ambitions territoriales, et non par la soif de justice que lui assignait le journal. La Roumanie, sous la plume du *Figaro*, était bel et bien l'agente de la paix, la citadelle française qu'avait voulue Foch.

L'acclamation du *Figaro* ne s'arrêta d'ailleurs pas là. Son soutien inconditionnel à la cause roumaine s'observa tout au long de la période étudiée. Pourtant, au Quai d'Orsay, l'arrivée des troupes roumaines à Budapest créa un froid palpable dans les relations franco-roumaines. Ce phénomène n'eut pas lieu au *Figaro* : l'occupation de la capitale hongroise par les alliés roumains fut plutôt synonyme de victoire et de réjouissance. Le 5 août, Raymond Recouly célébrait :

Par la vaillance héroïque de leurs troupes, obligées, la paix venue, d'affronter de nouveaux combats, par leurs sacrifices, ils viennent de délivrer l'Europe d'un des deux cancers bolcheviques qui risquaient de la contaminer [...] Les Roumains ont rendu là un immense service à la civilisation et à l'humanité⁸⁰.

Quelques jours plus tard, le 21 août, ce fut au tour de Denys Cochin, partisan de la droite monarchiste, journaliste et député de la ville de Paris, dans un éditorial de la première colonne de la une, de s'extasier devant le tour de force roumain :

Ils sont vaincus. Budapest accueille les Roumains comme des libérateurs. C'est le coup le plus sensible porté au bolchevisme, depuis la naissance de cette anarchie sauvage, et d'invention tudesque [...] Quelle peut être l'attitude des Alliés vis-à-vis de l'allié roumain si fidèle pendant les années terribles, et qui persiste avec tant d'intelligence et de courage à servir, dans la nouvelle Europe, la cause de l'ordre et de la liberté⁸¹ ?

Une fois de plus, le journal fut donc sans équivoque : son discours, du mois de mars à la fin août n'oscilla pas une seconde. La Roumanie demeura en tout temps une alliée de

⁷⁹ *Le Figaro*, 11 mai 1919, p.1.

⁸⁰ *Le Figaro*, 5 août 1919, p.1.

⁸¹ *Le Figaro*, 21 août 1919, p.1.

choix, « le dernier rempart opposé au bolchevisme »⁸², l'agente de l'ordre et surtout, un instrument indispensable dans l'imposition d'une paix française en Europe. Ces qualités motivèrent, au *Figaro*, un soutien inébranlable envers le peuple roumain et une intransigeance sévère envers la Hongrie bolchevique. Les désaccords entre *Le Figaro* et le Quai d'Orsay provinrent précisément du fait que le premier désapprouvait complètement des compromis du deuxième, cependant que le deuxième ne pouvait se permettre la passion du premier. *Le Figaro* échappait aux obligations d'une *Realpolitik* à laquelle Clemenceau dut, en dernière instance, se soumettre.

2.3 *L'Humanité* : le mercenaire roumain à la solde de l'impérialisme français

L'Humanité, quant à lui, s'inscrivit en total désaccord avec le discours du *Figaro*. Toutefois, il n'en fut pas moins en complète opposition face à la politique du Quai d'Orsay. La Roumanie, sous la plume de *L'Humanité*, perdit tout son caractère de protectrice de l'ordre, de gardienne de la paix française. Si on y comprenait aussi son caractère de « citadelle » française, ce qualificatif prit toutefois une connotation très négative. De pilier de la cause française, Bucarest devint la capitale de la réaction européenne, mercenaire à la solde du gouvernement français, le plus réactionnaire de tous. La formation de la République socialiste hongroise puis l'avènement de la guerre roumano-hongroise permirent à *L'Humanité* d'exposer à la fois son allégeance à la cause bolchevique et son rejet complet des politiques antirévolutionnaires.

2.3.1 La Roumanie et le bolchevisme : quelques chiffres

Du mois de mars au mois d'août 1919, l'analyse matérielle du traitement de l'information sur la question de la Roumanie et du bolchevisme met en valeur des chiffres encore plus impressionnants à *L'Humanité* qu'au *Figaro*. Sur 151 articles, 76 ont le

⁸² *Le Figaro*, 3 avril 1919, p.1.

bolchevisme comme sujet principal tandis que 29 abordent la question pour un total de 105, soit 69,54% du corpus⁸³. Ce chiffre déjà très révélateur grimpe à 82,47% lorsqu'on limite la période strictement à la durée de vie de la République socialiste hongroise, c'est-à-dire du 21 mars au 3 août. Cependant, contrairement au *Figaro* qui comptait moins d'articles sur le bolchevisme, mais dont plus de la moitié furent publiés à la une, seulement trois des 105 textes se sont glissés en première page dans *L'Humanité*. Le reste, soit 102 articles, fut publié en page trois. Aussi, 28 des articles traitant du bolchevisme furent signés, ce qui représente 71,79% de tous les articles signés de ce corpus. Ces textes sont signés par plusieurs auteurs différents : Phédon (six), le journaliste écrivant sous le nom de « P. »⁸⁴ (six), Daniel Renoult (trois), André Pierre (deux) et d'autres. La diversité des auteurs démontre que l'information recueillie n'est pas le résultat d'une seule voix, mais bien celle du journal en entier. Plus significatif encore, sur les 151 articles recensés, 33 sont favorables à la Hongrie et aucun à la Roumanie. Inversement, 34 articles sont explicitement défavorables aux Roumains alors qu'un seul prend position contre la Hongrie⁸⁵. Le reste du corpus était constitué, pour la majeure partie, de dépêches tirées du fil de presse ne prenant pas clairement position.

Les articles reliant le thème du bolchevisme à l'épisode hongrois sont donc très nombreux. Cette donnée révèle d'emblée deux informations capitales. D'abord, la question du bolchevisme était, en 1919, d'une grande importance pour les directeurs de *L'Humanité*. Avant même que le journal ne devienne l'organe officiel de parti communiste français, beaucoup d'attention fut accordée au bolchevisme, à son développement et à son expansion. Il faut dire cependant que le journal était, déjà avant la guerre, très bien intégré à la SFIO⁸⁶. À partir du huitième Congrès national, qui eut lieu en 1911, la SFIO assura le contrôle de la

⁸³ Comme pour toutes les autres sections, ce corpus rassemble seulement les articles liés à la situation hongroise et/ou à la Roumanie. Les textes portant sur la question du bolchevisme seule ou qui aborde le sujet, mais dans lesquels aucun lien n'est établi avec la Hongrie et la Roumanie ne furent pas pris en compte.

⁸⁴ Notons toutefois qu'il est possible que les auteurs se nommant Phédon et P. soient la même personne. Si cela était le cas, ce journaliste rassemblerait à lui seul près de la moitié des articles signés, réduisant significativement la diversité des auteurs.

⁸⁵ D'ailleurs, cet article date d'après le régime de Bela Kun : il critique donc la Hongrie de l'archiduc Joseph (Habsbourg) et non la Hongrie socialiste.

⁸⁶ Christian Delporte (dir.) *et al.*, *L'Humanité de Jaurès à nos jours*, Paris, Nouveau Monde, 2004, p.39.

partir du huitième Congrès national, qui eut lieu en 1911, la SFIO assura le contrôle de la direction du journal et eut donc une très grande influence sur son développement et sur le ton de sa ligne éditoriale⁸⁶. De sorte que *L'Humanité* de Marcel Cachin n'était pas seulement de tendance socialiste, il était bel et bien le journal du parti socialiste français. Ensuite, et c'est ce qui nous intéresse plus particulièrement, ce chiffre révèle que presque chaque fois où le conflit roumano-hongrois fut traité dans le journal, il fut lié au thème du bolchevisme : cela démontre qu'on considérait les deux questions comme indissociables. Conséquemment, toutes les actions roumaines en Hongrie furent elles aussi associées à la question bolchevique. Cette section est donc basée sur un grand nombre d'articles qui, mis ensemble, révèlent à la fois l'attitude de *L'Humanité* à l'égard du bolchevisme, du gouvernement de Bela Kun, de la politique clémenciste en Europe orientale et de la Roumanie proprement dite.

2.3.2 Critique de la politique du Quai : à bas la réaction

Ainsi, alors que *Le Figaro* critiquait le Quai d'Orsay pour la mollesse et l'indécision de sa politique, *L'Humanité* lui reprochait plutôt d'entretenir une politique violente et injuste. La différence d'analyse entre les deux journaux sur ce point est totale. Le 25 mars, le jour même où Raymond Recouly plaidait pour une intervention en Hongrie, Daniel Renoult, un des fondateurs du parti socialiste unifié et responsable de la rubrique parlementaire du journal depuis 1912, mettait en garde Clemenceau contre toute action militaire :

Que veut-on donc? De quelle immense croisade de contre-révolution ne rêve-t-on pas? Toute l'armée française va-t-elle être rappelée pour aller écraser les Soviets de Hongrie, puis ceux de Russie? [...] Que M. Clemenceau prenne garde : la guerre qu'il n'a pas osé déclarer, mais qu'il poursuit en fait, avec autant de violence que de perfidie, contre les révolutions orientales, c'est une guerre sociale⁸⁷.

Le journal accorda donc d'emblée son soutien à la révolution hongroise et avant même que la France n'entreprit quoi que ce soit, il n'hésita pas à l'accuser d'avoir des intentions on ne peut plus belliqueuses. Cette tendance empira d'ailleurs rapidement dès le début des combats entre Roumains et Hongrois. Alors que la Conférence n'avait pas eu de rôle à jouer dans

⁸⁶ *Ibid.*, p.61.

⁸⁷ *L'Humanité*, 25 mars 1919, p.3.

entre Roumains et Hongrois. Alors que la Conférence n'avait pas eu de rôle à jouer dans l'avancée roumaine, si ce n'est de n'avoir justement rien fait, ce fut elle qui écopa des critiques les plus sévères chez *L'Humanité* et non pas les Roumains eux-mêmes. Le 6 mai, Daniel Renoult blâmait les grandes puissances pour le sort désarmant qu'elles avaient réservé à la Hongrie : « Une nation est écrasée par la force, violentée dans sa volonté, dépouillée d'une partie de ses territoires : c'est la nation hongroise, et c'est l'Entente qui commet le crime »⁸⁹. Le titre de l'article, *Une Honte nationale*, démontrait d'ailleurs qu'une large partie des événements ayant lieu en Hongrie étaient mis sur la faute du gouvernement de Clemenceau. Nulle part parlait-on, dans les pages de *L'Humanité*, de politique attentiste, de compromis ou de mollesse : Clemenceau et ses acolytes prirent plutôt le rôle d'envahisseurs et de criminels, purement et simplement.

Surtout, les motivations du gouvernement français ne se trouvaient pas, selon le journal, dans la recherche de la sécurité nationale. Les articles de cette époque expliquaient la politique du Quai par son caractère foncièrement impérialiste et donc forcément antirévolutionnaire. L'attitude du gouvernement français envers la Hongrie révolutionnaire était d'abord et avant tout dictée par la réaction, non la sécurité. Une fois de plus, ce fut Daniel Renoult qui présenta aux lecteurs de *L'Humanité* les « véritables intentions » de la Conférence, et de la France en particulier :

Pour eux [les chefs d'États des grandes puissances], le véritable ennemi ce n'était pas [...] le militarisme prussien, c'était l'esprit révolutionnaire [...] Ainsi s'explique toute la politique de l'Entente [...] que dirigea surtout en ces matières le gouvernement français le plus réactionnaire du monde⁹⁰.

Sous cette optique, le cordon sanitaire, que le Quai d'Orsay avait conçu comme dispositif de défense contre l'expansion bolchevique en Europe, devenait l'outil et le symbole par excellence de l'impérialisme français. *L'Humanité* le décrit en ces mots : « Il fallait par "le cordon sanitaire", c'est-à-dire, par l'occupation militaire de la Roumanie, de la Hongrie, de la Bohême, de la Pologne, *tenir sous le joug* [nous soulignons] les populations de ces pays,

⁸⁹ *L'Humanité*, 6 mai 1919, p.3.

⁹⁰ *L'Humanité*, 25 mars 1919, p.3.

pour y prévenir tout mouvement à tendance socialiste »⁹⁰. La consternation du Quai d'Orsay vis-à-vis de l'avènement de la Hongrie socialiste fut elle-même remise en doute :

Il n'est pas douteux que les chancelleries de l'Entente ne soient au fond satisfaites des événements de Budapest. Ils font, en effet, table nette de l'armistice de Belgrade, armistice où aucune des questions intéressant les alliés d'Orient n'avait été prévue, et qu'on était amené à leur laisser violer tous les jours⁹¹.

L'impérialisme du gouvernement français et son désir de soumettre l'Europe de l'Est à son emprise étaient donc perçus comme les facteurs dominants dans le développement des relations de la France avec la Hongrie et la Roumanie.

Les deux journaux étudiés analysèrent donc la politique française face au bolchevisme on ne peut plus différemment. Pour Clemenceau, l'attitude du Quai d'Orsay demeurait attentiste, pleine de précaution et de compromis. *Le Figaro*, quant à lui, perçut cette même politique comme molle, faible et trop permissive tandis que *L'Humanité* y saisis plutôt une tentative de faire main basse sur l'Europe de l'Est, dominée par un esprit réactionnaire et antirévolutionnaire. De sorte que trois interprétations du même phénomène étaient déjà perceptibles dès l'accession de Bela Kun au pouvoir.

2.3.3 *L'Humanité* accueille la « contagion bolchevique »

L'attitude de *L'Humanité* par rapport à l'expansion bolchevique, que le Quai et *Le Figaro* craignaient tant, fut, sans surprise, extrêmement positive. Le journal accorda immédiatement son soutien à Bela Kun qui symbolisait en fait la première étape vers la victoire de la révolution mondiale annoncée par Lénine. Aussi, à *L'Humanité*, on considérait la Hongrie bolchevique comme l'indicatrice des changements à venir. On y publia, le 29 mars, une entrevue avec M. Bolgar, ambassadeur de la République hongroise à Berlin, qui clamait que :

⁹⁰ *Ibid.*

⁹¹ *L'Humanité*, 26 mars 1919, p.3.

Les gouvernements alliés n'auront pas la folie de partir en guerre contre un mouvement mondial aussi formidable que le bolchevisme. Car la transformation de la Hongrie n'est qu'une étape de petite importance parcourue par la révolution mondiale⁹².

Dans le même ordre d'idées, le 6 avril, le journaliste écrivant sous le pseudonyme de Phédon⁹³ écrivait que « La révolution communiste hongroise de mars 1919 s'inscrit à côté des grands événements révolutionnaires qui ont clôturé la guerre mondiale, et en annonce d'autres. Elle n'est qu'un anneau dans une chaîne »⁹⁴. La « contagion bolchevique » prit donc ici une connotation bien plus positive : son débordement hors de la Russie était non seulement inévitable, mais profondément souhaitable. À cet égard, la Hongrie devait en quelque sorte être porteuse de la bonne nouvelle et permettre que l'Europe tout entière, État par État, succombe à la dictature du prolétariat. Ce qui était qualifié comme « anarchie sauvage » à la même époque au *Figaro* devint, sous la plume de *L'Humanité*, un tournant pour le mieux, une amélioration de la condition humaine qu'il fallait à tout prix encourager.

2.3.4 Le véritable ennemi est à Bucarest

Il n'est donc nullement surprenant de constater chez *L'Humanité* une féroce opposition à la cause roumaine qui se fit l'ennemie par excellence de l'esprit révolutionnaire dans l'affaire hongroise. Il est toutefois intéressant de remarquer que *L'Humanité* ne blâma jamais, ou alors très rarement, la Roumanie seule : à chaque fois, on s'efforçait de rappeler qu'elle⁹⁵ agissait en tout temps pour les intérêts de la France réactionnaire au service de laquelle elle s'était placée. Alors que l'invasion de la Hongrie par les troupes roumaines vint confirmer au *Figaro* son rôle d'agente de la paix et de l'ordre, ce même événement lui mérita à *L'Humanité* le titre peu flatteur de « mercenaire de la réaction ».

⁹² *L'Humanité*, 30 mars 1919, p.3.

⁹³ Ce journaliste fut l'auteur d'une série d'articles nommée *La Vie internationale* qui présentait et analysait les relations internationales de l'époque.

⁹⁴ *L'Humanité*, 6 avril 1919, p.3.

⁹⁵ La Roumanie n'est pas la seule dans cette position: la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie ont reçu un traitement très similaire dans la période étudiée.

Ainsi, dès le début du conflit roumano-hongrois, *L'Humanité* présenta la Roumanie et la Conférence de la paix comme deux insidieuses complices, ennemies farouches de la révolution qui devait tôt ou tard englober l'Europe. Dans ce sournois duo réactionnaire, le gouvernement français était la tête pensante, élaborant les plans visant à contrecarrer tout soulèvement alors que Bucarest vendait à prix d'or ses services pour les concrétiser. Agissant toujours de pair, leur culpabilité était donc égale et indissociable. Les accusations et les critiques de *L'Humanité* dans l'affaire hongroise s'adressèrent donc aux deux instances, jugées coupables du même crime. Le 4 mai, un journaliste anonyme se désolait de constater que « La Roumanie s'[était] fait l'instrument aveugle de l'Entente, et tent[ait] d'écraser le gouvernement communiste de Hongrie »⁹⁷. Un autre article, écrit deux jours plus tard, précisait l'influence et la responsabilité de la France elle-même dans le conflit : « Le prolétariat français se souviendra que c'est un général français, agissant au nom de l'Entente, qui a étouffé la révolution hongroise, au moyen de mercenaires roumains et tchécoslovaques »⁹⁸. Des mois plus tard, l'opinion de *L'Humanité* n'avait toujours pas changé. Le 25 août, presque un mois après l'entrée des troupes roumaines à Budapest et l'exil de Bela Kun, on publia un article titré *Le Grave Danger que représente la réaction roumaine*, dans lequel on tenait encore le même discours : « Le gouvernement roumain, mandaté par l'Entente, s'est rendu coupable d'un crime odieux : il a écrasé la République communiste de Hongrie et rétabli la toute puissance du capitalisme à Budapest »⁹⁹. Les textes reflétant la même idée reviennent sans cesse dans le journal. *L'Humanité* épuisa le champ lexical du mercenariat pour qualifier la Roumanie : « mercenaires »¹⁰⁰, « instrument aveugle »¹⁰¹, « soldats recrutés à prix d'or »¹⁰², « hordes au service du capitalisme »¹⁰³, « soldatesque »¹⁰⁴, etc. Au total, dix-huit occurrences, dont quatorze trouvées dans des articles signés. De tous

⁹⁷ *L'Humanité*, 4 mai 1919, p.3.

⁹⁸ *L'Humanité*, 6 mai 1919, p.3.

⁹⁹ *L'Humanité*, 25 août 1919, p.3.

¹⁰⁰ *L'Humanité*, 6 mai 1919, p.3; 10 mai 1919, p.3; 16 juin, p.3; 18 juin, p.3; 15 juillet, p.3.

¹⁰¹ *L'Humanité*, 4 mai 1919, p.3

¹⁰² *L'Humanité*, 6 mai 1919, p.3.

¹⁰³ *L'Humanité*, 13 juin 1919, p.3.

¹⁰⁴ *L'Humanité*, 14 août 1919, p.3.

les articles signés qui ont été compilés dans le corpus (39), neuf firent allusion au caractère de mercenaire de la Roumanie, presque le quart (23,08%).

Si la tendance générale fut effectivement de considérer la France et la Roumanie comme deux acolytes dans l'affaire hongroise, *L'Humanité* ne manqua cependant pas de soulever le caractère profondément « impérialiste » des Roumains. Ainsi, Phédon, dans un de ses nombreux articles, rappela à ses lecteurs que « La Roumanie est au nombre des États qui prétendent jouer un rôle de premier plan dans l'Europe orientale. Elle vise à tirer parti de tous les événements [...] »¹⁰⁵. À nouveau le 18 août, dans son article *La Vie internationale : autour de la Hongrie*, Phédon se plaignait de « L'impérialisme roumain qui s'est affirmé dans sa brutalité cynique à l'encontre de la Hongrie, qui a été envahie et mise à sac »¹⁰⁶. *L'Humanité* jugeait ici la Roumanie avec un peu plus de réalisme que *Le Figaro* qui nulle part ne mentionnait l'incroyable avantage qu'elle avait à entrer elle-même à Budapest et à prendre le contrôle de la Transylvanie. Les critiques du journal de gauche allèrent même plus loin. On s'attaqua au régime monarchique roumain qui était le symbole d'une nation rétrograde et désuète dont le caractère même d'alliée devait être remis en question. C'est le journaliste André Pierre qui, le 27 juin, posa la question et y répondit :

La Roumanie, pays démocratique? [...] La Roumanie est encore en pleine féodalité, et son régime d'oppression du paysan et du juif est cent fois moins libéral que celui de notre ennemie des Balkans, la Bulgarie¹⁰⁷.

Non content de lui prêter le titre de mercenaire de la réaction, *L'Humanité* suggérait même que la Roumanie appartenait en fait au camp ennemi. C'est peut-être dans ce portrait que l'on peut le mieux saisir à quel point *L'Humanité* était en complet désaccord avec toutes les initiatives roumaines dans l'affaire hongroise. La Roumanie, qui s'était battue avec la France et dont les soldats étaient morts pour la même cause à peine huit mois auparavant, devint, aux yeux du journal, une nation ennemie. De son côté, la Hongrie qui, bien au contraire, avaient tué des soldats français aux côtés des Allemands, se voyait complètement absoute de ses crimes et prenait des allures de lointaine amie. C'est ainsi qu'on parla, dans les pages de

¹⁰⁵ *L'Humanité*, 9 juin 1919, p.3.

¹⁰⁶ *L'Humanité*, 18 août 1919, p.3.

¹⁰⁷ *L'Humanité*, 27 juin 1919, p.3.

L'Humanité de « la figure si sympathique de Bela Kun »¹⁰⁸, du « camarade Bela Kun »¹⁰⁹ ou encore de « nos amis hongrois »¹¹⁰. Les blessures laissées par la guerre furent à ce point évincées par l'esprit révolutionnaire que les rôles ne furent pas seulement brouillés, mais complètement intervertis. Dans les pages de *L'Humanité*, la scission vaincus-vainqueurs céda la place au combat social où s'affrontaient cette fois-ci révolutionnaires et réactionnaires.

* * *

L'arrivée du bolchevisme en Europe perturba grandement les dynamiques qui dominaient le continent. Tous les États durent réagir en conséquence. La France tenta de confiner le bolchevisme aux frontières russes, puis à celles de la Hongrie. Le cordon sanitaire, construit à l'aide de la Roumanie, devait tenir les bolcheviques en échec et ainsi permettre une certaine stabilité européenne. La Roumanie était une douanière protégeant les intérêts français en Europe orientale, lesquels dictaient la nature des relations que le Quai d'Orsay établit vis-à-vis de Bucarest. Il n'en fut pas de même pour *Le Figaro* qui, à partir de l'avènement de la Hongrie de Bela Kun, demandait plus. Bien plus qu'une douanière, la Roumanie prit l'aspect pour *Le Figaro* d'un véritable pilier : elle n'était pas seulement la gardienne des intérêts et de la paix de la France, elle agissait pour eux, prenait l'initiative pour eux, faisait des sacrifices pour eux. Bucarest méritait en échange l'amitié, le soutien et la considération de Paris, qui tardait selon le journal à les lui donner. Pour *L'Humanité*, les rôles de gardienne et de pilier furent à nouveau troqués pour celui, cette fois bien moins prestigieux, de mercenaire de la France réactionnaire. L'avènement de la Hongrie socialiste avait concrétisé l'utilité de la Roumanie pour le Quai. Elle a pourtant eu l'effet contraire à *L'Humanité* : les Roumains, jugés responsables du conflit, étaient perçus comme un peuple sans âme, antirévolutionnaire, vendu à la réaction et gouverné par un impérialisme désuet. En somme, même si la politique du Quai d'Orsay à l'égard de la Roumanie divergeait sur beaucoup de points de l'attitude du *Figaro* et de *L'Humanité*, seul le journal de gauche était vraiment radicalement opposé aux deux autres. Cette réalité démontre combien *Le Figaro* était toujours guidé par une conception de l'Europe où s'opposaient vainqueurs et vaincus,

¹⁰⁸ *L'Humanité*, 3 août 1919, p.3.

¹⁰⁹ *L'Humanité*, 3 août 1919, p.3.

¹¹⁰ *L'Humanité*, 11 juin 1919, p.3.

alors que le journal de gauche lui, était plutôt influencé par l'esprit bolchevique et par la conception d'un monde divisé entre révolutionnaires et réactionnaires. Les quotidiens étudiés ont immédiatement établi un lien entre la Roumanie et le bolchevisme. Toutefois, sur cette question, aucun des deux journaux ne s'est véritablement fait le véhicule de la politique attentiste de Clemenceau qui visait à assurer la sécurité française face au danger bolchevique.

Reste que, comme nous l'avons mentionné au tout début de ce chapitre, la « vague rouge » n'était ni le seul souci du Quai d'Orsay, ni le plus grand : ce titre revint à la menace d'une revanche allemande. Le gouvernement français tenta à nouveau d'instrumentaliser la Roumanie face à ce danger. Sur cette question, les attitudes du *Figaro* et de *L'Humanité*, comme nous le verrons dans le prochain chapitre, furent bien plus étonnantes.

CHAPITRE III

LA ROUMANIE : ALLIÉE CONTRE LA REVANCHE ALLEMANDE ?

Après la Grande Guerre, l'inquiétude première de la France était sans contredit le sort de l'Allemagne¹. Les Français, marqués dans leur chair comme dans leur esprit, sortirent du conflit avec un objectif bien précis : empêcher les Allemands de prendre leur revanche. La sécurité de l'Hexagone reposait d'abord et avant tout sur sa capacité à tenir en échec le voisin germain. Cela était d'autant plus important que, malgré la victoire française, le rapport de force entre les deux pays ne favorisait pas la France. C'est autour de ce point précis que s'articula la très grande majorité des négociations de la paix. Face à cet enjeu, la Roumanie joua de nouveau un rôle particulier pour le gouvernement français : l'allégeance de Bucarest envers Paris pouvait aider à contrecarrer l'Allemagne advenant une nouvelle guerre européenne. Située aux abords de la Hongrie et de la Russie bolcheviques ainsi que sur les arrières de la puissance allemande, la Roumanie se trouva au carrefour des intérêts français. Cela la rendait indispensable². En 1919, la politique du Quai d'Orsay était très claire quant à la manière dont on utiliserait Bucarest face au danger allemand : l'alliance de revers. Les

¹ À ce sujet, l'historiographie est unanime. Voir surtout Zara Steiner, *The Lights that Failed: European International History (1919-1933)*, Oxford, Oxford University Press, 2005, 938p.; Margaret MacMillan, *Paris 1919. Six Months that Changed the World*, New York, Random House, 2002, 570p.; Stéphanie Krapoth, *France-Allemagne: du duel au duo, de Napoléon à nos jours*, Toulouse, Privat, 2005, 232p.; Jacques Binoche, *Histoire des relations franco-allemandes de 1789 à nos jours*, Paris, Armand Colin, 1996, 324p.; Jean-Jacques Becker, *Victoire et frustrations (1914-1929)*, Paris, du Seuil, 1990, 455p.; Kalervo Hovi, *Cordon Sanitaire or Barrière de l'Est? The Emergence of the New French Eastern European Alliance Policy 1917-1919*, Turku, Annales Universitatis Turkuensis, 1975, 244p.

² George Henry Bennett surnomma d'ailleurs la Roumanie le « three-faced wall », voir George Henry Bennett, *British Foreign Policy during the Curzon period, 1919-1924*, Londres, St. Martin's Press, 1995, p.41.

discours du *Figaro* et de *L'Humanité*, placés devant le même péril, ne firent pourtant pas écho aux stratégies de leur gouvernement, loin de là.

3.1 La politique du Quai d'Orsay : l'alliance de revers

L'ordre européen, après la Grande Guerre, s'était largement modifié. Un des points principaux de ces changements résidait dans la révolution bolchevique. Non seulement, comme nous l'avons vu au chapitre précédent, cet événement a-t-il été à l'origine de nombreuses craintes chez le gouvernement français, mais il a aussi, et surtout, privé Paris d'un de ses plus grands alliés. En effet, l'alliance franco-russe, qui prit fin en 1917, était d'une grande importance stratégique; faisant figure d'étau vis-à-vis de l'Allemagne³. Le « rouleau compresseur russe » représentait alors un contrepoids indispensable à la menace allemande. Suite à la révolution bolchevique, l'Allemagne fut débarrassée de ce deuxième front. Conséquemment, elle pourrait concentrer ses forces presque exclusivement sur la France si un nouveau conflit éclatait. La mission de Clemenceau, au lendemain de la guerre, était donc d'établir en Europe de l'Est un deuxième front, de reconstituer une alliance de revers⁴. Cette dernière plaça à son tour la Roumanie dans la mire de la France.

3.1.1 Premier pilier de la sécurité française : la garantie anglo-saxonne

Mettre l'Allemagne hors d'état de nuire : tel était le souci premier de Clemenceau et de son administration pendant les négociations de la paix. Si toutefois il s'avérait impossible de la dissuader de prendre sa revanche, il fallait pourvoir la France des outils nécessaires à sa défense. D'autant plus que les craintes d'une attaque allemande étaient bien réelles pour la grande majorité des Français et pour le Président du Conseil lui-même⁵. Pour remédier à cette

³ Kalervo Hovi, *op. cit.*, p.65-67.

⁴ *Ibid.*, p.75.

⁵ Zara Steiner, *op. cit.*, p.20.

situation, un élément devint absolument central : le maintien des alliances de guerre⁶. Selon Clemenceau, dont presque toute la stratégie sécuritaire reposait sur cette seule condition, la France devait conserver avec les États-Unis et spécialement avec la Grande-Bretagne des pactes de défense mutuelle. Dès janvier 1919, Clemenceau déclara sans hésitation qu'il était « prêt à toutes les transactions pour assurer l'union des délégués »⁷. En fait, pour le président du Conseil, seules ces alliances pouvaient assurer à la France une certaine sécurité sur le continent. Le 13 juin, Clemenceau, plaidant sa cause devant David Lloyd George, insista sur le fait que :

Le présent traité [le traité de Versailles] est le plus considérable qui ait jamais été fait. Il touche une quantité de questions dont l'Allemagne cherchera à se servir pour nous créer des difficultés [...] Malheureusement, une guerre comme celle-ci ne se termine pas instantanément et je vois en Allemagne beaucoup de signes qui ne me rassurent pas sur les bonnes intentions de ce pays⁸.

Des années plus tard, Clemenceau écrivit dans ses Mémoires, parlant de l'Allemagne : « Trop de gens préfèrent, en général, s'offrir au laisser-aller de l'heure, tandis que l'ennemi abattu prépare des revanches dans l'ombre ou même en plein soleil »⁹. La tension était donc palpable du côté français. C'est pourquoi, pour apaiser la France, une clause de garantie fut incluse dans le traité de Versailles. Cette dernière stipulait que si la France se voyait attaquée sans provocation par l'Allemagne, les Anglais et les Américains donneraient leur « concours immédiat et illimité »¹⁰ à Paris pour repousser l'agression. Cette garantie prit une si grande importance dans la politique de Clemenceau qu'il consentit en échange à couper de moitié la durée de l'occupation de la rive gauche du Rhin, point capital dans les négociations de la paix sur lequel Clemenceau resta autrement intransigeant :

M. Lloyd George, et, ensuite le Président Wilson, m'ont offert la garantie militaire de la Grande-Bretagne et des États-Unis contre une agression allemande, si je consentais

⁶ *Ibid.*; Kalervo Hovi, *op. cit.* et Traian Sandu, *Le Système de sécurité français en Europe centre-orientale. L'Exemple roumain, 1919-1933*, Paris, L'Harmattan, 1999, 495p.

⁷ *Recueil général des actes de la Conférence de la paix*, Partie 1, Conseil des Dix, vol. 004, 12-31 janvier 1919.

⁸ *DCQ*, vol. 2, p.408-409.

⁹ Georges Clemenceau, *Grandeurs et misères d'une victoire*, Paris, Plon, 1930, p.137.

¹⁰ *DCQ*, vol. 1, 51.

à réduire la durée de l'occupation. J'ai donc renoncé à une occupation de trente ans et je me contente de quinze ans [...] Vous me demanderez : "Pourquoi cette obstination ?" Je ne puis agir autrement¹¹.

Les Britanniques, pour qui la politique française ressemblait plus à une tentative d'hégémonie qu'à une recherche effrénée de sécurité, ne comprirent pas les inquiétudes de la France. Bonar Law, alors président de la Chambre des Communes anglaise et présent à la Conférence, confirma ce clivage : « La population britannique ne comprend pas la raison d'être de l'occupation [...] elle ne peut être qu'une cause de difficultés et de dangers »¹². Et Lloyd George à son tour : « Chez nous, on a peur de cette occupation de quinze ans, comme d'une cause permanente de conflit en Europe »¹³. Comme quoi la divergence des vues ne pourrait que très difficilement être colmatée.

Les débats entourant la rive gauche du Rhin et la garantie anglo-saxonne, même s'ils ne touchent pas directement le propos à l'étude, révèlent l'importance des désaccords dans les politiques des grandes puissances. Ces différends étaient d'autant plus accentués par le fait que la politique des Anglo-Saxons était dictée non par un souci de sécurité, mais par des intérêts économiques¹⁴. L'objectif de Lloyd George était de punir l'Allemagne, tout en préservant une Europe politiquement stable et économiquement viable. De toute façon, contrairement aux Français qui prévoyaient une revanche allemande, il considérait que « the Teuton was largely done for »¹⁵. Les Américains, quant à eux, entretenaient une politique

¹¹ DCQ, vol. 2, p.409-410. Voir aussi Georges Bonnet (Ambassadeur de France), *Vingt ans de vie politique, 1918-1938. De Clemenceau à Daladier*, Paris, Fayard, 1969, p.14-15.

¹² DCQ, vol. 2, p.408.

¹³ *Ibid.*, p.405.

¹⁴ Cela ne veut pas dire que la France n'entretenait pas elle aussi des objectifs économiques en Europe orientale. Voir à ce sujet Georges-Henri Soutou, *L'Or et le sang. Les buts de guerre économiques de la Première Guerre mondiale*, Paris, Fayard, 1989, 963p. et Georges-Henri Soutou, « L'Impérialisme du pauvre : la politique économique du gouvernement français en Europe Centrale et Orientale de 1918 à 1929. Essai d'interprétation », *Relations internationales*, no 7, 1976, p.219-239. Pour les buts économiques des Britanniques, voir George Henry Bennett, *op. cit.*, p.43; Keith Hitchins, *Rumania, 1866-1947*, Oxford, Clarendon Press, 1994, p.428 et Sherman D. Spector, *Romania at the Paris Peace Conference : A Study of the Diplomacy of Ion I.C. Bratianu*, Iasi, Center for Romanian Studies, 1995, p.163.

¹⁵ Cité dans Piotr Wandycz, *France and her Eastern Allies: French-Czechoslovak-Polish Relations from the Paris Peace Conference to Locarno, 1919-1925*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1962, p.29.

semblable qui consistait à assurer la reconstruction de l'Europe, l'Allemagne comprise, afin de reprendre les échanges commerciaux, permettre aux nations européennes de rembourser leurs dettes envers Washington et favoriser les exportations américaines. En somme, la santé économique du vieux continent passait par le rétablissement de l'Allemagne, absolument essentiel aux intérêts américains et britanniques¹⁶. Le gouvernement français dut composer avec ces profondes divergences lors des négociations visant la réorganisation du continent européen. La question roumaine ne fit pas exception.

Malheureusement pour Clemenceau, le traité de Versailles rencontra une farouche opposition aux États-Unis de la part des Républicains, Henry Cabot Lodge en tête, qui souhaitaient que leur pays ne soit pas lié aux conflits européens. Conséquemment, le Sénat américain ne ratifia jamais le traité, obligeant le président Wilson à retirer ses engagements envers la France. Les Américains s'étant désengagés, les Britanniques ne se sentirent plus contraints de respecter le pacte de garantie et se rétractèrent à leur tour, laissant la France à elle-même. Le Président du Conseil français n'avait toutefois pas mis tous ses œufs dans le même panier. Comme le dit Zara Steiner :

Clemenceau was hardly likely to ignore the problem of Germany's eastern borders. France had to face the problem of the deficit left in its security by the Russian revolutions. Even British and American "guarantees" of the western frontiers would not compensate for the disappearance of the vast Russian army on the German border. The French had already begun in 1917 to think of creating "an eastern barrier" in east-central Europe as a counterweight to Germany¹⁷.

Ce contexte fragile conforta le rôle central de la Roumanie dans les plans sécuritaires de la France.

3.1.2 Deuxième pilier : Bucarest et l'alliance de revers

Il devint absolument nécessaire pour Paris de souder de nouvelles alliances stratégiques qui seraient à la fois favorables à la France et orientées contre l'Allemagne.

¹⁶ Pour un bon résumé des politiques britannique et américaine, voir Zara Steiner, *op. cit.*, p.26-40.

¹⁷ Zara Steiner, *op. cit.*, p.23.

L'intérêt du Quai se tourna vers l'Europe orientale qui, une fois la Russie tombée, représentait une région stratégique pour contrecarrer toute agression allemande¹⁸. La Roumanie, par sa localisation, entra une fois de plus tout naturellement dans les plans français. Située à l'est de l'Allemagne, elle pouvait former, avec la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie et surtout la Pologne, une nouvelle alliance de revers¹⁹. En plus de son rôle de rempart contre le bolchévisme, Bucarest acquit donc celui de gendarme de la France en Europe de l'Est en reconstituant, à l'aide de ses voisines, un deuxième front à l'Allemagne. Dès décembre 1918, on envisageait ce double rôle des Roumains, ce qui fit dire au conseiller d'ambassade Ernest Lacombe : « [L]a Roumanie est notre principal point d'appui en Europe orientale »²⁰.

Ce qui donna à la Roumanie une plus-value aux yeux de la France résidait précisément dans la perception que Paris se faisait d'elle. En effet, Paris considérait que Bucarest avait le potentiel de rassembler autour d'elle des États qui autrement seraient engagés dans d'incessantes querelles territoriales²¹. Ainsi, Bucarest devint le pivot autour duquel s'articulerait le système antigermanique français et auquel viendraient se greffer les autres États est-européens. Le meilleur exemple de ces tensions se trouve dans les relations entre la Tchécoslovaquie et la Pologne, deux éléments alors indispensables à la mise sur pied d'un système antigermanique. La Pologne avait été désignée comme une partie essentielle des plans de sécurité français et s'était vu attribuer elle aussi une kyrielle de responsabilités, comme en fait foi un mémorandum du Ministère des Affaires étrangères : agir comme contrepoids à une éventuelle poussée allemande, comme écran entre la Russie et

¹⁸ George Henry Bennett, *op. cit.*, p.45.

¹⁹ Tous ces États reçurent d'ailleurs le soutien de la France dans leurs réclamations territoriales d'après-guerre. Voir Piotr Wandycz, *op. cit.* ainsi que Zara Steiner, *op. cit.*

²⁰ Cité dans Kalervo Hovi, *op. cit.*, p.178.

²¹ Cette perception n'était pas totalement erronée puisqu'il était effectivement à l'avantage de la Roumanie de rallier autour d'elle les nations voisines qui avaient, elles aussi, profité du retour à la paix pour agrandir leur territoire. Ces États, tout comme la Roumanie, allaient orienter leur politique étrangère en fonction du maintien de l'ordre de Versailles et du maintien du statu quo contre les pays révisionnistes tels que la Bulgarie, la Hongrie et l'Allemagne. Voir Viorica Moisuc, « La Roumanie et le problème de la sécurité entre les deux guerres mondiales », *Revue roumaine d'histoire*, vol. 19, no 2-3, 1980, p.355.

l'Allemagne, et comme cloison contre l'expansion bolchevique²². Ce à quoi on prit la peine d'ajouter que, conséquemment, il était essentiel d'assurer le voisinage de la Pologne et de la Roumanie²³. Il était donc nécessaire à la France qu'une certaine cohésion puisse s'établir dans la région, sans quoi l'alliance de revers devenait trop fragile pour opposer une véritable résistance à une éventuelle attaque allemande²⁴. Toutefois, Varsovie et Prague s'entre-déchiraient au sujet de la région du Teschen que chacune jugeait sienne²⁵. La Roumanie, alors en très bons termes aussi bien avec la Pologne que la Tchécoslovaquie, avait le potentiel de rapprocher ces deux États.

L'avènement de la Hongrie de Bela Kun vint toutefois compromettre la cohésion de l'alliance de revers. Effectivement, l'arrivée en mars 1919, d'un régime bolchevique en plein cœur de l'Europe de l'Est, et donc du système antigermanique, menaçait de mettre un terme aux efforts de sécurité de la France. C'est ici que le cordon sanitaire et l'alliance de revers se mêlent. Car l'expansion bolchevique comportait des risques énormes quant à la défense de la France face à l'Allemagne. La faillite du mur antibolchevique et l'expansion de la révolution sociale vers l'ouest, en plus de constituer un danger en soi, risquaient de rendre l'Europe de l'Est complètement inutile contre les Allemands²⁶. Ces États, une fois emportés par la « vague rouge », échapperaient à l'influence française pour passer sous celle de la Russie. La Hongrie de Bela Kun représentait donc un double risque : mener à l'effondrement du cordon sanitaire et par conséquent, réduire à néant toute possibilité de constituer une alliance de revers. L'intervention roumaine en Hongrie répondait donc d'autant plus aux intérêts français qu'elle éliminait cet élément perturbateur et donnait une chance à l'alliance de revers de subsister.

²² Cité dans Kalervo Hovi, *op. cit.*, p.175.

²³ *Ibid.*

²⁴ Traian Sandu, « La Roumanie et l'impossible articulation d'un système de sécurité français en Europe centre-orientale (septembre 1920-décembre 1921) », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, no 193, 1999, p.54.

²⁵ Voir Kalervo Hovi, *Alliance de Revers : Stabilization of France's Alliance Policies in East Central Europe 1919-1921*, Turku, Annales Universitatis Turkuensis, 1984, p.87; George H. Bennett, *British Foreign Policy during the Curzon Period, 1919-1924*, Londres, St. Martin's Press, 1995, p.42.

²⁶ Kalervo Hovi, *Cordon Sanitaire...*, *op. cit.*, p.149.

De plus, l'initiative des Roumains en Hongrie avait le potentiel de servir d'exemple auprès des Allemands. En juin, alors que la signature du traité de Versailles était imminente, l'Allemagne connut un regain d'effervescence et d'agitation sociales²⁷. La crainte qu'une collusion entre la Hongrie et l'Allemagne ne s'effectuât rendit Clemenceau encore plus enclin à soutenir les Roumains. Jacques de Fontenay, alors ministre français en Yougoslavie, s'inquiéta auprès de Pichon, ministre des Affaires étrangères, sur les possibilités que le « symptôme » hongrois n'encourageât l'Allemagne à adopter une procédure semblable afin d'esquiver les conséquences de la paix²⁸. Le 7 avril, les chefs des grandes puissances s'inquiétaient à ce sujet. Lloyd George annonça même : « Nous avons aussi reçu un rapport de notre représentant militaire à Berlin. Il pense que les Spartakistes font des progrès et il nous propose une occupation par les Alliés [...] On s'attend à un coup des Spartakistes pour cette semaine »²⁹. Devant cette possibilité, la politique adoptée alors par la France est merveilleusement résumée par Traian Sandu : « puisqu'il avait été impossible de maîtriser l'avance roumaine vers l'ouest [...] mieux valait en profiter pour donner une leçon préalable à Berlin »³⁰. Il fallait à tout prix éviter que les Bolcheviques puissent rejoindre l'Allemagne à travers le territoire hongrois. Sous cette optique, l'opération roumaine en Hongrie pouvait potentiellement calmer le jeu de deux manières : en freinant l'expansion bolchevique d'abord, en dissuadant les Allemands de tenter d'imiter les Hongrois ensuite. Dans le cas où l'Allemagne ne tenterait pas de se jeter dans l'aventure socialiste, l'initiative roumaine pourrait quand même les convaincre de ne pas essayer de rouvrir les discussions territoriales. Effectivement, l'espoir de Clemenceau était que la poussée roumaine en Hongrie pourrait éventuellement éviter aux Alliés bien des problèmes quand viendrait le temps d'imposer aux Allemands les conditions de la paix³¹.

²⁷ Traian Sandu, *Le Système de sécurité...*, op. cit., p.80 et Arno Mayer, *Politics and Diplomacy of Peacemaking. Containment and Counterrevolution at Versailles, 1918-1919*, New York, Alfred A. Knopf, 1967, chapitre 8.

²⁸ Cité dans Piotr Wandycz, op. cit., p.199.

²⁹ *DCQ*, vol. 1, p.167.

³⁰ Traian Sandu, *Le Système de sécurité...*, op. cit., p.80.

³¹ *Ibid.*, p.76 et 84.

La France avait donc beaucoup d'avantages à voir les troupes roumaines entrer en Hongrie. Toutefois, jusqu'à ce que le traité avec les Allemands ait été signé, elle ne pouvait pas se permettre d'offrir au grand jour une couverture diplomatique aux Roumains car cela risquait d'indisposer les Anglo-Saxons, véritables piliers du projet de sécurité de Clemenceau. À cet égard, un document échangé entre M. Antonescu, ministre de Roumanie à Paris, et M. Bratianu, premier ministre roumain et ministre des Affaires étrangères, est très révélateur. Dans cette lettre datant du 19 août, M. Antonescu rend compte de son entretien avec Stéphen Pichon et Philippe Berthelot, alors directeur des Affaires politiques et commerciales au Quai d'Orsay : « M. Pichon m'a répondu que [...] la France n'est malheureusement pas seule à déterminer la politique de la Conférence à l'égard de la Roumanie »³². Les Français devaient donc, encore une fois, faire des compromis au détriment des intérêts de la Roumanie et à la faveur de l'alliance des grandes puissances.

Il faut y comprendre, et cela vaut pour toute la période étudiée, que la France ne mit jamais sur un pied d'égalité le problème allemand d'une part, et le problème hongrois d'autre part³³. C'est pour cette raison que le soutien de Clemenceau aux Roumains, dont les intérêts correspondaient pourtant directement aux siens, fit parfois défaut : la revanche allemande était l'inquiétude principale, et, selon le Président du Conseil, seule l'alliance avec les Anglo-Saxons pouvait l'empêcher ou du moins, la contrecarrer. Une fois le traité signé et Lloyd George et Wilson rentrés chez eux, Clemenceau retrouva toutefois une plus grande latitude et accorda aux pays vainqueurs d'Europe de l'Est un soutien beaucoup plus constant³⁴.

3.1.3 Les Roumains avancent, le Quai ferme les yeux : l'enjeu transylvain

Une autre raison, plus géostratégique celle-là, poussait le Quai d'Orsay à soutenir l'initiative de Bucarest. La guerre roumano-hongroise était en grande partie le résultat du litige entourant la Transylvanie. Les deux nations belligérantes se disputaient la possession de ce territoire dont la Conférence devait décider du sort. Ici encore, les intérêts français

³² Cité dans Traian Sandu, *La Grande Roumanie...*, *op. cit.*, document no 21, p.68.

³³ Traian Sandu, *Le Système de sécurité...*, *op. cit.*, p.76-77.

³⁴ *Ibid.*, p.85.

rencontrèrent ceux de la Roumanie. Le gouvernement français perçut dans le territoire transylvain une zone stratégique primordiale au bon fonctionnement de l'alliance de revers alors en pleine construction. Le sujet fut amené à la Conférence dès février 1919 et donc, avant même l'accession de Bela Kun au pouvoir³⁵. Cette occurrence démontre à quel point l'enjeu transylvain était important aux yeux des Français : ce ne fut pas l'avènement du bolchevisme dans la région qui lui donna un rôle dans les plans du Quai. En effet, cette région avait un avantage logistique imposant, avec ou sans Bela Kun dans les parages : un réseau de chemins de fer³⁶.

L'importance de ce dernier aux yeux de Clemenceau à l'époque ne peut être négligée. Du point de vue français, ce réseau, orienté nord-sud, pouvait assurer des échanges et des communications rapides et efficaces entre tous les membres de l'alliance de revers. Son appartenance à la Roumanie, située au carrefour des intérêts français, plutôt qu'à la Hongrie bolchevique ne faisait donc aucun doute en France. L'enjeu, comme le souligne d'ailleurs Traian Sandu, était de loin supérieur à cette seule voie ferrée :

Il s'agissait de contrôler le tronçon roumain de l'axe vertical des communications centre-européennes qui permettait de convoyer du matériel militaire français de Salonique jusqu'en Pologne, en cas de crise avec l'Allemagne, combinée ou non avec des complications russes³⁷.

L'attribution de cet atout stratégique à la Roumanie lui assignait à nouveau un rôle central dans l'articulation de l'alliance de revers. Les communications ferroviaires entre Bucarest, Varsovie et Prague dépendraient entièrement de la Roumanie, assurant un contact constant entre les trois nations³⁸. Or, l'avancée roumaine visait d'abord et avant tout à prendre *de facto* contrôle de la Transylvanie³⁹. De cette façon, le gouvernement roumain

³⁵ Piotr Wandycz, *op. cit.*, p.178; Kalervo Hovi, *Cordon sanitaire...*, *op. cit.*, p.178; Jean-Noël Grandhomme, « Le Soutien de la France à la cause transylvaine jusqu'à l'union d'Alba Iulia (août 1916-décembre 1918) », *Revue roumaine d'histoire*, vol. 36, no 3-4, 1997, p.223; *DCQ*, vol. 1, p.98.

³⁶ Pour une démonstration plus élaborée sur ce seul point, voir Traian Sandu, *Le Système de sécurité...*, *op. cit.*, chapitre 2. Voir aussi Sherman D. Spector, *op. cit.*, p.121-122.

³⁷ Traian Sandu, *Le Système de sécurité...*, *op. cit.*, p.61.

³⁸ Kalervo Hovi, *op. cit.*, p.178 et 199. et Jules Laroche (Ambassadeur de France), *Au Quai d'Orsay avec Briand et Poincaré, 1913-1926*, Paris, Hachette, 1957, p.82.

³⁹ Sherman D. Spector, *op. cit.*, p.114.

espérait influencer la décision finale de la Conférence sur la nationalité de ce territoire. La France ne pouvait faire autrement que d'encourager cette initiative. C'est d'ailleurs ce qu'elle fit devant la Commission des Affaires roumaines et yougoslaves⁴⁰. Les représentants français devaient convaincre la Commission d'attribuer la Transylvanie à la Roumanie afin d'assurer des contacts avec la Tchécoslovaquie et la Pologne advenant une attaque allemande⁴¹. Jules Laroche, chargé des affaires militaires à la Conférence, insista à son tour : « La Délégation française [...] désire donner à la Roumanie la voie ferrée Szatmar-Nemeti, Nagy-Varad, Mako, bien que cette ligne déborde en plusieurs endroits la frontière ethnique »⁴². Cette demande de Laroche révélait deux points importants : la France devait s'assurer que le réseau ferroviaire devienne propriété roumaine pour servir ses intérêts sécuritaires, mais elle devait, encore et toujours, composer avec ses alliés anglo-saxons et leur principe de justice ethnique. Le plan était donc d'assurer la solidité de l'alliance de revers sans pour autant brusquer ou surtout s'aliéner les Britanniques et les Américains dont le soutien demeurerait capital.

En somme, l'attitude du gouvernement français pendant le règne de Bela Kun démontra que la crainte de la revanche allemande avait, à tout moment et en tout lieu, préséance sur la peur de l'expansion bolchevique. Car dans cet épisode, toutes les décisions du Quai d'Orsay vis-à-vis de Bucarest furent dictées par le danger allemand : édification d'une alliance de revers, attribution de la Transylvanie à la Roumanie et défaillance du soutien face à l'initiative roumaine au profit des Anglo-Saxons. Le cordon sanitaire lui-même servait en quelque sorte à protéger l'alliance de revers et donc à contrecarrer l'Allemagne. La politique de la France à l'égard de la Roumanie permet donc d'observer une hiérarchisation

⁴⁰ Ajoutons que de nombreuses personnalités publiques françaises, autant dans les milieux politique que culturel, donnèrent leur soutien à l'annexion de la Transylvanie à la Roumanie. En plus de Stéphen Pichon et de Georges Clemenceau, des hommes comme Aristide Briand, Paul Deschanel, le géographe Emmanuel de Martonne, Édouard Herriot et André Tardieu prirent publiquement position en faveur de la Roumanie. Leurs motivations reposaient cependant plus sur des principes que sur des objectifs stratégiques, comme ce fut le cas pour Clemenceau. Voir Jean-Noël Grandhomme, *loc. cit.*, p.234; Valeriu-Florin Dobrinescu, « La Reconnaissance internationale de l'union de la Transylvanie avec la Roumanie », *Revue roumaine d'histoire*, vol. 26, no 2, 1987, p.12; Gilles Palsky, « Emmanuel de Martonne and the Ethnographical Cartography of Central Europe (1917-1920) », *Imago Mundi*, vol. 54, 2002, p.115; Ion M. Oprea, « Les Rapports entre les grandes puissances et la Roumanie à la Conférence de la Paix de Paris (1919-1920) », *Revue roumaine d'histoire*, vol. 20, no 2, 1981, p.322.

⁴¹ Kalervo Hovi, *Cordon Sanitaire...*, *op. cit.*, p.199.

⁴² Cité dans Traian Sandu, *Le Système de sécurité...*, *op. cit.*, p.59.

de ses intérêts : la menace d'une éventuelle revanche allemande avait en tout temps préséance sur la crainte de l'expansion bolchevique. Les attitudes du *Figaro* et de *L'Humanité* suggèrent pourtant que cette échelle de priorités n'était pas unanimement partagée.

3.2 *Le Figaro* et l'Allemagne : la paix à tout prix

Au *Figaro*, l'importance énorme allouée au règlement de la paix fit du cas allemand un sujet récurrent. Pourtant, les occasions où l'enjeu allemand et la question roumaine étaient traités dans un même article furent rares. Reste que *Le Figaro*, qui saisissait et ressentait très bien le danger que faisait peser sur son pays la menace de la revanche allemande, comprit encore une fois l'utilité de Bucarest pour la contrecarrer. Toutefois, le quotidien ne se fit pas pour autant le porte-parole de la politique de Paris. Si le Quai comprenait l'utilité de Bucarest face à Berlin par le biais de la formation d'une alliance de revers, il n'en fut pas de même pour le journal. Encore une fois, *Le Figaro* ne fut pas mû par un désir de sécurité dans son attitude vis-à-vis de la Roumanie, mais bien par la nécessité de gagner la paix.

3.2.1 La Roumanie et l'Allemagne : un silence révélateur

Autant le rapport Roumanie/bolchevisme fut un sujet récurrent au *Figaro*, autant la question Roumanie/Allemagne fut presque complètement absente. En effet, alors que, comme nous l'avons vu, le thème du bolchevisme fut présent dans plus du tiers des articles sélectionnés, l'Allemagne ne se trouva liée à l'enjeu roumain que très rarement : sur les 127 textes du corpus, seulement huit y firent allusion. De plus, l'Allemagne ne faisait jamais figure de sujet principal de ces huit articles. La question n'y était que brièvement abordée, très souvent en à peine quelques lignes. Au total, seulement un médiocre 6,3% de tous les articles traitant de la Roumanie et de la situation hongroise de mars à août 1919 abordèrent le sujet de l'Allemagne. Pourtant, sept articles sur huit furent imprimés à la une. De même, six furent signés dont quatre par Raymond Recouly.

Reste que ces chiffres sont extrêmement révélateurs. Alors qu'à la même époque Clemenceau et le gouvernement français faisaient tout en leur pouvoir pour neutraliser

l'Allemagne, que des discussions interminables au sujet de la frontière franco-allemande avaient lieu à Paris entre les différents chefs d'État et qu'une alliance de revers était en pleine édification, *Le Figaro* lui, ne traita de l'Allemagne qu'à huit reprises. Rappelons que notre corpus de sources est limité aux articles qui traitent de la Hongrie et de la Roumanie. Les textes traitant spécifiquement de l'Allemagne n'ont donc pas été pris en compte. Dès le départ, il faut discerner dans cette incongruité la présence d'un très profond clivage. Comment expliquer que le rôle de la Roumanie n'ait pas été associé d'abord et avant tout à la crainte qui obsédait presque tous les Français de l'époque : la revanche allemande? Pourquoi, à l'inverse, perçut-on si clairement, au *Figaro*, l'importance de Bucarest dans la lutte contre l'expansion bolchevique qui était pourtant bien moins menaçante qu'une éventuelle poussée allemande? Selon notre hypothèse de départ, le journal aurait dû être parsemé d'articles traitant de l'Allemagne et l'utilité roumaine aurait dû y être constamment associée. Pourtant, *Le Figaro* est resté silencieux.

3.2.2 La Hongrie de Bela Kun : un test des Allemands

Comme démontré au chapitre précédent, l'attitude du *Figaro* face à la Hongrie de Bela Kun était résolument négative et guidée par un sentiment antibolchevique omniprésent. Dans ce contexte, il est intéressant de constater que dès les premiers jours du régime de Bela Kun, *Le Figaro* s'est empressé de supposer l'existence d'un lien entre cette nouvelle Hongrie bolchevique et l'ennemi allemand. En effet, dès le 25 mars, Raymond Recouly, parlant de l'accession au pouvoir de Bela Kun, annonçait :

Le scénario a été réglé de toutes pièces entre Budapest et Berlin qui, demain s'apprête à recommencer le même coup. Il a même été trop bien réglé; car la supercherie, le camouflage sont si visibles qu'il faudrait être vraiment naïf pour en être dupe⁴³.

Quelques jours plus tard, le 29 mars, il renchérit : « Que l'Allemagne soit derrière les bolchevistes magyars, voilà qui ne peut faire de doute pour personne. La collusion entre

⁴³ *Le Figaro*, 25 mars 1919, p.1.

Budapest et Berlin est évidente »⁴⁴. Cet énoncé, écrit avec une certitude déconcertante, n'était pourtant basé sur rien d'autre que des suppositions. Recouly ne fournit aucune preuve à ses lecteurs pour corroborer ses propos qui, apparemment, allaient de soi. Ainsi, la Hongrie, qui était déjà porteuse de tous les maux, était-elle accusée de connivence avec les Allemands. Pis encore, pour le *Figaro*, Budapest n'était en fait que le pion de l'Allemagne, véritable tête pensante dans toute l'affaire. Cette idée d'une Hongrie simple subalterne de la grande puissance allemande fut, elle aussi, exposée à quelques reprises, encore une fois sous la plume de Raymond Recouly. Le 25 mars, il s'exprimait en ces mots : « Ces derniers [les Hongrois], au demeurant, ne sont que de simples comparses. Que l'on règle donc, au plus vite, le problème allemand »⁴⁵ et encore « Les Allemands mis à la raison, les Hongrois ne seront pas longs à s'assagir »⁴⁶. Les facteurs allemand et hongrois étaient donc si intimement liés pour *Le Figaro* qu'il s'agissait de régler le premier pour être assuré que le deuxième se dissipât de lui-même.

Or, ce n'était pas leur association qui dérangeait *Le Figaro* autant que les intentions qu'il leur prêtait. Pour le journal, obsédé par « la victoire de la paix », cette complicité entre vaincus ne pouvait signifier qu'une chose : on tentait, encore, d'escamoter la paix française. Cette fois cependant, le crime était commis par un ancien ennemi : l'Allemagne. Cette dernière, en poussant la jeune république hongroise dans le bolchevisme, testait les Alliés. Pour *Le Figaro*, la Hongrie était en fait une sorte de ballon d'essai : si sa nouvelle situation lui gagnait effectivement les faveurs de la Conférence, ou du moins une certaine indulgence, les Allemands se jetteraient à leur tour dans l'aventure bolchevique. Ce fut encore Raymond Recouly qui s'inquiéta :

L'Allemagne se sert de ces bolchevistes pour éprouver la solidité de l'Entente, pour mesurer son pouvoir de réaction. Si par malheur notre riposte ne se produisait pas, ou si elle se faisait trop attendre, son audace et son désir de résistance en seraient augmentés d'autant⁴⁷.

⁴⁴ *Le Figaro*, 29 mars 1919, p.1.

⁴⁵ *Le Figaro*, 25 mars 1919, p.1.

⁴⁶ *Ibid.*

⁴⁷ *Le Figaro*, 29 mars 1919, p.1.

C'est pour cette raison qu'il devint impératif pour *Le Figaro* de faire de la Hongrie un exemple. Sans une réponse intransigeante et concertée du Conseil des Quatre, il apparaissait certain pour le journal que l'Allemagne, dans le seul but d'atténuer les conséquences de la paix, céderait le pouvoir aux Bolcheviques. Il est intéressant de constater à quel point *Le Figaro* concevait cette possibilité comme découlant d'une logique inéluctable : si les grandes puissances trébuchaient devant la Hongrie, il n'y aurait plus rien à faire pour empêcher les Allemands de suivre ses pas. Raymond Recouly, dès le 24 mars, mettait ses lecteurs en garde : « Les Hongrois aujourd'hui, les Allemands demain après un mot d'ordre concerté, essaieront, grâce à cet épouvantail du bolchevisme, d'éluder les conséquences de leur défaite »⁴⁸. À la fin de juillet, ses inquiétudes étaient toujours bien présentes :

Qui ne voit, d'autre part, le merveilleux parti que l'Allemagne s'apprête à tirer de ce concours bolchevique? Le gouvernement germanique n'a pas d'auxiliaires plus efficaces, plus agissants que Lénine et Bela Kun. Grâce à eux, il conserve l'espoir de reprendre à bref délai toutes les positions importantes que sa défaite l'a obligé à abandonner⁴⁹.

La complicité entre l'Allemagne et la Hongrie était donc perçue comme absolue et indéniable par *Le Figaro*. Non seulement le coup d'État de Bela Kun avait-il été orchestré de toutes pièces par l'Allemagne, mais cette dernière se servait de la République socialiste de Hongrie comme d'un terrain d'observation. Elle devait permettre aux Allemands de tester la rigueur des Alliés et d'éprouver leur solidité. C'était autant par peur de l'expansion bolchevique que par crainte de créer un précédent horrible avec l'Allemagne qu'il importait que le gouvernement français prit la situation en main afin de mater la révolution hongroise. La réussite du traité de paix, qui devait sceller la victoire de la France sur le continent, en dépendait. *Le Figaro*, une fois de plus, fut motivé d'abord et avant tout par son objectif final : gagner la paix. C'est pourquoi, dans tous ces articles, on ne s'inquiétait pas autant de la sécurité nationale à long terme que du dénouement de la paix à court terme.

⁴⁸ *Le Figaro*, 24 mars 1919, p.1.

⁴⁹ *Le Figaro*, 28 juillet 1919, p.1.

Or, en 1919, la paix était en fait *synonyme* de sécurité en France. Les deux termes étaient indissociables car, pour que la première soit réussie, elle devait assurer la deuxième. Pourtant, dans le discours du *Figaro*, la victoire de la paix ne fut pas automatiquement liée à la neutralisation de l'Allemagne ni à la garantie de la sécurité française sur le continent. Pour *Le Figaro*, l'important était d'abord et avant tout de conclure le plus rapidement possible une paix *à la française*. Le Quai d'Orsay, quant à lui, considérait la paix comme bien plus qu'un simple traité : elle était une réflexion stratégique à long terme, un long et ardu échafaudage visant à répondre aux intérêts de la France. En réalité, les divergences dans les discours respectifs du quotidien et du Quai étaient artificielles : leurs objectifs étaient les mêmes, mais leur niveau de compréhension des enjeux à l'œuvre était différent. Pour *Le Figaro*, l'établissement d'une paix durable garantirait la sécurité de la France sur le continent. Inversement, le Quai d'Orsay voyait dans le fait d'assurer la sécurité nationale le seul moyen de maintenir la paix. Ils partageaient les mêmes visées, mais les moyens envisagés pour les réaliser divergeaient.

3.2.3 Roumanie, *Mittleuropa* et gage de paix

Cette nuance eut bien sûr des incidences sur l'attitude du *Figaro* face à Bucarest. Lorsqu'il fut question de la Roumanie, le journal ne témoigna pas des efforts du Quai quant à la constitution d'une alliance de revers en Europe orientale. Ce dispositif, pourtant si cher à Clemenceau, fut complètement éludé par le quotidien. Mentionnons tout d'abord qu'il est possible que l'absence de soutien accordé à cette stratégie n'ait découlé en fait que d'un manque d'information. C'est ce que *Le Figaro* lui-même, par la plume de Raymond Recouly, nous laisse croire le 25 mars :

Pour calmer les préoccupations et le mécontentement du public qui s'impatiente, en attendant qu'il s'indigne, des lenteurs et de l'inertie d'une Conférence sans direction, impuissante à régler quoi que ce soit, le gouvernement vient de s'aviser d'un singulier remède : il a, du jour au lendemain, coupé toute espèce de

communication à la presse. En supprimant ainsi les nouvelles, peut-être espère-t-il supprimer du même coup les critiques⁵⁰?

Cette censure a forcément eu des incidences sur l'analyse du *Figaro*, gardé dans le noir quant aux plans français en Roumanie et donc, quant à l'édification de l'alliance de revers. Néanmoins, quelques articles démontrèrent que l'importance purement stratégique de la Roumanie sur le continent européen était tout de même comprise au journal. Le 5 juin, Robert de Flers, le rédacteur en chef lui-même, écrivait un long article dans les premières colonnes de la une rappelant à ses lecteurs que :

[...] les petits pays peuvent être grands un jour : plusieurs sont en train de le devenir et leur dévouement pour nous est si ancien et si vivace qu'il fait en quelque sorte partie de leur sentiment national. Il ne faut pas oublier qu'en se donnant la main ils forment une barrière indispensable à notre sécurité, et qui se dresse entre la Russie et les pays germaniques, prête selon les circonstances à isoler l'un de l'autre deux bolchevismes ou deux despotismes⁵¹.

Et à nouveau dans un article de Denys Cochin, *Entre Alliés : pour la Roumanie*, datant du 15 juin :

[...] c'est le souci de l'équilibre et de la paix future qui les [les grandes puissances] portera à vouloir l'existence d'une grande et puissante Roumanie. Par les frontières communes de la Galicie et de la Bukovine, la Roumanie et la Pologne, soudées l'une à l'autre, vont former une nouvelle Mittel Europa [*sic*] dévouée à la cause et aux idées des Alliés. Toute contraire à la Mittel Europa d'avant 1914, qui ne contenait que des menaces de guerre, cette nouvelle union, formée par la volonté des peuples et secondées par nos victoires, apportera à l'ensemble de l'Europe des assurances de paix, d'ordre et de liberté⁵².

On comprenait donc, au *Figaro*, l'importance de l'allégeance roumaine. Reste que si, au gouvernement, on considérait cette fidélité pour son potentiel en temps de guerre, le journal l'entrevoyait plutôt sous un angle pacifique. Ce qui la rendait intéressante aux yeux du *Figaro* était justement sa capacité à empêcher l'éclatement d'une nouvelle guerre en Europe. Comme le dit Raymond Recouly le 6 juin 1919 : « La paix européenne, telle que la veulent,

⁵⁰ *Le Figaro*, 25 mars 1919, p.1.

⁵¹ *Le Figaro*, 5 juin 1919, p.1.

⁵² *Le Figaro*, 15 juin 1919, p.1.

telle que l'espèrent les Alliés, repose en Orient sur deux peuples : la Pologne et la Roumanie. Plus ces peuples-là seront puissants et prospère [*sic*], plus cette paix aura des chances d'être sauvegardée »⁵³. L'analyse de Recouly rejoignait ici parfaitement les objectifs du Quai d'Orsay à l'époque. Clemenceau s'affaira à assurer à ces deux nations, desquelles dépendait la sécurité française, des frontières défendables et stratégiques souvent arrachées aux États vaincus.

Les similitudes s'arrêtent pourtant ici. Au-delà de ce constat de base, les divergences réapparaissent : on n'espérait pas, au Quai d'Orsay, que la Pologne et la Roumanie, renforcées par de nouveaux territoires, puissent empêcher l'avènement d'un conflit. Si, en 1914, la Russie n'avait pas pu dissuader l'Allemagne d'entrer en guerre, Varsovie et Bucarest ne l'empêcheraient certainement pas de prendre sa revanche. On n'entretenait donc aucune illusion à ce sujet : il s'agissait d'une alliance de revers non d'une escouade pacifique. Clemenceau s'était battu pour le rattachement de certains territoires à la Roumanie dans l'espoir de la rendre plus efficace dans la guerre et seulement pour cela – la question transylvaine en fut d'ailleurs le meilleur exemple. Le discours du *Figaro* n'était donc pas de la même nature : renforcer la Roumanie certes, mais afin d'éviter que ne se produise sur le continent un autre carnage. C'est pourquoi, sous la plume de ce journal, même le terme de *Mitteleuropa* devint synonyme « de paix, d'ordre et de liberté ». La différence, bien que subtile, n'en est pas moins présente et lourde de signification. *Le Figaro* qui, par moments, semblait se faire le véhicule de la politique française, considérait Bucarest différemment : s'il partageait les objectifs du Quai d'Orsay, il n'allouait cependant pas la même signification à l'alliance franco-roumaine. Cette dernière prenait plutôt les traits d'une réelle et sincère amitié et non pas ceux d'une simple entente stratégique.

En somme, en 1919, le gouvernement français et *Le Figaro* n'avaient pas la même grille d'analyse. Le Président du Conseil, répondant encore et toujours aux dynamiques d'une *Realpolitik*, devait élaborer une politique à long terme qui préparerait son pays à toute éventualité concernant l'Allemagne et sa possible résurgence. *Le Figaro*, quant à lui, désirait, comme la très grande majorité du peuple français, un retour immédiat à l'ordre et à la paix. L'alliance de revers, à travers les pages du journal, prit plutôt la forme d'un gage de paix. La

⁵³ *Le Figaro*, 6 juin 1919, p.1.

Roumanie, tout en gardant son rôle central de protectrice de la paix française, ne fut jamais dépeinte comme nécessaire à un deuxième front allemand ou même comme alliée éventuelle dans une guerre prochaine. Cela n'implique pas que *Le Figaro* n'ait pas considéré l'Allemagne comme une menace directe à sa sécurité, au contraire. Le journal concevait seulement différemment la façon de mettre l'Allemagne hors d'état de nuire : la signature de la paix et le respect de ses clauses, et non pas la mise sur pied d'une alliance de revers, devaient suffire à mettre Berlin en échec. C'est pour cette raison que *Le Figaro* représenta la Roumanie comme protectrice de la *paix* alors que le Quai la concevait plutôt comme l'instrument de la *sécurité* française. Le journal comprenait et analysait les enjeux à l'œuvre en fonction du traité de paix : cette différence de point de vue l'empêcha de véhiculer la politique de son gouvernement à l'égard de la Roumanie.

3.3 *L'Humanité* : dans quel camp se range Bucarest?

À nouveau, la perception de *L'Humanité* fut très différente de celle du *Figaro*. Comme mentionné au chapitre précédent, *L'Humanité* de 1919 interprétait toujours l'actualité en fonction du combat social inspiré par la révolution russe. Ainsi, les liens que dénonçait *Le Figaro* entre la Hongrie et l'Allemagne furent rapidement discrédités par le journal de gauche qui n'y voyait que la fausse propagande capitaliste. Quant à l'alliance de revers appliquée par le Quai d'Orsay, mais peu traitée par *Le Figaro*, l'attitude qu'adopta *L'Humanité* fut des plus surprenantes. Sous sa plume s'opéra une mise en parallèle très singulière entre la Roumanie et l'Allemagne. Par le biais d'une analyse particulière, ces deux États se sont retrouvés liés l'un à l'autre. Ce rapprochement excluait complètement les possibilités d'ériger une alliance de revers avec le concours de la Roumanie. Pour une deuxième fois, *L'Humanité* dépouilla Bucarest de ses rôles de gendarme et de citadelle afin de les remplacer par ceux, bien moins flatteurs, de nation réactionnaire et même, de bastion allemand.

3.3.1 *L'Humanité*, la Roumanie et l'Allemagne : quelques chiffres

Tout comme au *Figaro*, les articles portant sur la situation roumano-hongroise abordant la question allemande furent très rares. Sur les 151 articles, seulement 18 portaient sur les deux sujets, soit 11,92% du corpus. Notons tout de même que ces textes étaient en général très longs⁵⁴. Aussi, de ces 18 textes, un seul fut publié en première page et huit furent signés. Trois auteurs se divisent sept des articles signés : André Pierre, Daniel Renoult et Phédon. On a tout de même affaire, comme avec *Le Figaro*, à un journal relativement silencieux.

L'allégeance gauchiste de *L'Humanité* ne rend pas ces données moins surprenantes. Au contraire, on aperçoit dans ces quelques chiffres les priorités du journal à l'époque. Cent-cinq articles du corpus portaient, de près ou de loin, sur les liens entre la Roumanie et le bolchevisme. Le clivage est clair entre cette question et celle de l'Allemagne. Aussi, cette donnée nous permet, d'emblée, de deviner combien profondes furent les divergences entre *L'Humanité* et le Quai d'Orsay pour lequel la question allemande était centrale. Même en temps de paix, l'Allemagne demeura pour le gouvernement français, l'ennemie à abattre. Pour *L'Humanité*, et cette nuance est capitale, le véritable ennemi n'était plus à Berlin. La cause des guerres passées et futures, c'était le capitalisme. L'impérialisme bourgeois décadent et belliqueux, peu importe sa nationalité, était ciblé comme la cause de tous les maux. C'est en partie pour cette raison que le cas allemand fit couler si peu d'encre à *L'Humanité* alors qu'il monopolisait presque tous les efforts du gouvernement à la même époque. D'emblée, les chiffres énumérés ci-haut dévoilent jusqu'à quel point l'Allemagne suscitait, pour le quotidien, bien moins d'inquiétudes que le zèle des autorités réactionnaires.

3.3.2 Manigances germano-hongroises : pures fabulations

L'Humanité s'est lancé, en 1919, dans une grande campagne de légitimation de la République des Conseils hongroise. Pour cette raison, le journal tenta de dissocier la victoire

⁵⁴ Ces 18 textes représentent tout de même 14 869 mots au total, soit une moyenne de 826,06 mots par article et donc près du quart de tous les mots du corpus (22,23%).

de Bela Kun de toute implication de la part des Allemands. L'ascension de Bela Kun était le symbole de la victoire du prolétariat en Hongrie et, comme nous l'avons vu, un pas de plus vers la révolution mondiale. En aucun cas devait-elle être dépeinte ou perçue comme une bravade allemande, comme l'accession au pouvoir d'un pantin de Berlin. Ainsi, lorsque *L'Humanité* annonça à ses lecteurs la victoire du socialisme en Hongrie le 24 mars, on précisa :

Quant à l'insinuation que le *Temps* par deux fois fait d'un accord entre Berlin et Budapest, nous ne contestons pas que cet accord ne soit probable : mais il n'est qu'entre les mains de Liebknecht et de Rosa⁵⁵, et ceux de Bela Kun [...] C'est ailleurs que Noske et Scheidemann⁵⁶ trouvent des sympathies⁵⁷.

En aucun cas les dirigeants allemands, selon *L'Humanité*, furent-ils en relations amicales avec Bela Kun. La révolution de ce dernier était légitime et spontanée, non pas organisée par la République de Weimar. Phédon, à son tour, le 6 avril, assura à ses lecteurs que la campagne de discréditation menée par les journaux de droite n'était que mensonges :

Des agences spéciales se chargent de fabriquer à Stockholm, à Copenhague et à Paris, de pseudo-dépêches venues de la Volga ou de l'Oural, et que notre grande presse reproduit avec une sottise parfaite, ou avec une complicité voulue. C'est ainsi que la révolution hongroise, sous la plume de nos officieux, est devenue un simple chantage monté contre l'Entente par Karolyi, d'accord avec Scheidemann et Brockdorff-Rantzau⁵⁸.

Chaque fois que ce sujet fut abordé, *L'Humanité* présentait comme pures machinations les propos que *Le Figaro*, lui, considérait comme certains. La Hongrie de Bela Kun n'était d'aucune manière un gouvernement fantoche à la charge de l'Allemagne. Elle n'était pas non plus un leurre servant à tester la solidité des Alliés et à escamoter la paix. Le soulèvement hongrois représentait purement et simplement la réussite de la cause prolétarienne et, éventuellement, le triomphe mondial de la révolution sociale. *L'Humanité*

⁵⁵ L'auteur fait ici référence à Karl Liebknecht et à Rosa Luxemburg qui fondèrent tous les deux le Parti communiste d'Allemagne et furent organisateurs du mouvement spartakiste.

⁵⁶ L'auteur fait ici référence au chancelier allemand Philipp Scheidemann et à son ministre de la Reichswehr, Gustav Noske.

⁵⁷ *L'Humanité*, 24 mars 1919, p.3.

⁵⁸ *L'Humanité*, 6 avril 1919, p.3. Brockdorff-Rantzau était le ministre des Affaires étrangères de la République de Weimar.

tenta donc de remettre les pendules à l'heure suite aux tentatives du *Figaro*, et de plusieurs journaux de droite, de salir la Hongrie socialiste.

3.3.3 Une Allemagne bolchevique : souhaitable mais peu probable

Au *Figaro*, et même au Quai, on considérait que l'initiative roumaine en Hongrie servirait d'exemple à l'Allemagne en lui démontrant ce qui se produirait si elle tentait à son tour d'échapper aux conséquences de la paix par le biais de l'épouvantail bolchevique. Or, à *L'Humanité*, où l'expansion bolchevique était perçue positivement, on ne fit pas du tout le même calcul. En effet, on s'affaira encore une fois à tourner en dérision les inquiétudes qu'entretenaient les journaux de droite à l'époque, dont *Le Figaro*. L'adhésion allemande au bolchevisme semblait, pour les gens de *L'Humanité*, complètement invraisemblable, à la limite de l'absurde. Ce fut encore Phédon qui, le 6 avril, rappela le ridicule de ces craintes :

Aujourd'hui, on nous laisse prévoir que pour jouer un mauvais et dernier tour aux Alliés, Scheidemann, Ebert⁵⁹ et Noske pourraient livrer la puissance publique aux Spartaciens [*sic*]. Ceux qui écrivent ou prophétisent ces choses ne s'arrêtent ni devant l'invraisemblable, ni devant l'absurde. Pourquoi les dirigeants actuels de l'Allemagne auraient-ils résisté par la force aux assauts du socialisme fidèle à lui-même, s'ils avaient médité un tel coup de surprise?⁶⁰

Les appréhensions du *Figaro* étaient donc complètement discréditées. Nulle part trouve-t-on dans le journal de gauche des traces d'une quelconque inquiétude face à l'expansion bolchevique en Allemagne, ni aux conséquences horribles que cela pourrait avoir sur les traités de paix à venir.

De plus, quelques choix d'articles publiés dans *L'Humanité* suggèrent qu'on y voyait même d'un œil favorable la constitution d'une Allemagne soviétique en plein cœur de l'Europe. En effet, on publia dès le 29 mars, et donc quelques jours seulement après l'accession au pouvoir de Bela Kun, une entrevue jugée « du plus haut intérêt »⁶¹ accordée

⁵⁹ Phédon fait ici référence à Friedrich Ebert, le premier président de la République de Weimar.

⁶⁰ *L'Humanité*, 6 avril 1919, p.3.

⁶¹ *L'Humanité*, 29 mars 1919, p.3.

par l'ambassadeur de la République communiste hongroise à Berlin. Les propos de M. Bolgar qu'on a choisi de publier ne laissaient aucun doute :

Le prolétariat allemand ne consentira certainement pas à un compromis avec les gouvernements bourgeois capitalistes qui prétendent dicter la paix à Paris. Les semaines qui vont suivre apporteront au prolétariat allemand et au prolétariat autrichien l'inéluctable nécessité de prendre position⁶².

L'absence de tout commentaire suivant ces quelques lignes est parlante. Cette annonce, qui promettait beaucoup de difficultés aux grandes puissances, ne créa chez *L'Humanité* ni affolement ni panique. On publiait ces informations comme si elles allaient de soi, comme s'il était évident que les Allemands, afin d'éviter la paix « tyrannique » des Alliés, opteraient pour la révolution prolétarienne. Un autre article allant dans le même sens fut publié le 31 mars et rapportait que :

L'assemblée plénière des conseils des ouvriers et soldats de Berlin a envoyé à la République des conseils hongrois un télégramme de félicitations promettant de soutenir le prolétariat hongrois dans sa lutte et de ne pas avoir de repos tant que la victoire définitive du socialisme ne sera pas garantie dans tous les pays⁶³.

Encore une fois, ces quelques lignes furent écrites sans commentaire ni critique. Elles supposaient pourtant que les forces prolétariennes allemandes visaient à renverser le gouvernement allemand afin d'y établir la dictature du prolétariat.

Les intérêts des deux journaux formaient donc deux pôles opposés. Au *Figaro*, l'expansion du bolchevisme jusqu'à Berlin était synonyme d'une véritable catastrophe pour la France. Au contraire, à *L'Humanité*, non seulement on ne s'en faisait pas pour l'Allemagne, mais on percevait d'un œil bienveillant son basculement vers un régime soviétique. Tout était subordonné au combat social. La paix française, qui risquait de mourir dans l'œuf si l'Allemagne devenait soviétique, ne reçut pas le soutien qu'on aurait pu imaginer. Le journal traita de la question avec un détachement étonnant. Pourtant, nous ne croyons pas qu'il faille y voir de l'indifférence, ni même de l'incompréhension ou de l'ignorance. Encore une fois, cette attitude découle plutôt de l'échelle de priorités de *L'Humanité* à l'époque : la cause révolutionnaire avait le dessus sur tout souci diplomatique

⁶² *L'Humanité*, 29 mars 1919, p.3.

⁶³ *L'Humanité*, 31 mars 1919, p.3.

ou stratégique. En ce sens, le basculement de l'Allemagne vers le bolchevisme avait plus des allures de victoire que de désastre. Attitude que *Le Figaro*, et à plus forte raison le Quai d'Orsay, ne pouvaient concevoir.

3.3.4 Bucarest : dernier bastion des Hohenzöllern

Comme nous l'avons vu au chapitre précédent, lorsqu'il s'est agi du débat sur l'expansion bolchevique et le cordon sanitaire, le journal insista beaucoup sur le caractère réactionnaire de Bucarest. Lorsqu'il s'est plutôt agi des relations entre Bucarest et l'Allemagne, la critique fut d'une toute autre nature, mais tout aussi sévère. Non seulement *L'Humanité* ne conçut pas le rôle stratégique de la Roumanie dans une alliance de revers, mais il remit en question son alliance avec la France. En effet, dans les lignes du journal, on suggérait l'existence d'un lien d'amitié entre les Allemands et le peuple roumain. Ainsi, le 22 juin, le journaliste André Pierre, qui écrivit plusieurs articles sur l'Europe de l'Est, se désolait :

Ce sera une des nombreuses hontes de la République française, qui a mené pendant quatre ans une guerre dite de la libération, d'avoir été l'associée et la complice du *royaume* de Roumanie, qui a à sa tête un Hohenzollern, un représentant de cette dynastie néfaste que nous avons prétendu chasser de la terre⁶⁴.

Cinq jours plus tard, le 27 juin, le même auteur discréditait à nouveau la Roumanie :

Mais elle [la Roumanie] a à sa tête un Hohenzollern, un des représentants de la dynastie maudite que l'Entente veut juger pour ses crimes au nom de ce qu'elle appelle sans rire « la morale internationale », alors qu'elle pleure aujourd'hui encore sur l'exécution par les bolcheviks du tsar Nicolas II⁶⁵!

On était bien loin de la *Realpolitik* clémenciste. Non seulement ne percevait-on pas le rôle stratégique que pouvait jouer la Roumanie dans une alliance de revers, mais on supposait qu'elle était en fait plus intimement liée à l'Allemagne qu'à la France. Encore une fois, les sacrifices roumains à la cause des Alliés pendant le conflit mondial étaient complètement

⁶⁴ *L'Humanité*, 22 juin 1919, p.3.

⁶⁵ *L'Humanité*, 27 juin 1919, p.3.

ignorés. Pire, le fait même que la France entretienne avec Bucarest des relations amicales était ressenti comme une véritable honte : on traitait avec l'ennemi.

Il est toutefois intéressant de noter qu'on n'ignorait pas, à *L'Humanité*, les plans d'alliance de revers. L'absence de commentaires et de soutien à la Roumanie ne doit donc pas être perçue comme le résultat d'un manque d'informations ou d'une incompréhension des enjeux à l'œuvre. Un article de Phédon, *La Vie internationale : la reconstruction de l'Europe*, en date du 14 juillet, faisait preuve d'une analyse particulièrement fine de la politique du Quai à l'égard de l'Allemagne et de l'Europe orientale à l'époque :

La politique française se réfère à deux conceptions différentes et qui se lient dans la pratique. Elle vise à la fois à empêcher la reconstitution d'une forte Allemagne, sous quelque forme que ce soit, et à maîtriser la révolution sociale au dehors pour l'empêcher de gagner au-dedans [...] Il [Stephen Pichon, ministre des Affaires étrangères] estime que la domination française ne peut s'instaurer en Europe que si elle s'étaye, contre une Allemagne disloquée, sur des groupements nationaux qui tiendraient celle-ci à ses différents angles, et l'étreindraient le cas échéant.

Mais, s'appuyant sur ces groupements, la France capitaliste ne peut pas admettre qu'ils soient gagnés par la révolution communiste [...] Toute l'œuvre de coercition tentée contre l'Allemagne d'aujourd'hui et contre l'Allemagne de demain, serait compromise, si Varsovie et Prague⁶⁶ avaient aussi leurs Soviets⁶⁷.

C'était donc en pleine connaissance de cause qu'on écrivait dans les pages de *L'Humanité* que l'alliance avec la Roumanie, bastion des Hohenzollern, était une véritable honte nationale. L'alliance de revers et les bénéfices qu'elle entraînait pour la sécurité française étaient résumés à une « œuvre de coercition tentée contre l'Allemagne ». Les enjeux stratégiques qui dictaient l'attitude de Clemenceau pendant la crise hongroise n'eurent aucune incidence sur le discours de *L'Humanité* face à la Roumanie. En fait, ils ne furent même pas pris en considération. La rhétorique du journal était dominée en tout temps par ce point de vue où s'opposaient la révolution et la réaction, le socialisme et l'impérialisme, le bien et le mal. Dans cette optique, la Roumanie n'appartenait pas au bon camp. La sécurité, si chère au gouvernement français, et même la paix française, sur laquelle insistait *Le Figaro*, n'avaient pas une importance suffisante à *L'Humanité* pour qu'il ait pu en être autrement.

⁶⁶ Phédon prend ici en exemple la Pologne et la Tchécoslovaquie, mais l'analyse s'applique tout autant à la Roumanie et la Yougoslavie.

⁶⁷ *L'Humanité*, 14 juillet 1919, p.3.

* * *

La résurgence allemande était en tout point et à tout moment le souci premier du gouvernement français. La politique du Quai d'Orsay à l'égard de l'Allemagne impliquait effectivement l'instrumentalisation de la Roumanie. Pour protéger la France, il était absolument nécessaire, avec ou sans garantie anglo-saxonne, d'ériger une alliance de revers en Europe de l'Est et donc d'assurer un deuxième front aux Allemands. De cette manière, on pouvait être certain en France que l'Allemagne, prise à nouveau dans un étau, serait obligée de diviser ses effectifs entre ses fronts occidental et oriental. Le concours de la Roumanie, ainsi que de ses voisines polonaise, tchécoslovaque et yougoslave, était toutefois absolument indispensable au bon fonctionnement de ce système antigermanique. L'attribution de la Transylvanie et de son réseau ferroviaire à la Roumanie était d'autant plus nécessaire qu'elle permettrait à Bucarest d'agir en tant que pivot efficace de l'alliance de revers. L'incursion roumaine en Hongrie répondait donc aux intérêts à court et à long termes de Paris, qui ne put faire autrement que de soutenir l'initiative.

On avait affaire à la nation jugée responsable de quatre ans de guerre et de sang, à un État qui avait volé, moins de cinquante ans auparavant, l'Alsace et la Lorraine, et envers lequel la France avait entretenu une méfiance, une animosité et même une haine galvanisées depuis plusieurs décennies. Pourtant, la politique très antigermanique menée par le Quai d'Orsay ne trouva pas écho dans *Le Figaro* et *L'Humanité* d'après-guerre lorsqu'il fut question de la Roumanie⁶⁸. *Le Figaro* associa la Hongrie bolchevique à l'Allemagne, présentées comme deux complices d'une même fourberie : dérober la France de sa paix. La Roumanie conserva son rôle de citadelle de la France, mais celui-ci ne se traduisit pas par son importance dans l'alliance de revers, comme ce fut le cas au Quai d'Orsay. La Roumanie était encore et toujours comprise et représentée comme un pilier sur lequel appuyer la paix et l'ordre en Europe, non pas comme l'instrument par excellence d'un système antigermanique. Les deux notions qui, pour le Quai, étaient indispensables l'une à l'autre, furent séparées par le journal. La rhétorique entourant la Roumanie au *Figaro* ne fut pas celle de la sécurité, comme ce fut le cas au Quai, mais bien celle d'un retour à la stabilité et à la paix. Notons

⁶⁸ Rappelons encore une fois que les articles traités ici font tous allusion à la situation roumano-hongroise. Les articles traitant strictement de l'Allemagne ne furent donc pas analysés.

qu'il est aussi possible que le lien entre la paix et la sécurité pour le journal ait été implicite : la relation entre les deux notions était peut-être tellement évidente qu'elle n'avait pas à être explicitée davantage. Toutefois, dans les deux cas, la Roumanie se trouvait instrumentalisée au profit de la cause française. En ce sens, même si *Le Figaro* ne se fit jamais l'écho de la politique de son gouvernement, il ne s'afficha pas non plus comme étant en complète opposition : son objectif principal demeura de travailler pour les intérêts français. Ce fut justement la définition de ces « intérêts » qui divergea et qui créa, entre *Le Figaro* et son gouvernement, une différence discursive notable : l'intérêt de la France résidait, pour le journal, dans une paix « à la française » durable, non dans l'élaboration de dispositifs défensifs pour la prochaine guerre. D'ailleurs, les yeux du *Figaro* étaient à ce point rivés sur la paix que l'avènement d'un nouveau conflit lui était impensable, voire invraisemblable.

Le clivage fut beaucoup plus profond dans le cas de *L'Humanité* qui ne se fit en aucun cas le véhicule de la diplomatie française de l'époque. Comme ce fut le cas pour la rhétorique du quotidien à l'égard du bolchevisme, le combat entre révolutionnaires et réactionnaires prit le dessus. À un point tel d'ailleurs que la Roumanie se retrouva associée au camp ennemi. Son utilité géostratégique fut complètement évincée au profit de son caractère impérialiste et réactionnaire. Cette conception en faisait la comparse fidèle des Hohenzollern, dynastie jugée coupable de la guerre, et non le pivot de l'alliance de revers. Ni *L'Humanité* ni *Le Figaro* n'insista d'ailleurs sur cet aspect pourtant central dans la politique antigermainique française. Le rôle de la Roumanie dans l'alliance de revers érigée par Clemenceau fut complètement évacué dans ces deux journaux.

CONCLUSION

La France d'après-guerre était sans contredit une nation victorieuse avec une mentalité de vaincue¹. Elle était dominée par ses craintes, ses inquiétudes et ses angoisses. L'attitude du gouvernement français, et de Clemenceau en particulier, était en tout temps dictée par cet état des choses. Que ce soit par rapport à l'Allemagne ou à la Russie bolchevique, la France demeurait constamment sur la défensive, comme si l'armistice de 1918 avait joué en sa défaveur, comme si les Allemands étaient les véritables vainqueurs du conflit. Tous les efforts de la France visaient donc à contrecarrer, neutraliser, prévenir et éviter toute agression future de la part de ses ennemis, anciens et nouveaux. Cet état d'esprit dicta l'essentiel de la politique du Quai d'Orsay à l'égard de l'Europe de l'Est en 1919 et forgea son attitude vis-à-vis de la Roumanie. Cette dernière fut d'ailleurs incluse dans les plans français dès la fin de la guerre. L'épisode de la guerre roumano-hongroise de 1919, choisi ici comme terrain d'observation, fit plus figure d'accélérateur et de catalyseur que de point déclencheur. En effet, le contexte dans lequel la République des Conseils vit le jour lui conféra une signification et un symbolisme particuliers et ne fit qu'exacerber des craintes et des appréhensions déjà bien palpables à Paris. L'arrivée de Bela Kun eut aussi comme conséquence de rendre encore plus évidente l'utilité présente et future de la Roumanie pour la sauvegarde de la sécurité française.

Le souci ultime des Français en 1919 était sans équivoque la revanche allemande. La diplomatie française, autant pendant qu'après la Conférence de la paix, visait à affaiblir l'Allemagne et, au cas où ce premier volet échouait, à se munir de tous les outils possibles

¹ Jean Francoeur (pseud.), *Réflexions d'un diplomate optimiste, 1915-1919*, Paris, Bossard, 1920, vol. 2, p.93.

pour résister à une éventuelle agression de sa part. Le maintien des alliances de guerre et la garantie anglo-saxonne furent de loin les piliers centraux de cette politique. D'autres mesures furent toutefois entreprises, dont l'alliance de revers dans laquelle était comprise la Roumanie. Ce dispositif, visant à assurer un deuxième front à l'Allemagne en tout temps, nécessitait la coopération des Roumains, véritable pivot de l'alliance. Entretenant des relations favorables à la fois avec la Pologne, la Tchécoslovaquie et même la Yougoslavie et la Grèce à une époque d'intenses changements et de ferventes passions, la Roumanie pouvait rassembler ces nations autrement hostiles. C'est en très grande partie la raison pour laquelle la France investit tant d'efforts pour assurer à Bucarest la possession de la Transylvanie, région qui rendrait le pays encore plus efficace et qui permettrait des communications aisées entre tous les petits alliés en cas d'un nouveau conflit.

Si ce fut d'abord et avant tout son rôle dans l'alliance de revers qui inspira au Quai d'Orsay une attitude favorable face à la Roumanie, sa participation dans le cordon sanitaire lui conféra une plus-value non négligeable. Cette réalité se manifesta d'ailleurs très intensément tout au long de l'épisode hongrois. Ce dernier sonna l'alarme pour de nombreux chefs d'État quant au danger de l'expansion bolchevique en Europe. Toutefois, les grandes puissances, y compris la France, ne considéraient pas le péril comme assez violent pour menacer leur nation respective. C'est pourquoi le plan de cordon sanitaire, visant à endiguer le bolchevisme dans ses frontières, fut adopté plutôt qu'une version plus offensive proposée par le maréchal Foch. La Roumanie, bordant la Russie et la Hongrie, fut aussitôt incluse dans ce plan. Son initiative militaire en Hongrie confirma et renforça encore son rôle dans le cordon sanitaire puisqu'elle permit aux Roumains, épaulés par les Polonais, de s'afficher en tant que principaux alliés de la France dans le combat contre « l'anarchie bolchevique ».

Le gouvernement français adopta donc sans aucun doute une attitude très favorable à la Roumanie, malgré les limites apparentes de cette alliance, sur laquelle reposait une partie de la sécurité française. *Le Figaro* et *L'Humanité* se firent-ils les véhicules de cette politique ? Notre hypothèse de départ supposait que les deux journaux, *Le Figaro* plus que *L'Humanité*, approuveraient la politique du Quai d'Orsay à l'égard de la Roumanie. En effet, tous les deux, désirant d'abord et avant tout la sécurité de leur nation, appuieraient la diplomatie française et assigneraient aux Roumains les mêmes rôles dans les projets

d'alliance de revers et de cordon sanitaire. Les résultats obtenus nous ont toutefois obligée à nuancer cette hypothèse.

D'abord, pour ce qui est du *Figaro*, nous nous attendions à un discours très radical autant face au problème bolchevique qu'à l'égard de la question allemande. Son allégeance à la droite politique nous laissait deviner qu'il serait encore plus sévère que son propre gouvernement et que l'importance de la Roumanie en serait augmentée d'autant. Cela s'est avéré quand il fut question de bolchevisme. Le journal, très influencé par les idées du maréchal Foch, plaida pour une action sévère envers la Hongrie et accorda à la Roumanie un soutien constant. *Le Figaro* était sans aucun doute encore plus inquiet par la question bolchevique que ne l'était son gouvernement. Les Roumains, prenant le problème hongrois de front par leur propre initiative, prirent rapidement le rôle de défenseurs de la paix française contre cet insidieux « épouvantail bolchevique » dont le seul dessein était de ruiner la glorieuse victoire de la France. Le principal reproche du journal envers son gouvernement résidait donc dans sa passivité : l'attentisme de la *Realpolitik* clémenciste était perçu comme de la mollesse, voire de la faiblesse. Mettant la paix à venir en péril, elle était inacceptable, incompréhensible, inconcevable. Par leur initiative, les Roumains accomplissaient ce que le gouvernement français, s'il avait véritablement eu les intérêts de la nation à cœur, aurait dû faire lui-même. À ce titre, la Roumanie s'affichait, pour *Le Figaro*, comme une grande alliée de la paix française et de son maintien sur le continent.

L'Humanité s'afficha en tout point en désaccord avec son homologue *Le Figaro*. Il n'en fut pas moins complètement opposé à la politique du Quai d'Orsay. Là où *Le Figaro* voyait un gouvernement mou et faible, *L'Humanité* percevait plutôt une autorité violente et perfide. Dans cette optique, le cordon sanitaire prenait la forme d'un grand complot impérialiste cependant que les Roumains devenaient les mercenaires par excellence des réactionnaires occidentaux. La Hongrie socialiste, érigée en véritable héroïne, puis victime, puis martyr, n'était pas une menace à l'ordre européen, mais bien une promesse de paix future. À ce titre, la Roumanie prit la forme du véritable ennemi et allait à l'encontre des intérêts français qui résidaient d'abord et avant tout dans la victoire du socialisme en Europe. Après une guerre militaire s'ouvrait donc une guerre sociale et la Roumanie n'était plus dans le bon camp. Toute association de la part du gouvernement français auprès des Roumains

était synonyme de trahison. En ce sens, il était impensable à *L'Humanité* d'accorder un quelconque soutien à la politique du Quai et donc, d'y faire écho.

Les attitudes des deux journaux furent bien plus surprenantes quand il fut question du problème allemand. L'historiographie est unanime en ce qui concerne l'Allemagne d'après-guerre : le souci premier de la France était de la neutraliser, de l'empêcher de prendre sa revanche. C'était aussi la responsabilité principale que le Quai d'Orsay avait assignée à la Roumanie. Il nous semblait probable que *Le Figaro* et *L'Humanité* allaient donc être parsemés de textes mettant en relation le danger allemand et le rôle de la Roumanie face à lui. Il nous semblait aussi que les différences entre les deux journaux sur le sujet devraient être bien moins profondes que sur la question bolchevique puisqu'il s'agissait vraiment de l'intégrité et de la sécurité de la nation française. L'analyse a pourtant mis en lumière une toute autre réalité.

Le Figaro, même s'il entretenait en fait les mêmes objectifs que son gouvernement, ne se fit pas le véhicule de la politique de l'alliance de revers. L'importance accordée à la paix prit le dessus sur les visées stratégiques qui dictaient la politique du Quai d'Orsay. Déjà, peu d'articles traitèrent du sujet. Mais surtout, la présente recherche a démontré combien le journal et le gouvernement n'avaient pas la même grille d'analyse en 1919. La politique du Quai à l'égard de la Roumanie résultait d'une réflexion à long terme qui visait à assurer la sécurité de la France contre l'Allemagne non seulement en 1919, mais durant les nombreuses années à venir. Or, selon Clemenceau, la signature des traités de paix ne suffisait pas pour assurer l'avenir de l'État français : le maintien de l'alliance avec les Anglo-Saxons et la mise sur pied d'une alliance de revers étaient eux aussi nécessaires. Au contraire, l'espoir du *Figaro* était tout entier fixé sur les traités issus de la Conférence. À eux seuls, ils symbolisaient le retour de l'ordre, de la paix et donc, assuraient la sécurité de la France sur le continent à court terme. Deux différences majeures ont donc empêché *Le Figaro* de véhiculer la politique du Quai. D'abord, le journal faisait une analyse strictement à court terme de la situation : il ne pouvait pas saisir et encore moins soutenir la politique du gouvernement français qui, elle, visait la protection des intérêts français à long terme. Ensuite, *Le Figaro* et le Quai d'Orsay étaient guidés par deux idées de base différentes. Pour le premier, l'établissement d'une paix durable était la condition *sine qua non* au maintien de la sécurité

française. À l'inverse, le gouvernement français percevait la sauvegarde de la sécurité française comme le seul moyen de conserver la paix sur le continent.

Comme nous l'avons dit, il est possible que les liens entre la paix et la sécurité françaises aient été implicites car, en 1919, les deux termes étaient pratiquement synonymes et, pour l'opinion publique française de l'époque, peu disposée à de telles subtilités langagières, c'était en fait bonnet blanc, blanc bonnet. Toutefois, nous ne croyons pas que ce choix de vocabulaire – c'est-à-dire l'accent placé systématiquement sur la paix plutôt que sur la sécurité – ait été innocent. Nous apportons une autre hypothèse pour expliquer ces résultats inattendus. La clé réside peut-être en partie sur la notion de bidirectionnalité². *Le Figaro* ne reflétait pas l'opinion publique proprement dite : il diffusait une opinion médiatique bien à lui et tentait d'imposer certaines idées tout en respectant celles de ses lecteurs. En effet, n'est-il pas probable que *Le Figaro* ait été influencé, dans son analyse, par les attentes de ses lecteurs pour lesquels le retour à la paix et à l'ordre était impératif ? Si l'avènement d'un nouveau conflit, pour lequel se préparait déjà Clemenceau, semblait si inconcevable pour le journal, était-ce parce que ses propres lecteurs jugeaient inadmissible le retour à un état de guerre ? Ainsi, nous croyons que les objectifs sous-jacents du *Figaro* correspondaient en tout point aux stratégies mises en branle par le Quai d'Orsay. Toutefois, un peu pour répondre à « l'air du temps », *Le Figaro* a dû interpréter la politique de son gouvernement en fonction de la paix durable, non pas en fonction de la sécurité.

De son côté, *L'Humanité*, en plus de ne pas véhiculer la politique française, alla carrément à son encontre. Sous sa plume, la Roumanie passa au camp ennemi, détruisant du même coup toute possibilité de l'intégrer à l'alliance de revers et de la faire participer au maintien de la sécurité française. Les « mercenaires roumains » s'opposaient aux « amis hongrois » : le danger allemand et la capacité des Roumains d'aider à le contrecarrer n'y changeaient rien. C'est peut-être là le plus grand intérêt de ce travail. *L'Humanité*, très à gauche certes, mais pas encore officiellement lié au parti communiste français, assura un soutien si constant à la cause bolchevique que cette dernière parvint même à évincer la question allemande du journal. L'Allemagne, souci premier de la France en 1919 ? Cette

² Rappelons que le concept de bidirectionnalité se rapporte au phénomène selon lequel le journal influence ses lecteurs et est, en retour, influencé par les attentes de ceux-ci.

affirmation doit donc être nuancée : le danger allemand ne transcendait pas toutes les allégeances politiques.

Sur ce point, notre recherche apporte une contribution importante à l'historiographie existante. Trop centrée sur l'étude politique et diplomatique des relations franco-roumaines, cette dernière a peut-être tenu pour acquis que les soucis de Clemenceau et de ses acolytes étaient ceux d'une population entière. Nous ne voulons pas dire par là que le problème allemand n'était pas un élément absolument majeur dans l'après-guerre, et même dans l'entre-deux-guerres français. Il l'était, sans aucun doute. Toutefois, en opérant un pont entre l'histoire diplomatique et l'analyse de presse, nous avons mis en lumière l'existence de nuances, de clivages même. À un point tel que même des journaux qui, à la base, appuyaient le gouvernement clémenciste, en l'occurrence *Le Figaro*, ne firent pas écho à sa politique. L'historiographie insiste sur la crainte omniprésente, à la limite de l'obsession, de l'Allemagne dans la France de 1919. Pourtant, les résultats exposés dans ce mémoire démontrent combien, dans les faits, la presse n'était pas subjuguée par le problème allemand. La question roumaine démontre combien Berlin, tout en étant la priorité du gouvernement de Clemenceau et de ceux qui lui succéderont, n'était pas au centre des inquiétudes du *Figaro* et de *L'Humanité*. Par la seule analyse du traitement de l'information de deux journaux sur le rôle de la Roumanie par rapport à la sécurité française, nous avons donc détecté de grandes différences entre leurs priorités et celles du gouvernement français. Dans les deux journaux, le bolchevisme a constamment été priorisé au détriment du danger allemand, alors que l'opération contraire a été faite par le gouvernement français.

Une question se pose : pourquoi ? Comment expliquer que ces deux journaux français, même *Le Figaro* qui soutenait le gouvernement de Clemenceau, ne se soient pas faits les véhicules de la politique française à l'égard de la Roumanie ? Ce désintérêt on ne peut plus surprenant peut s'expliquer en partie par la nature des relations publiques du Quai d'Orsay à cette époque. La politique de Clemenceau était-elle trop bien gardée ? Était-elle trop subtile ou même trop peu ou mal publicisée ? En gardant ses stratégies trop secrètes, le gouvernement français n'aurait-il pas empêché toute une partie de la presse de véhiculer, valider et soutenir sa politique auprès des lecteurs ? Le Quai ne pouvait pas, quoi qu'il fit, gagner à sa cause des journaux comme *L'Humanité*. Il aurait pu cependant faire une bonne

utilisation de quotidiens comme *Le Figaro* qui se seraient chargés de transmettre à la population française les véritables intentions de leur gouvernement et ce, sous un angle favorable et positif.

Quoi qu'il en soit, les résultats de cette recherche permettent peut-être de remettre en doute l'omniprésence du danger allemand dans toutes les facettes de la vie française d'après-guerre : il serait donc d'autant plus intéressant de réétudier la question à un autre niveau que celui de la politique. Outre les diplomates, qu'en pensaient les écrivains, les académiciens et les intellectuels de l'époque ? Les résultats, comme les nôtres, pourraient être très surprenants.

BIBLIOGRAPHIE

Sources

Journaux

Le Figaro, 1^{er} mars-31 août.

L'Humanité, 1^{er} mars-31 août.

Documents diplomatiques

FOREIGN OFFICE (WOODWARD, Ernest Llewellyn (éd.) et Rohan d'Olier BUTLER (éd.)), *Documents on British foreign policy 1919-1939, vol. 1, 1919*, Londres, His Majesty's Stationery Office, 1947, 969p.

MANTOUX, Paul (Notes de l'officier interprète), *Les Délibérations du Conseil des Quatre*, 24 mars-28 juin 1919, Paris, Centre national de la recherche scientifique, 2 volumes.

Rumania : Irredentist and Nationalist questions in Central Europe, 1913-1939, Nendeln, Kraus Reprint, 1973, 785p.

SANDU, Traian, *La Grande Roumanie alliée de la France. Une péripétie des Années Folles ? (1919-1933)*, Paris, L'Harmattan, 1999, 279p.

Mémoires

BONNET, Georges (Ambassadeur de France), *Vingt ans de vie politique, 1918-1938. De Clemenceau à Daladier*, Paris, Fayard, 1969, 286p.

BRISSON, Pierre, *Vingt ans de Figaro, 1938-1958*, Paris, Gallimard, 1959, 273p.

CLEMENCEAU, Georges, *Grandeurs et misères d'une victoire*, Paris, Plon, 1930, 372p.

DILLON, Emile Joseph, *The Inside Story of the Peace Conference*, New York, Harper and Brothers, 1920, 513p.

GEORGE, David Lloyd, *The Truth about the Treaties, Volume II*, Londres, Victor Gollancz Ltd, 1938, 1472p.

HEADLAM, James W., *A Memoir of the Paris Conference of 1919*, Londres, Methuen and Co., 1972, 230p.

LAROCHE, Jules (Ambassadeur de France), *Au Quai d'Orsay avec Briand et Poincaré, 1913-1926*, Paris, Hachette, 1957, 231p.

NICOLSON, Harold, *Peacemaking, 1919*, Londres, Constable and Co., 1933, 378p.

SETON-WATSON, Robert W., *Treaty Revision and the Hungarian Frontiers*, Londres, Eyre and Spottiswoode, 1934, 75p.

TORREY, Glenn E., *General Henri Mathias Berthelot and Romania. Mémoires et Correspondance, 1916-1919*, New York, Columbia University Press, 1987, 247p.

Ouvrages généraux

Relations internationales

BARDY, Roland, *1919, La Commune de Budapest*, Paris, Tête de feuilles, 1972, 244p.

BECKER, Jean-Jacques (en collaboration avec le Centre d'études d'histoire de la défense), *De La Guerre à la paix*, Paris, Économica, 2001, 162p.

BECKER, Jean-Jacques et Serge BERNSTEIN, *Victoire et frustrations (1914-1929). Nouvelle histoire de la France contemporaine*, vol.12, Paris, du Seuil, 1990, 459p.

BENNS, Frank Lee et Mary Elisabeth SELDON, *Europe 1914-1939*, New York, Appleton-Century-Crofts, 1965, 521p.

BERNSTEIN, Serge (dir.) et Michel WINOCK (dir.), *La République recommencée. De 1914 à nos jours*, Paris, du Seuil, 2004, 605p.

BERNSTEIN, Serge et Pierre MILZA, *Histoire de la France au vingtième siècle (1900-1939)*, Bruxelles, Complexe, tome I, 1999, 574p.

BINOCHE, Jacques, *Histoire des relations franco-allemandes de 1789 à nos jours*, Paris, Masson et Armand Colin, 1996, 232p.

BOEMEKE, Manfred, Gerald FELDMAN et Elisabeth GLASER, *The Treaty of Versailles : A Reassessment After 75 Years*, Cambridge, Cambridge University Press, 1998, 674p.

COGAN, Charles, *Diplomatie à la française*, Paris, Jacob-Duvernet, 2005, 375p.

CRAIG, Gordon A. (éd.) et Félix GILBERT (éd.), *The Diplomats. Volume I : The Twenties*, New York, Princeton University Press, 1963, 315p.

DOISE, Jean et Maurice VAÏSSE, *Politique étrangère de la France. Diplomatie et outil militaire (1871-1991)*, Paris, du Seuil, 1992 (première édition en 1987), 752p.

- DUROSELLE, Jean-Baptiste, *Clemenceau*, Paris, Fayard, 1988, 1077p.
- GIRAULT, René et Robert FRANK, *Turbulente Europe et nouveaux mondes. Tome II : 1914-1944*, Paris, Masson, 1988, 279p.
- HITCHINS, Keith, *Rumania, 1866-1947*, Oxford, Clarendon Press, 1994, 579p.
- JELAVICH, Barbara, *History of the Balkans. Volume II: 20th Century*, Cambridge, Cambridge University Press, 1983, 476p.
- JUHASZ, Gyula, *Hungarian Foreign Policy, 1919-1945*, Budapest, Akadémiai Kiado, 1979, 356p.
- KRAPOTH, Stéphanie, *France-Allemagne: du duel au duo, de Napoléon à nos jours*, Toulouse, Privat, 2005, 232p.
- LE BRETON, Jean-Marie, *L'Europe centrale et orientale de 1917 à 1990*, Paris, Nathan, 1994, 304p.
- MARKS, Sally, *The Illusion of Peace. International Relations in Europe, 1918-1933*, New York, Palgrave MacMillan, 2003, 214p.
- MARTIN, Benjamin F., *France and the Après-Guerre (1918-1924). Illusions and Disillusionment*, Baton Rouge, Louisiana State University Press, 1999, 278p.
- MIQUEL, Pierre, *Clemenceau. Le Père de la victoire*, Paris, Tallandier, 1996, 388p.
- RÉAU, Élisabeth du, *L'Ordre mondial, de Versailles à San Francisco (juin 1919-juin 1945)*, Paris, Presses universitaires de France, 2007, 333p.
- ROTHSCHILD, Joseph, *East Central Europe between the Two World Wars*, Seattle, University of Washington Press, 1977 (1ère édition en 1974), 420p.
- WEIBEL, Ernest, *Histoire et géopolitique des Balkans de 1800 à nos jours*, Paris, Ellipses, 2002, 640p.
- YOUNG, Robert J., *French Foreign Policy, 1918-1945. A Guide to Research and Research Materials*, Wilmington, Scholarly Resources, 1991, 339p.

Presse française

- ALBERT, Pierre, *La Presse française*, Paris, La Documentation française, 2008 (première édition en 2004), 203p.
- ALBERT, Pierre, *Les Médias dans le monde*, Paris, Ellipses, 1994, 141p.
- ALBERT, Pierre, *Journalisme et documentation. Les Banques de données de presse en France*, Paris, Jean-Cyrille Godefroy, 1984, 162p.

- BARBIER, Frédéric et Catherine BERTHO LAVENIR, *Histoire des médias de Diderot à Internet*, Paris, Armand Colin, 2000, 397p.
- BELLANGER, Claude (dir.), *Histoire générale de la presse française*, tome 3, Paris, Presses universitaires de France, 1972, 689p.
- CHARLE, Christophe, *Le Siècle de la presse (1830-1939)*, Paris, Éditions du Seuil, 2004, 400p.
- CHARON, Jean-Marie, *La Presse quotidienne*, Paris, La Découverte, 2005, 122p.
- DELPORTE, Christian et Fabrice d'ALMEIDA, *Histoire des médias en France. De la Grande Guerre à nos jours*, Paris, Flammarion, 2003, 434p.
- FEYEL, Gilles, *La Presse en France des origines à 1944. Histoire politique et matérielle*, Paris, Ellipses, 1999, 192p.
- JEANNENEY, Jean-Noël, *Une Histoire des médias des origines à nos jours*, Paris, du Seuil, 2000, 394p.
- MANEVY, Raymond, *La Presse de la Troisième République*, Paris, Joseph Foret, 1955, 248p.
- MARTIN, Laurent, *La Presse écrite en France au vingtième siècle*, Paris, Librairie générale française, 2005, 253p.
- NAVILLE-MORIN, Violette, *L'Écriture de presse*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 2003 (première édition en 1969), 167p.
- THIBAUT, Danièle, *Explorer le journal*, Paris, Hatier, 1976, 80p.

Ouvrages spécialisés

Relations internationales

- ALLAIN, Jean-Claude et al., *Histoire de la diplomatie française. Tome II : de 1815 à nos jours*, Paris, Perrin, 2007 (première édition en 2005), 636p.
- AXENCIUC, Victor, « Le Capital étranger et national dans le Sud-est de l'Europe dans la période de l'entre-deux-guerres », *Revue roumaine d'histoire*, vol. 19, no 2-3, 1980, p.215-227.
- BARIÉTY, Jacques, Jean-Marie VALENTIN et Alfred GUTH, *La France et l'Allemagne entre les deux guerres*, Actes du colloque tenu en Sorbonne (Paris IV), Nancy, Presses universitaires de Nancy, 15-17 janvier 1987, 244p.

- BARRÉ, Jean-Luc, *Le Seigneur-chat. Philippe Berthelot (1866-1934)*, Paris, Plon, 1988, 433p.
- BENNETT, George Henry, *British Foreign Policy during the Curzon Period, 1919-1924*, Londres, St. Martin's Press, 1995, 243p.
- BARIÉTY, Jacques, « Le Comité d'études du Quai d'Orsay et les frontières de la Grande Roumanie, 1918-1919 », *Revue roumaine d'histoire*, vol. 35, no 1-2, 1996, p.43-51.
- BOIA, Eugène B., « A Neglected Issue in Romanian Historiography: the Diplomatic Struggle over the Banat, 1914-1920 », *Revue roumaine d'histoire*, vol. 33, no 2, 1994, p.43-61.
- CALAFETEANU, Ion, « L'opinion publique de Roumanie et la Conférence de la Paix de Paris (1919-1920) », *Les Conséquences des traités de paix de 1919-1920 en Europe centrale et sud-orientale (Colloque de Strasbourg 24-26 mai 1984)*, Strasbourg, Association des publications près les Universités de Strasbourg, 1987, p.253-260.
- CARLEY, Michael J., « Le Déclin d'une grande puissance: la politique étrangère de la France en Europe, 1914-1924 », *Canadian Journal of History*, vol. 21, no 3, décembre 1986, p.397-407.
- CARLEY, Michael J., « Anti-Bolchevism in French Foreign Policy : The Crisis in Poland in 1920 », *International History Review*, vol. 2, no 3, juillet 1980, p.410-431.
- CASSOLY, Anne-Marie, « Les Frontières de la Grande Roumanie : approche géopolitique », *Revue roumaine d'histoire*, vol. 35, no 1-2, 1996, p.69-77.
- CONSTANTINESCU, Miron (éd.) et al., *Unification of the Romanian National State. The Union of Transylvania with Old Romania*, Bucarest, Academy of the Socialist Republic, 1971, 367p.
- DEAK, Francis, *Hungary at the Paris Peace Conference. The Diplomatic History of the Treaty of Trianon*, New York, Columbia University Press, 1942, 594p.
- DOBRINESCU, Valeriu-Florin, « La Reconnaissance internationale de l'union de la Transylvanie avec la Roumanie », *Revue roumaine d'histoire*, vol. 26, no 1-2, 1987, p.3-15.
- FOTINO, Nicolae et Ion CALAFETEANU, « La Consécration internationale de la grande union », *Revue roumaine d'histoire*, vol. 17, no 4, 1978, p.631-649.
- GIURESCU, Dinu C., « Romania and Soviet Hungary, 1919 », Peter Pastor (éd.), *War and Society in East Central Europe. Volume XX: Revolutions and Interventions in Hungary and its Neighbor States, 1918-1919*, New York, University of Columbia Press, 1988, p.211-220.
- GRANDHOMME, Jean-Noël, « Le Soutien de la France à la cause transylvaine jusqu'à l'union d'Alba Iulia (août 1916-décembre 1918) », *Revue roumaine d'histoire*, vol. 36, no 3-4, 1997, p.223-240.

- HAJDU, Tibor, *The Hungarian Soviet Republic*, Budapest, Akadémiai Kiadó, 1979, 172p.
- HITCHINS, Keith, « Woodrow Wilson and the Union of Transylvania with Rumania, 1917-1918 », *Revue roumaine d'histoire*, vol. 18, no 4, 1979, p.803-813.
- HOVI, Kalervo, *Cordon Sanitaire or Barrière de l'Est? The Emergence of the New French Eastern European Alliance Policy 1917-1919*, Turku, Annales Universitatis Turkuensis, 1975, 244p.
- HOVI, Kalervo, *Alliance de Revers : Stabilization of France's Alliance Policies in East Central Europe 1919-1921*, Turku, Annales Universitatis Turkuensis, 1984, 133p.
- JANOS, Andrew (éd.) et William B. SLOTTMAN (éd.), *Revolution in Perspective. Essays on the Hungarian Soviet Republic of 1919*, Berkeley, University of California Press, 1971, 185p.
- JASZI, Oscar, *Revolution and Counter-Revolution in Hungary*, New York, Howard Fertig, 1969, 239p.
- KIRITZESCO, Constantin, *La Roumanie dans la Guerre mondiale (1916-1919)*, Paris, Payot, 1934, 496p.
- KITSIKIS, Dimitri, *Propagande et pressions en politique internationale. La Grèce et ses revendications à la Conférence de Paix (1919-1920)*, Paris, Presses universitaires de France, 1963, 537p.
- LOW, Alfred D., « Soviet Hungary and the Paris Peace Conference », dans Ivan Volgyes (éd.), *Hungary in Revolution (1918-1919). Nine Essays*, Lincoln, University of Nebraska Press, 1971, p.137-157.
- MACMILLAN, Margaret, *Paris 1919. Six Months that Changed the World*, New York, Random House, 2002, 570p.
- MAYER, Arno, *Politics and Diplomacy of Peacemaking. Containment and Counterrevolution at Versailles, 1918-1919*, New York, Alfred A. Knopf, 1967, 918p.
- MINART, Gérard, *Clemenceau journaliste (1841-1929). Les Combats d'un républicain pour la liberté et la justice*, Paris, L'Harmattan, 2005, 249p.
- MINASSIAN, Taline Ter, « Les Géographes français et la détermination des frontières balkaniques à la Conférence de la Paix en 1919 », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, vol. 44, no 2, avril-juin 1997, p.252-286.
- MOISUC, Viorica, « La Roumanie et le problème de la sécurité entre les deux guerres mondiales », *Revue roumaine d'histoire*, vol. 19, no 2-3, 1980, p.353-370.
- MOURIN, Maxime, *Les Relations franco-soviétiques, 1917-1967*, Paris, Payot, 1967, 371p.
- NAGY, Zsuzsa L., « The Hungarian Democratic Republic and the Paris Peace Conference, 1918-1919 », Peter Pastor (éd.), *War and Society in East Central Europe. Volume*

- XX: Revolutions and Interventions in Hungary and its Neighbor States, 1918-1919*, New York, University of Columbia Press, 1988, p.261-276.
- NOUZILLE, Jean, « La Frontière bulgaro-roumaine en Dobroudja », *Revue roumaine d'histoire*, vol. 35, no 1-2, 1996, p.27-42.
- NOUZILLE, Jean, *Transylvania an area of contacts and conflicts*, Bucarest, Enciclopedia, 1996, 310p.
- NOUZILLE, Jean, « The July Campaign of the Hungarian Red Army against Romania as Seen by France », Peter Pastor (éd.), *War and Society in East Central Europe. Volume XX: Revolutions and Interventions in Hungary and its Neighbor States, 1918-1919*, New York, University of Columbia Press, 1988, p.81-88.
- OPREA, Ion M., « Les Rapports entre les grandes puissances et la Roumanie à la Conférence de la Paix de Paris (1919-1920) », dans *Revue roumaine d'histoire*, vol. 20, no 2, Bucarest, 1981, p.309-327.
- OPRESCU, Paul, « Pourquoi la Roumanie est entrée dans la Première Guerre mondiale », *Revue roumaine d'histoire*, vol. 28, no 3, 1989, p.265-284.
- ORMOS, Maria, *From Padua to the Trianon, 1918-1920*, New York, University of Columbia Press, 1990, 410p.
- ORMOS, Maria, « The Foreign Policy of the Hungarian Soviet Republic », Peter Pastor (éd.), *War and Society in East Central Europe. Volume XX: Revolutions and Interventions in Hungary and its Neighbor States, 1918-1919*, New York, University of Columbia Press, 1988, p.357-366.
- PALSKY, Gilles, « Emmanuel de Martonne and the ethnographical cartography of Central Europe (1917-1920) », *Imago Mundi*, vol. 54, 2002, p.111-119.
- PASTOR, Peter, « The French Military Mission in Hungary, 1918-1919 », Peter Pastor (éd.), *War and Society in East Central Europe. Volume XX: Revolutions and Interventions in Hungary and its Neighbor States, 1918-1919*, New York, University of Columbia Press, 1988, p.251-260.
- PASTOR, Peter (éd.), Ivan SANDERS (éd.) et Bela KIRALY (éd.), *War and Society in east Central Europe. Volume VI: Essays on World War One: Total War and Peacemaking, a Case Study of Trianon*, New York, University of Columbia Press, 1982, 678p.
- PASTOR, Peter, *Hungary between Wilson and Lenin: the Hungarian Revolution of 1918-1919 and the Big Three*, New York, Columbia University Press, 1976, 191p.
- POPISTEANU, Cristian, « Le Traité de Trianon et la Roumanie », *Les Conséquences des traités de paix de 1919-1920 en Europe centrale et sud-orientale (Colloque de Strasbourg 24-26 mai 1984)*, Strasbourg, Association des publications près les Universités de Strasbourg, 1987, p.261-268.

- PREDA, Dumitru, Vasile ALEXANDRESCU et Costica PRODAN, *La Roumanie et sa guerre pour l'unité nationale. Campagne de 1918-1919*, Bucarest, Éd. Encyclopédiques, 1995, 461p.
- ROMSICS, Ignac, *The Dismantling of Historic Hungary. The Peace Treaty of Trianon, 1920*, New York, Columbia University Press, 2002, 201p.
- SAKMYSTER, Thomas L., *Hungary, the Great Powers, and the Danubian Crisis (1936-1939)*, Athènes, University of Georgia Press, 1980, 284p.
- SANBORN, Anne Fay (éd.) et Géza Wass de CZEGE (éd.), *Transylvania and the Hungarian-Rumanian Problem. A Symposium*, Astor, Danubian Press, 1979, 274p.
- SANDU, Traian, *Le Système de sécurité français en Europe centre-orientale. L'Exemple roumain, 1919-1933*, Paris, L'Harmattan, 1999, 495p.
- SANDU, Traian, « La Roumanie et l'impossible articulation d'un système de sécurité français en Europe centre-orientale (septembre 1920-décembre 1921) », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, no 193, 1999, p.53-68.
- SANDU, Traian, « L'Appui contesté du général Berthelot aux revendications roumaines au sujet de la Transylvanie et du statut d'allié, décembre 1918-avril 1919 », *Revue roumaine d'histoire*, vol. 36, juillet-décembre 1997, p.241-248.
- SANDU, Traian, « Les Avatars de la ratification de la convention bessarabe par la France, 1921-1924 », *Revue roumaine d'histoire*, vol. 35, no 1-2, Bucarest, 1996, p.59-68.
- SANDU, Traian, « La France et la Bessarabie roumaine de 1918 à 1920 : une reconnaissance difficile », *L'Établissement des frontières en Europe après les deux guerres mondiales : une étude comparée*, Berne, Peter Lang, 1995, p.369-387.
- SANDU, Traian, « La Coopération franco-roumaine face à la Russie lors du passage de Take Ionescu au Ministère des Affaires étrangères (juin 1920-décembre 1921) », *Revue roumaine d'histoire*, vol. 34, no 3-4, 1995, p.367-382.
- SANDU, Traian, « La Présence française en Europe centrale dans l'entre-deux-guerres », *Revue d'Europe Centrale*, vol. 3, no 2, 2^e semestre 1995, p.147-160.
- SIKLOS, Andras, *Revolution in Hungary and the Dissolution of the Multinational State, 1918*, Budapest, Akadémiai Kiado, 1988, 172p.
- SOUTOU, Georges-Henri, *L'Or et le sang. Les buts de guerre économiques de la Première Guerre mondiale*, Paris, Fayard, 1989, 963p.
- SOUTOU, Georges-Henri, « L'Impérialisme du pauvre : la politique économique du gouvernement français en Europe Centrale et Orientale de 1918 à 1929. Essai d'interprétation », *Relations internationales*, no 7, 1976, p.219-239.
- SPECTOR, Sherman D., *Romania at the Paris Peace Conference : a Study of the Diplomacy of Ion I.C. Bratianu*, Iasi, Center for Romanian Studies, 1995, 355p.

- STEINER, Zara, *The Lights that Failed. European International History, 1919-1939*, Oxford, Oxford University Press, 2005, 970p.
- SZILASSY, Sandor, *Revolutionary Hungary (1918-1921)*, Astor Park, Danubian Press, 1971, 141p.
- THOMPSON, John M., *Russia, Bolshevism, and the Versailles Peace*, Princeton, Princeton University Press, 1966, 429p.
- TIHANY, Leslie C., « The French Army and the Rightist Restoration in Hungary, 1918-1919 », Peter Pastor (éd.), *War and Society in East Central Europe. Volume XX: Revolutions and Interventions in Hungary and its Neighbor States, 1918-1919*, New York, University of Columbia Press, 1988, p.377-396.
- TOKES, Rudolf L., *Bela Kun and the Hungarian Soviet Republic. The Origins and Role of the Communist Party of Hungary in the Revolutions of 1918-1919*, Stanford, The Hoover Institution, 1967, 292p.
- TORREY, Glenn E., *Henri Mathias Berthelot: Soldier of France, Defender of Romania*, Oxford, Center for Romanian Studies, 2001, 399p.
- TORREY, Glenn E., *Romania and World War I. A Collection of Studies*, Iasi, Oxford, Portland, The Center for Romanian Studies, 1998, 392p.
- TORREY, Glenn E., « The Romanian Intervention in Hungary, 1919 », Peter Pastor (éd.), *War and Society in East Central Europe. Volume XX: Revolutions and Interventions in Hungary and its Neighbor States, 1918-1919*, New York, University of Columbia Press, 1988, p.301-320.
- TUTU, Dumitru, « Les Actions de l'armée roumaine en Transylvanie au cours des années, 1918-1919 », *Revue roumaine d'histoire*, vol. 34, no 1-2, 1985, p.101-123.
- VESA, Vasile, « Les Rapports entre les généraux Henri Mathias Berthelot et Louis Franchet d'Esperey durant l'hiver 1918-1919 », *Revue roumaine d'histoire*, vol. 35, no 1-2, 1996, p.53-57.
- WANDY CZ, Piotr, *France and her Eastern Allies, 1919-1925: French-Czechoslovak-Polish Relations from the Paris Peace Conference to Locarno*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1962, 454p.

Presse française

- BECKER, Jean-Jacques, « L'Opinion », René Rémond (dir.), *Pour Une Histoire politique*, Paris, du Seuil, 1996, p.161-184.
- BLANDIN, Claire, *Le Figaro. Deux Siècles d'histoire*, Paris, Armand Colin, 2007, 309p.

- BRUNOIS, Richard, *Le Figaro face aux problèmes de la presse quotidienne*, Paris, Presses universitaires de France, 1973, 222p.
- DELPORTE, Christian (dir.) *et al.*, *L'Humanité de Jaurès à nos jours*, Paris, Nouveau Monde, 2004, 419p.
- DELPORTE, Christian, *Les Journalistes en France (1880-1950). Naissance et construction d'une profession*, Paris, du Seuil, 1999, 450p.
- EVENO, Patrick, *L'Argent de la presse française des années 1820 à nos jours*, Paris, CTHS, 2003, 233p.
- FENBY, Jonathan, *The International News Service. A 20th Century Fund Report*, New York, Schoken Books, 1986, 275p.
- FRÉDÉRIX, Pierre, *Un Siècle de chasse aux nouvelles. De L'Agence d'Information Havaş à l'Agence France-Presse (1835-1957)*, Paris, Flammarion, 1959, 444p.
- LEROY, Roland (dir.), *Un Siècle d'Humanité (1904-2004)*, Paris, Le Cherche Midi, 2004, 467p.
- MATHIEN, Michel et Catherine CONSO, *Les Agences de presse internationales*, Paris, Presses universitaires de France, 1997, 128p.
- MIQUEL, Pierre, *La Paix de Versailles et l'opinion publique française*, Paris, Flammarion, 1972, 610p.
- MOUILLAUD, Maurice, « Le Système des journaux. Théorie et méthodes pour l'analyse de presse », *Langages*, no. 11, septembre 1968, p.61-83.
- SAINT-VINCENT, Bertrand de, *Le Roman du Figaro (1826-2006)*, Paris, Plon, 2006, 228p.
- SÉGU, Frédéric, *Le Premier Figaro (1826-1833). D'après des documents inédits*, Paris, Les Belles Lettres, 1932, 185p.